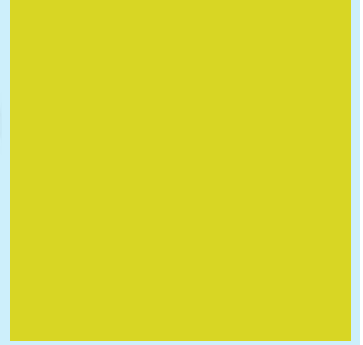


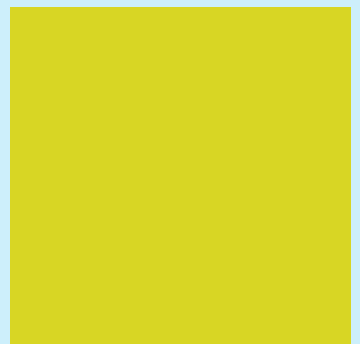


G1000

LE RAPPORT FINAL



L'INNOVATION DEMOCRATIQUE MISE EN PRATIQUE



Colophon

Coordination & Redaction

Inge Henneman & Christophe Bell

Miriana Frattarola

Lieve Van den Broeck

David Van Reybrouck

Auteurs

Christophe Bell

Benoît Derenne

Miriana Frattarola

Jelle Henneman

Ken Lambeets

Min Reuchamps

Lieve Van den Broeck

David Van Reybrouck

Relecture

Charlotte Bonduel, Emilie Roell & Lieve Van den Broeck (Nederlands)

Bart Defrancq, Aline Goethals, Miriana Frattarola & Vincent Vandermeeren (Frans)

Fatma Girretz & Christoph Raudonat (Duits)

Michael Mould, Peter Vermeersch (Engels)

Traduction

NL>FR en FR>NL

Bart Defrancq

Douchka De Groote

Ellen Devlaeminck

Céline Dubois

NL>DE

Stefaan Maes

Karel Platteau

Patrick Rondou

Rudi Thomassen

Brunhilde Vandenbulcke

NL>ENG en ENG>NL

Petra Heylen

Véronique Philips

Simon Van de Sande

Peter Vermeersch

Mise en page & Illustrations

Jelle Meys

Photographie

© Studio Dann, Ternat

© Jean-Luc Tillière

Editeur Responsable

Benoît Derenne

ISBN 978-2930275-52-9

Dépôt légal D-2012-8490-07

2012, © G1000

The logo consists of the letters 'G1000' in a bold, blue, sans-serif font. The three zeros are stylized as speech bubbles, each with a small tail pointing downwards.

G1000
LE RAPPORT FINAL

**L'INNOVATION DEMOCRATIQUE
MISE EN PRATIQUE**

CONTENU

■	PREFACE	7
■	LE PROCESSUS	
	HISTOIRE	11
	CONTEXTE INTERNATIONAL	20
	METHODE	24
	COLLECTE DE FONDS ET BUDGET	31
	FORME D'ORGANISATION	35
■	LES RESULTATS	
	LE G1000 A MIS LA NECESSITE DE L'INNOVATION DEMOCRATIQUE A L'ORDRE DU JOUR	40
	LE G1000 A MIS DES PRIORITES SOCIO-ECONOMIQUES A L'ORDRE DU JOUR	44
	RAPPORT FINAL DU PANEL CITOYEN	49
	LES RECOMMANDATIONS DU G1000	87
	REACTIONS DES PRESIDENTS DES PARLEMENTS SUITE A LA RECEPTION DU RAPPORT FINAL	90
■	L'AVENIR	94
■	SUPPLEMENTS	
	LE RAPPORT DES OBSERVATEURS INTERNATIONAUX SUR LE G1000	102
	LES FONDATEURS DU G1000	108
	LES COLLABORATEURS DU G1000	112

■ PREFACE

■ UNE CONTRIBUTION DES CITOYENS A L'AVENIR DE NOTRE DEMOCRATIE



VOICI LE RAPPORT DU G1000, CETTE INITIATIVE CITOYENNE INDÉPENDANTE VISANT À REDONNER DU SOUFFLE À NOTRE DÉMOCRATIE. UNE IDÉE QUI S'EST VITE TRANSFORMÉE EN LA PLUS GRANDE INITIATIVE CITOYENNE POUR L'INNOVATION DÉMOCRATIQUE EN EUROPE. EURONEWS A QUALIFIÉ LE SOMMET CITOYEN DU 11 NOVEMBRE 2011 D' "EXPÉRIENCE UNIQUE, UNE IMMENSE ASSEMBLÉE CITOYENNE; LE G1000 S'INSCRIT DANS UN MOUVEMENT TRÈS EN VOGUE EN EUROPE: LA VOLONTÉ D'UN SURSAUT DÉMOCRATIQUE."

Mais ce rapport est bien plus que le compte rendu du sommet citoyen à Tour&Taxis. Le processus s'est forgé pendant plus d'un an dans un esprit que l'on peut qualifier de slow politics. Dès le départ, le G1000 est conçu comme une fusée à trois étages avec une phase avant et après le Sommet citoyen. Ce rapport explique donc le processus dans son ensemble: les résultats et la méthode.

A chaque stade du G1000, des citoyens ordinaires ont prouvé ce que nous supposions: ils ont la volonté de réfléchir sur des questions politiques et ils en ont la capacité, à condition d'avoir les informations et le temps nécessaires, et de le faire dans un cadre méthodologique exigeant. Dans ce cas, ils apportent des solutions

constructives même aux problèmes complexes ou délicats. Le participant qui est traité comme un adulte, se comporte en tant que tel. Ainsi, le G1000 a prouvé ce qui était déjà apparu dans d'autres pays: la démocratie délibérative, ça marche!

Plus d'implication citoyenne serait un atout pour l'ensemble de notre société. Une démocratie vivante se mérite tous les jours et constitue une responsabilité partagée entre les citoyens et leurs élus. Les efforts sont à fournir de part et d'autre pour (re) créer de nouveaux espaces de délibération démocratique. Nous sommes face à un double apprentissage: d'une part, le personnel politique doit se mettre à l'écoute et intégrer les citoyens dans les processus de (co)création démocratique et, d'autre part, les citoyens doivent (ré)apprendre à confronter leurs idées et à produire du consensus. Et ce n'est simple ni pour les uns, ni pour les autres!

Les rapports entre les autorités et les citoyens sont de plus en plus "horizontaux". Comment les gouvernants doivent-ils se positionner face à des citoyens plus méfiants, désabusés ou critiques? Curieusement, la réponse pourrait consister à dire qu'ils doivent apprendre à lâcher prise. Car ces citoyens ne forment pas un obstacle, mais une opportunité. Il faut les impliquer dans la politique, notamment par tirage au sort. Il faut leur demander leur avis et les laisser réfléchir par et pour eux-mêmes. Cela produirait de nouvelles idées, ouvrirait de nouvelles perspectives et contribuerait à renforcer la confiance dans un système démocratique renouvelé, tant de la part des citoyens, que des élus et du personnel politique.

NOUS VOULONS CONTINUER! L'AMBITION DU G1000 EST DE SE TRANSFORMER EN UNE PLATEFORME PERMANENTE POUR L'INNOVATION DÉMOCRATIQUE EN BELGIQUE, ET CE, AU SEIN DE LA FONDATION POUR LES GÉNÉRATIONS FUTURES QUI A ADOPTÉ LE G1000 DÈS SON ENTAME. ENTRETEMPS, LE PROJET A ATTIRÉ L'ATTENTION INTERNATIONALE, IL A ÉTÉ SOUTENU PAR 800 BÉNÉVOLES, 3.000 DONATEURS, 12.000 SYMPATHISANTS, SANS OUBLIER L'ÉNERGIE DE TOUS LES PARTICIPANTS DU G1000. L'IMPLICATION ET LE DÉVOUEMENT DE CES CITOYENS TIRÉS AU SORT PROUVE QUE NOTRE PRÉCIEUSE DÉMOCRATIE PEUT (ET DOIT) S'AMÉLIORER SI ELLE VEUT POUVOIR AFFRONTÉ LES DÉFIS DE CE SIÈCLE. MERCI BEAUCOUP À TOUS POUR CE CADEAU!



*Benoît Derenne (Directeur de la Fondation pour les Générations Futures)
& David Van Reybrouck (écrivain),
co-fondateurs du G1000.*



**Douchka & Ruth,
bénévoles du Panel citoyen**

« En tant qu'interprète, on est tenu de tout traduire: le contenu et les émotions. L'expérience a été intense, émouvante, bouleversante parfois. Le panel citoyen est une sorte de micro-société avec tout ce que cela implique. »

De Standaard

« Un laboratoire pionnier. »



Simon, interprète du Sommet citoyen, actuellement traducteur bénévole basé à... Singapour.

« J'avais lu Lijphart, je connaissais donc la démocratie délibérative... Enfin, c'est ce que je croyais! Parce que quand j'ai vu les principes en action, avec de vraies personnes qui discutaient, trouvaient un consensus malgré leurs avis différents, honnêtement, j'ai pleuré dans la cabine d'interprétation pendant la cérémonie de clôture. Le G1000 a prouvé que "tous ensemble" n'est pas un slogan creux, mais une réalité qui prouve que nous pouvons participer à quelque chose qui nous dépasse si nous le désirons. »

Willem Schinkel, sociologue

« Le projet est innovateur ; il est basé sur des expériences récentes en Islande et mérite toute notre bienveillance ne fût-ce que parce que c'est une expérience qui concerne la démocratie. »



Pierre,
membre du Panel citoyen

« Si on était dans une logique de Koh-Lanta ou de Big Brother, on éliminerait au fur et à mesure les gens qui nous énervent. Mais ici, non. On doit rester tous ensemble, et on doit montrer que le travail en commun, ça marche! C'est là tout le défi, c'est toute la richesse du processus, et c'est ce qui m'a motivé! »





LE PROCESSUS

■ HISTOIRE

■ L'ORIGINE DU PROJET



Vous vous en souvenez probablement: après les élections de 2007, nous avons eu un gouvernement instable et après celles de 2010, nous n'avons plus eu de gouvernement du tout. La Belgique pulvérisa tous les records internationaux de négociations politiques et les Belges étaient condamnés à attendre. Alors que la formation du gouvernement s'éternisait, certains s'en réjouissaient, d'autres désespéraient. Mais nous restions tous sur la touche, comme les supporters d'un match de foot.

Certains citoyens n'hésitèrent pas à exprimer leur mécontentement. Les forums des journaux en ligne étaient bombardés de commentaires, parfois véhéments. Les citoyens se défoulaient sur Facebook et Twitter. Des manifestations comme "Shame", "Camping 16" ou encore la "révolution des frites" fleurissaient. Certains citoyens jurèrent de ne plus jamais aller voter, alors que d'autres se laissaient pousser la barbe.

En fait, nous étions tous impuissants. Les citoyens avaient voté, mais ne pouvaient que suivre à distance les vaines tentatives du personnel politique de former un gouvernement.

■ LE DECLIC

Ce contexte politique évoquait chez David Van Reybrouck, auteur du livre Congo la situation politique de l'ancien Zaïre. Au début des années 90, la société civile zaïroise s'était rassemblée pour débattre de l'avenir du pays. "Leur Conférence Nationale Souveraine n'était pas parfaite, mais elle montra que des citoyens ordinaires sont capables de créer un nouvel espace public." En septembre 2010, Van Reybrouck écrivit dans une chronique pour les journaux De Standaard et Le Soir le texte suivant:

"RÊVEZ AVEC MOI. JE VOIS MILLE BELGES SE RASSEMBLER (...) A PARITÉ FEMMES/HOMMES, DE TOUTES LES COMMUNAUTÉS ET RÉGIONS. L'ÉQUILIBRE PARFAIT. JE VOIS DES PERSONNES DU MONDE ASSOCIATIF: SYNDICATS, MOUVEMENTS DE JEUNESSE, ORGANISATIONS DE FEMMES..., DE DIFFÉRENTES RELIGIONS, CROYANTS ET NON-CROYANTS, NÉS ICI OU AILLEURS. (...) NOUS ALLONS NOUS ÉCOUTER AVANT DE NOUS DÉFENDRE. L'EMPATHIE EST LA BASE DE CHAQUE COMPROMIS. (...) IL Y AURA DES RAPPORTS ET DES RECOMMANDATIONS. (...) LES CITOYENS, C'EST NOUS. AU TRAVAIL!"



Le chroniqueur radio de la RTBF, Paul Hermant, reprend l'idée de David dans sa chronique quotidienne. Selon lui, la proposition a "la force d'une bonne idée":

"UNE BONNE IDÉE A SOUVENT L'AIR NAÏVE. LA NAÏVETÉ VIENT DE LA SIMPLICITÉ ET DE LA CLARTÉ. J'IGNORE POURQUOI, MAIS LA SIMPLICITÉ ET LA CLARTÉ SONT RAREMENT CONSIDÉRÉES COMME DES QUALITÉS POLITIQUES. LES FONDATEURS DE L'EUROPE AVAIENT SI PEUR DE LA NAÏVETÉ DE LEUR IDÉE QU'ILS SE SONT EMPRESSÉS DE LA RENDRE PLUS COMPLIQUÉE. JUSTE POUR QU'ON LES PRENNE AU SÉRIEUX."

Paul renvoie également aux précédents panels citoyens réalisés en Belgique. Il est partisan du tirage au sort: les participants ne doivent pas pouvoir proposer eux-mêmes leur candidature pour le projet. Ils doivent être choisis au hasard. "La force des panels citoyens est dans le tirage au sort des participants. Ce principe est l'origine de la démocratie, son principe de base."

■ LA MISE EN ROUTE

Paul et David ne se connaissent pas, mais en janvier 2011 ils décident de se rencontrer. Alors qu'une énième tentative de négociation politique échoue, ils arrivent à la même conclusion: il ne s'agit pas d'une crise belge, mais d'une crise de la démocratie. Celle-ci ne se résume pas au suffrage universel. La démocratie, c'est la délibération des citoyens sur l'avenir de leur société. Les citoyens ont le droit de vote, mais ont-ils le droit de parole? Et si les citoyens étaient impliqués dans la délibération?

Le projet commençait à prendre forme. Une semaine plus tard, les deux hommes se réunissaient avec 5 experts en participation citoyenne. Quelques mois plus tard, ils étaient 27. Le groupe était composé de scientifiques, de journalistes et de penseurs, mais également de spécialistes en communication et logistique. Sans oublier les personnes issues du monde culturel. Nés ici ou ailleurs, néerlandophones, francophones et germanophones, tous âges confondus, formaient le premier noyau du projet. Chacun avec ses idées politiques personnelles, mais partageant une même préoccupation: la qualité de notre démocratie.

Les soirées étaient longues, une fois chez David, une fois chez Paul ou hébergées par l'institution d'un membre du groupe. Les discussions étaient nombreuses et variées: comment la télévision étouffe la société civile, le potentiel des réseaux sociaux et la culture de feedback immédiat et permanent. La fièvre électorale qu'elle engendre. Nous disions: "Les nouveaux médias créent une situation où le poids des élections à venir est devenu plus lourd que celui des précédentes. Et ça paralyse le système."

Au cours des discussions, quelques questions fondamentales sont apparues:

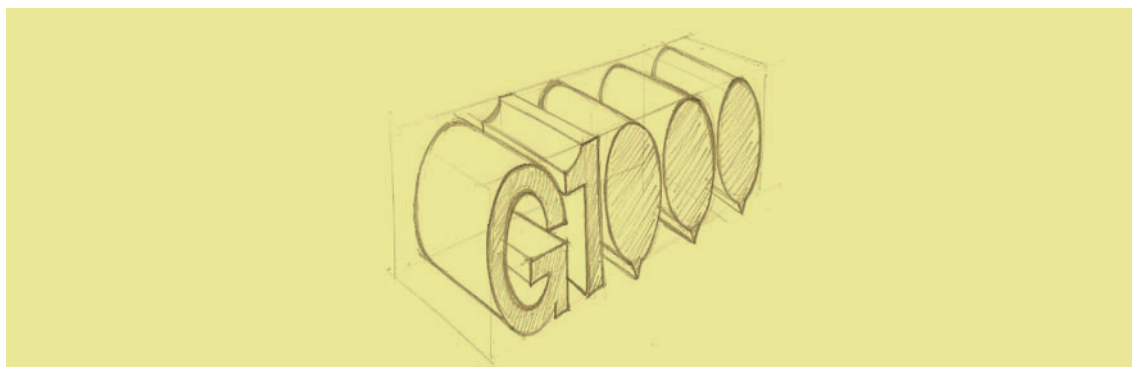
- L'innovation est essentielle dans de très nombreux domaines de notre société comme les sciences, l'économie, la culture, le sport... Et le seul domaine où elle est superflue serait la démocratie? Impensable.
- Les citoyens se retrouvent de moins en moins dans le monde associatif. Les syndicats et autres organisations civiles constituent un relais entre la population et les décideurs. Mais il semble s'affaiblir sans cesse. Les partis politiques attirent de moins en moins de membres. Ne faudrait-il pas de nouveaux liens entre la population et le pouvoir?
- Comment traduire le mécontentement de la population en propositions claires pour le gouvernement? Comment les idées et l'expertise du quotidien de la population peuvent-elles inspirer les décisions?
- Est-ce que les référendums et les sondages sont une solution? Peut-être, mais ils ne permettent pas aux citoyens de délibérer entre eux. Les citoyens votent dans des isolements ou sont au téléphone avec une société de sondage, mais ils ne parlent pas à leurs voisins. La société devrait être plus qu'une accumulation d'intuitions, non?

- Ces dernières années, la démocratie délibérative a déjà été mise à l'essai. Un nombre limité – mais très diversifié – de citoyens est alors invité à s'informer sur un thème déterminé et à en débattre. La recherche dans ce domaine nous enseigne d'ailleurs que les propositions issues d'un grand groupe diversifié sont généralement plus acceptables que celles d'un groupe limité d'experts. Un pareil système ne pourrait-il pas être complémentaire au modèle démocratique en vigueur?

■ LE MANIFESTE

Nos discussions continuaient. L'envie d'expérimenter la démocratie délibérative augmentait. Et si on rassemblait mille citoyens? C'est là qu'un nouveau membre du groupe s'est écrié: "Ah, en fait vous voulez organiser un G20, mais à mille". Et voilà, nous avions un nom. Fini les termes compliqués. Nous pouvions alors nous attaquer à la rédaction d'un 'Manifeste'.

Le 11 juin 2011, après exactement un an sans gouvernement, le Manifeste du G1000 est publié dans cinq des principaux journaux du pays: Le Soir, la Libre Belgique, De Standaard, De Morgen et De Tijd. "Si les politiques ne s'en sortent pas, laissons les citoyens délibérer", peut-on lire. "Le peuple manque de science, mais il a la liberté". En quelques jours seulement, des milliers de personnes signent le Manifeste, 800 personnes se portent volontaires pour aider à l'organisation et des milliers d'autres font des dons.



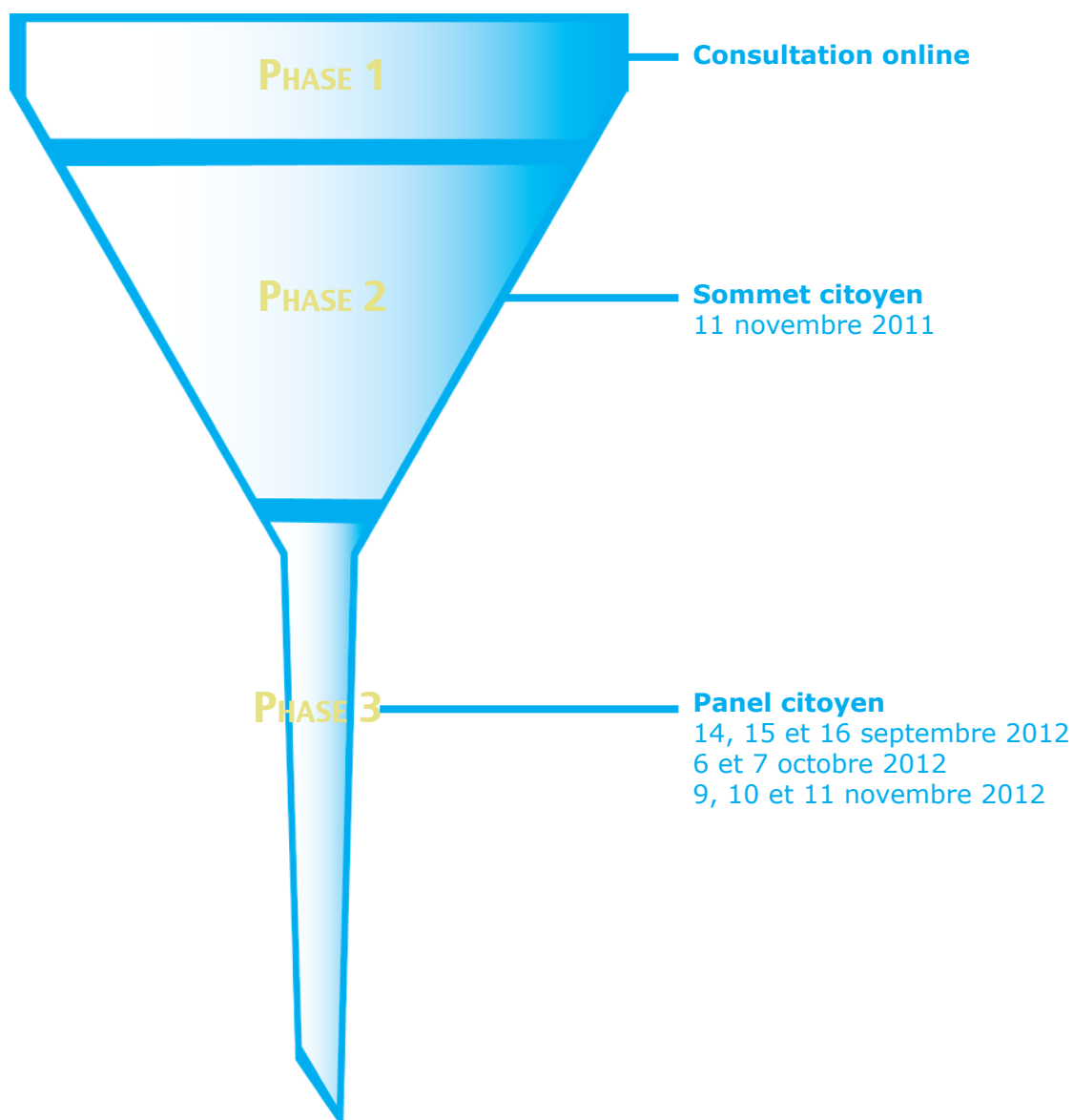
Quelques mots clés du Manifeste: indépendance, ouverture d'esprit, dignité, optimisme, complémentarité, participation, transparence, diversité, opportunité et dynamique. Il ne s'agit pas de sauver la Belgique. C'est la renaissance de la démocratie qui est la priorité. Le G1000 représente un espoir et une aide précieuse que la population peut apporter à un système démocratique en crise profonde.

■ LA DEMOCRATIE DELIBERATIVE

Le but du G1000 était notamment de montrer par une réalisation frappante la valeur de la démocratie délibérative en Belgique. Comment était-ce possible que notre pays ait si peu recours aux méthodes de démocratie délibérative alors que celles-ci font l'objet de nombreuses études depuis dix ans? N'était-ce pas utile au niveau fédéral, et surtout, en pleine crise? Pourquoi l'expertise d'institutions telles que la Fondation Roi Baudouin, l'Institut Société et Technologie (rattachée au Parlement flamand) ou la Fondation pour les Générations Futures n'était-elle jamais prise en compte? Nul ne serait donc prophète en son pays?

Le G1000 a eu la chance d'être adopté très vite par la Fondation pour les Générations Futures, dont le Directeur était un des sept citoyens initiateurs du projet. C'était également un coup de chance d'avoir la participation, dès le début du projet, de Min Reuchamps et de Didier Caluwaerts, deux jeunes chercheurs ayant acquis une renommée internationale avec leurs doctorats sur la démocratie délibérative. Le projet du G1000 devait tenir la route! Nous avons donc confié l'accompagnement du processus à Levuur, une société spécialisée en facilitation et dynamique participative.

LE PROCESSUS S'EST VITE CRISTALLISÉ: LE G1000 SERAIT COMME UNE FUSÉE À TROIS ÉTAGES CONSTITUÉE D'UNE CONSULTATION PUBLIQUE EN LIGNE, D'UN SOMMET CITOYEN D'UN JOUR ET D'UN PANEL CITOYEN DE TROIS WEEK-ENDS. UN SCHÉMA SIMPLE MAIS QUI NÉCESSITAIT UN ÉNORME TRAVAIL. NOUS AVONS TRAVAILLÉ JOUR ET NUIT PENDANT DES MOIS. LES CITOYENS DEVAIENT ÊTRE TIRÉS AU SORT, MAIS AVANT CELA, IL FALLAIT RÉCOLTER DES FONDS, ORGANISER LA CONSULTATION EN LIGNE POUR PRODUIRE L'ORDRE DU JOUR DU SOMMET CITOYEN, ORGANISER UN PLAN DE COMMUNICATION, PUIS PRÉVOIR UN LIEU ASSEZ GRAND ET L'INTENDANCE D'UN TEL ÉVÉNEMENT, JUSQU'À L'ORGANISATION D'UNE GARDERIE.



■ UN JOUR D'AUTOMNE INOUBLIABLE



G100 EN CHIFFRES

704 participants à Tour&Taxis

(malgré la grève de la SNCB et le beau temps) **730 participants aux G-Home**
(participation en ligne)

Prés de 1.800 participants

356 participants aux G-Offs
(mini-sommets à plus de 50 endroits en Belgique)

81 tables

(30 néerlandophones, 18 francophones,
une table franco-germanophone et 32 tables bilingues)

85 animateurs professionnels neutres

200 journalistes

40 traducteurs et interprètes bénévoles

7 présidents parlementaires
à la cérémonie de clôture

3.040 donateurs

80 observateurs nationaux

800 volontaires

10.000 signataires du Manifeste

9 observateurs internationaux

AU MATIN DU 11 NOVEMBRE 2011, PLUS DE 700 PARTICIPANTS AU SOMMET CITOYEN SONT ARRIVÉS À TOUR&TAXIS À BRUXELLES. UNE JEUNE MAMAN À CÔTÉ D'UN MILITAIRE PENSIONNÉ, UN PAYSAN ARDENNAIS À CÔTÉ D'UNE PUÉRICULTRICE AU CHÔMAGE D'OSTENDE, UN CHEF D'ENTREPRISE À CÔTÉ D'UN SANS-ABRI. TOUS CITOYENS D'UN PAYS EN CRISE. PENDANT TOUTE LA JOURNÉE, PRÈS DE 200 FACILITATEURS, INTERPRÈTES, TRADUCTEURS, RÉCEPTIONNISTES ET ASSISTANTS LES ONT AIDÉS À DÉBATTRE. SANS OUBLIER LES PERSONNES-RESSOURCES. ET TOUT CELA SOUS L'ŒIL ATTENTIF DES (TRÈS) NOMBREUX MÉDIAS BELGES ET ÉTRANGERS.



LES PERSONNES-RESSOURCES DU SOMMET CITOYEN

SÉCURITÉ SOCIALE

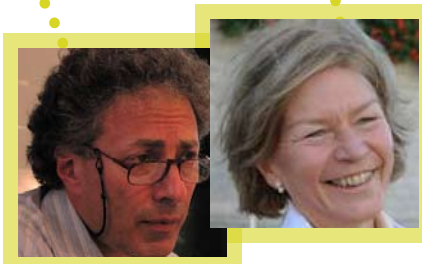
Expert: **Bea Cantillon** (UA)
 Expert: **Philippe Van Parijs** (UCL)

PROSPÉRITÉ EN TEMPS DE CRISE

Expert: **Koen Schoors** (UG)
 Expert: **Eric De Keuleneer** (ULB)

IMMIGRATION

Expert: **Marie-Claire Foblets** (KUL)
 Expert: **Marco Martiniello** (ULg)



LES DÉBATS SUR LA SÉCURITÉ SOCIALE, LA RÉPARTITION DES RICHESSES EN TEMPS DE CRISE ET L'IMMIGRATION ONT DURÉ DIX HEURES. LES CITOYENS ÉTAIENT ASSIS PAR TABLE DE DIX. DES DISCUSSIONS PARFOIS AGITÉES, MAIS SANS AFFRONTEMENTS INSURMONTABLES. EN PARALLÈLE AU SOMMET LUI-MÊME, DES G-OFFS ONT ÉTÉ ORGANISÉS EN PLUS DE 50 ENDROITS EN BELGIQUE, DES MINI-SOMMETS POUR CEUX QUI N'AVAIENT PAS ÉTÉ TIRÉS AU SORT. ENFIN, GRÂCE À LA SOCIÉTÉ BELGE SYNTHETRON, IL ÉTAIT POSSIBLE DE PARTICIPER DEPUIS SON PC AU G-HOME, UNE DISCUSSION EN LIGNE SIMILAIRE À CELLE QUI SE TENAIT À BRUXELLES. A LA FIN DE CETTE LONGUE JOURNÉE, CHAQUE PARTICIPANT PARTAGEAIT LA MÊME CONVICTON: LES CITOYENS MÉRITENT BIEN PLUS QU'UN VOTE DANS UN ISOLOIR OU UN TWEET RAGEUR. ILS SONT CAPABLES DE FAIRE PLUS QUE ÇA, BEAUCOUP PLUS.

Les participants se sont écoutés avec sérieux et ouverture d'esprit. Leur mécontentement et leurs intérêts personnels disparaissaient au fur et à mesure des discussions. C'est pourtant le risque le plus important que court toute délibération citoyenne: voir les intérêts personnels envenimer la discussion, ce qu'on appelle le syndrome NIMBY (pour "Not In My Backyard", c'est-à-dire être d'accord avec une proposition, mais ne pas vouloir la voir se réaliser dans son jardin). Les participants du G1000 ont pu nuancer leurs opinions au cours de la journée, ou même changer d'avis. La rencontre de l'autre est essentielle pour l'avenir démocratique.

Enfin, pour la troisième phase, les organisateurs souhaitaient réunir 32 citoyens. Ils espéraient qu'une cinquantaine de participants du G1000 se porteraient candidat. Ils étaient conscients d'exiger un engagement important de la part des futurs participants: ceux-ci devaient s'engager durant trois week-ends. Et à la surprise générale, environ 500 participants (491) se sont présentés. Conscients que les citoyens savent réfléchir aux grands thèmes politiques, les organisateurs découvraient qu'ils en avaient également une réelle envie. Indépendamment des résultats et des innovations méthodologiques du G1000, cela leur a permis de conclure que de plus en plus de citoyens ne se résignent pas à l'impuissance à laquelle ils semblent condamnés. Cette envie de participation est sans aucun doute le plus grand atout pour la démocratie, en Belgique... comme ailleurs!



■ CONTEXTE INTERNATIONAL

■ LA DEMOCRATIE DELIBERATIVE COMME TENDANCE MONDIALE

LE G1000 VEUT METTRE LES MÉTHODES DE DÉMOCRATIE DÉLIBÉRATIVE À L'AGENDA EN BELGIQUE. MAIS LE BESOIN D'UN RENOUVELLEMENT DÉMOCRATIQUE EST UN PHÉNOMÈNE INTERNATIONAL. ON RECHERCHE PARTOUT DES MÉTHODES PERMETTANT AUX CITOYENS DE PARTICIPER AUX DISCUSSIONS SUR L'AVENIR DE LEUR PAYS. LE G1000 FAIT AINSI PARTIE D'UN RÉSEAU INTERNATIONAL D'INITIATIVES QUI ONT COMME BUT DE RENFORCER LA PARTICIPATION DES CITOYENS ORDINAIRES DANS DES PROCESSUS DÉMOCRATIQUES.



British Columbia Citizens' Assembly, Canada



Citizens' Parliament, Australie



Conseil constitutionnel, Islande



We the Citizens, Irlande

Le site web Participedia (<http://www.participedia.net>) offre un survol de presque deux cents actions de participation récentes. Des exemples connus sont le British Columbia Citizens' Assembly (Assemblée des Citoyens au Colombie Britannique) au Canada (2004), le Citizens' Parliament (Parlement de Citoyens) en Australie (2009), le Conseil constitutionnel en Islande (2011) et le We the Citizens (Nous les Citoyens) en Irlande (2011). Une cartographie montre l'ampleur du phénomène: de nouvelles formes de participation démocratique sont recherchées non seulement en Europe, mais également en Afrique, en Amérique du Sud, en Amérique du Nord et en Asie. Partout ces nouvelles formes de participation préoccupent les politiques. En octobre 2012, le Conseil de l'Europe a même organisé le World Forum for Democracy (le Forum Mondial de la Démocratie), qui a rassemblé un grand nombre d'organisations de la société civile et des représentants politiques.

Participedia montre en plus la diversité des initiatives participatives : des initiatives à l'échelle d'une ville, d'une commune ou d'un quartier, mais également à l'échelle d'un pays ou d'une région. La délibération organisée semble être fructueuse à tous les niveaux. Et même si elle reçoit moins d'attention que les élections par exemple, elle peut toutefois avoir une incidence incontestable sur les décisions politiques. La démocratie participative est un mouvement global en croissance qui renouvelle et renforce nos démocraties de manière indirecte.

■ LA DEMOCRATIE DELIBERATIVE : LE RESULTAT D'ANNEES DE RECHERCHES SCIENTIFIQUES INTERNATIONALES

Ce n'est pas une coïncidence si l'aspiration à l'innovation démocratique est actuellement ressentie partout dans le monde. Le soutien général dont bénéficient ces initiatives souligne une nouvelle tentative d'apporter une réponse à une critique traditionnelle adressée à la démocratie représentative.

De quelle critique parlons-nous? Les politologues et philosophes affirment déjà depuis des années qu' "une démocratie qui n'organise la participation civile que par le biais d'élections, est une démocratie très minimaliste". Elle n'est pas suffisamment soutenue par la population. Elle demande à ses citoyens de voter, mais non pas de comprendre ce que ce vote signifie. Une démocratie minimaliste n'appelle pas ses citoyens à s'informer et ne leur offre pas l'occasion d'expliquer leur vote. La liberté d'interprétation des politiques est alors très grande. Dans une démocratie minimaliste, les citoyens donnent peut-être un signal, mais ils ne sont pas invités à entrer en dialogue de manière systématique, ni avec les politiques, ni avec les autres citoyens. Bref, ils peuvent voter, mais ils n'ont pas le droit de parler.

La recherche de solutions est aussi ancienne que la critique formulée, mais depuis quelques années il y a une préoccupation grandissante de mise en pratique. On parle parfois d'un deliberative turn (tournant délibératif). La participation et la délibération sont de plus en plus utilisées afin d'informer les citoyens sur les intérêts, les expériences et les soucis des autres. La délibération, à la différence du débat, ne se termine pas forcément par la grande victoire d'une opinion particulière sur une autre ou par la formation d'un consensus. Elle donne plutôt lieu à une attitude compréhensive vis-à-vis des opinions des autres et à une conception plus correcte de la politique. L'idée de base de la réflexion sur la démocratie est que le processus de délibération est au moins aussi important que les décisions finales.



■ POURQUOI MAINTENANT ?

L'évolution de la société intensifie la nécessité d'une démocratie délibérative, et pas seulement en Belgique. Dans d'autres pays aussi, les citoyens réclament le droit de s'exprimer, le paysage médiatique a fortement changé, grand nombre de partis politiques ont perdu leur statut traditionnel et la société civile ne fonctionne plus vraiment comme une passerelle entre le peuple et le pouvoir.

Par ailleurs, les révolutions démocratiques dans d'autres parties du monde nous ont permis de tirer quelques leçons. L'optimisme du début des années '90 inspiré par la vague de démocratisation en Amérique du Sud, en Europe Centrale et en Europe de l'Est s'est vite transformé en un sentiment d'insécurité. Les élections suffisent-elles? Elles constituent peut-être encore le noyau de notre système démocratique, mais il semble qu'elles ne soient pas capables de soutenir à elles seules

le système démocratique. Certains pays qui connaissent un scrutin correct ne peuvent pas être considérés comme des démocraties complètes. Dans un grand nombre de pays en situation post-conflit, les élections se tiennent dans un climat de violence. Le sociologue américain Michael Mann parle à ce propos du dark side of democracy (la face noire de la démocratie). Les élections créent des majorités et des minorités. Les politologues parlent parfois d'electoral fallacy: c'est à dire que c'est une erreur de croire que des élections libres et non-corrompues suffisent à faire une démocratie.

Petit à petit, il est apparu que nous avons besoin d'efforts supplémentaires, même dans des démocraties bien établies. Ces efforts sont indispensables afin d'affronter les tensions inhérentes à chaque démocratie. Une démocratie participative peut y contribuer. Certains exemples internationaux démontrent que la délibération ne mène pas uniquement à de meilleures recommandations politiques, mais qu'elle renforce également l'implication sociale de tous les membres de la société. Quand les citoyens se parlent vraiment les uns aux autres, ils arrivent plus rapidement à s'inscrire dans l'intérêt général. La voix de beaucoup de personnes peut contribuer à enrichir les décisions de quelques-unes.

■ UN EVENTAIL DE TECHNIQUES

La démocratie délibérative ne se limite pas à une seule forme ou une seule méthode. Les techniques et l'échelle peuvent varier. Voici quelques méthodes, connues internationalement:

LE PANEL CITOYEN:

un groupe de citoyens choisi de façon aléatoire formule, en une courte période, une recommandation sur base de témoignages d'experts.

LA CONFÉRENCE DE CONSENSUS:

liée étroitement au panel citoyen, un groupe de personnes se rassemble pendant deux week-ends, afin d'établir un agenda pour un forum public de quelques jours.

LE SONDAGE DÉLIBÉRATIF:

un groupe de 250 à 500 citoyens choisis de façon aléatoire écoute des experts, et débat ensuite en groupes de 15 personnes avant de débattre avec les experts.

LE TOWN HALL MEETING:

500 à 5.000 participants discutent en groupes de 10 à 12 personnes, et leurs avis sont rassemblés par le biais d'un système électronique.



Ces exemples, ainsi que d'autres exemples internationaux, fonctionnent soit par le biais de recrutement aléatoire soit par le biais de l'auto-sélection. Dans ce dernier cas, les personnes posent librement leur candidature comme expert, candidat ou autre partie prenante. L'auto-sélection a été utilisée en 1989 à Porto Alegre au Brésil pour le budget participatif local, initiative couronnée de succès qui a été suivie dans d'autres villes sud-américaines. L'auto-sélection a également été utilisée pour la Chicago Alternative Policing Strategy, à laquelle on attribue, du moins en partie, la baisse impressionnante de la criminalité dans cette ville dans les années '90.

Le Giooo s'est inspiré de nombreux exemples internationaux et a utilisé une méthode mixte qui se base surtout sur ce que l'on appelle un mini-public. Au lieu de compter sur des institutions existantes ou des organisations de la société civile, un nouveau groupe de citoyens, le plus diversifié possible, a été convoqué.

L'équipe du Giooo s'est inspirée d'exemples internationaux et donne, à son tour, aussi l'exemple. Des expériences ont été échangées avec des chercheurs, des organisations et des réseaux à l'étranger: We the Citizens (Irlande), Network Democratie (Pays-Bas), Mehr Demokratie (Allemagne), Citizens for Europe (actif dans l'Europe entière), Deliberative Democracy Consortium (États-Unis) et The newDemocracy Foundation (Australie).



La démocratie délibérative dans le monde (www.participedia.net)

METHODE

LE SOMMET CITOYEN G1000 EST LA DEUXIÈME PHASE D'UN PROCESSUS EN TROIS ÉTAPES QUI CHACUNE A FAIT APPEL À LA PARTICIPATION DES CITOYENS. CES TROIS FORMES DE PARTICIPATION S'APPUIENT LARGEMENT SUR LES MOYENS TECHNOLOGIQUES DU 21^E SIÈCLE.

La première phase s'est déroulée en ligne. Les citoyens pouvaient ainsi suggérer des sujets et des thèmes de discussion qui leur semblaient devoir être mis à l'ordre du jour du Sommet citoyen. Chaque idée était directement soumise au vote du public. Les trois sujets les plus populaires ont été retenus pour être discutés lors de la deuxième phase, celle du Sommet citoyen du 11 novembre. Les résultats du Sommet citoyen ont été approfondis lors de la troisième phase qui a réuni un Panel citoyen pendant trois week-ends dans le but de leur permettre de rédiger des recommandations concrètes au terme du processus.





PHASE 1: TOUS LES CITOYENS COMPOSENT L'ORDRE DU JOUR EN LIGNE

Le G1000 n'avait qu'un objectif: faire en sorte que tous les citoyens entrent en discussion les uns avec les autres. De quoi faut-il parler alors? À eux de décider. Dès le début, le G1000 s'est démarqué d'autres exercices délibératifs, en appelant à une participation complète du public lors de la composition de l'ordre du jour. Les citoyens devaient décider eux-mêmes des sujets à traiter et non pas les organisateurs. À partir de juillet 2011, tout le monde a eu l'occasion de donner son avis en ligne, sur le site web du G1000, et de s'exprimer sur les sujets que l'on voulait voir abordés lors du Sommet citoyen. Des milliers d'idées ont ainsi émergé. Il était aussi possible de donner un score aux différentes idées. Ce vote a permis de faire ressortir les sujets les plus plébiscités.

LES 10 PROPOSITIONS FRANCOPHONES LES PLUS POPULAIRES:

- Le développement de l'enseignement en immersion (50/50) qui permettrait aux générations futures d'être, sans grandes difficultés, au minimum bilingues.
- Transparence, accessibilité, des revenus de toute personne exerçant un mandat public (cfr. Danemark).
- Obliger les banques à revenir à leur raison d'être soit de participer à l'économie réelle et arrêter de spéculer contre elle.
- Notre système politique doit comporter beaucoup moins de niveaux de pouvoir. Au Luxembourg, petit pays, trois langues, et seulement 2 niveaux de pouvoir (fédéral et communal).
- Les médias devraient parler des autres communautés, autrement que pour les critiquer, plutôt pour mieux les comprendre. Pourquoi ne pas avoir un journal télévisé bilingue?
- Limiter dans le temps la durée des mandats politiques avec l'impossibilité de se représenter deux fois consécutives pour éviter la pression et la surenchère électorale.
- Tous les documents administratifs dans la langue du citoyen à sa demande quelle que soit la région (ce qui se fait dans le privé).
- Je crois que l'un des grands problèmes qui devrait attirer l'attention de l'assemblée est celui de la paupérisation d'une masse de plus en plus importante de gens dans ce pays.
- Taxer les transactions financières ne pourrait-il pas permettre de diminuer l'imposition sur les petits salaires et empêcher une précarisation d'une classe moyenne en perdition?
- Refaire des écoles où les étudiants francophones et néerlandophones puissent se côtoyer ne fut-ce que pendant les récréations.

LES 10 PROPOSITIONS NÉERLANDOPHONES LES PLUS POPULAIRES:

- Un appareil d'État si élaboré pour un pays si petit. Est-ce correct? Selon moi, non.
- La coïncidence des élections. On prépare actuellement la formation d'un gouvernement alors que la préparation des élections municipales est déjà en cours.
- Les citoyens doivent-ils continuer à payer le prix pour les pratiques scandaleuses des banques ? Comment éviter d'être les dupes de la crise économique?
- Pouvons-nous imposer un enseignement des langues du pays dans chaque école? Cela améliorerait la communication entre les différentes communautés de notre pays.
- Que devons-nous faire afin d'éliminer les préjugés une fois pour toutes entre les Wallons et les Flamands, de façon à forger à nouveau une communauté solide?
- Est-ce que nous ne devrions pas œuvrer pour une opinion publique partagée afin de stimuler un bilinguisme réel? Je comprends qu'il existe une certaine peur historique face à l'introduction d'un enseignement bilingue ou plurilingue en Flandre, mais il me semble que nous devons avoir le courage d'aborder ce thème.
- Pouvons-nous transférer à nouveau les affaires régionalisées au niveau fédéral, où l'efficacité sera optimisée. Je pense par exemple à la politique de coopération au développement ou les normes de l'environnement.
- Une "démocratie plus directe" devrait faire partie intégrante de la Démocratie 2.0. D'un point de vue technologique, il est bel et bien possible d'offrir au citoyen une certaine participation directe.
- Quand nous portons notre vote sur un certain parti politique, nous nous déclarons d'accord avec le programme entier de ce parti. Ne serait-il pas mieux de voter sur des thèmes plutôt que sur des personnes?
- Quelles mesures positives pouvons-nous prendre afin d'intégrer plus facilement dans notre société des personnes venues de l'étranger au lieu de les laisser dépérir dans des quartiers défavorisés sans avenir?

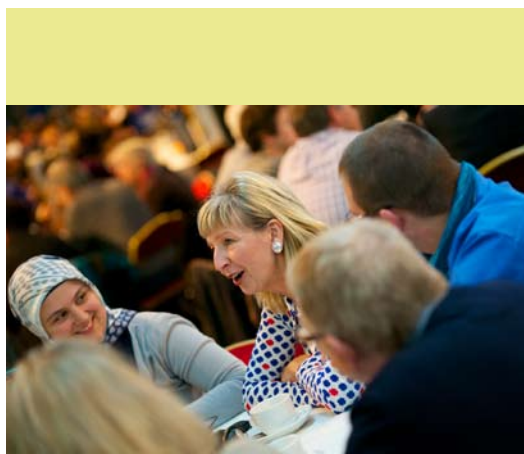
EN OCTOBRE 2011, UN TOP 25 A ÉGALEMENT ÉTÉ ÉTABLI, RASSEMBLANT LES THÈMES LES PLUS FRÉQUENTS. LA LISTE A ÉTÉ PUBLIÉE SUR INTERNET DANS UN ORDRE ALÉATOIRE (ET QUI CHANGEAIT CONTINUELLEMENT) POUR PERMETTRE AUX CITOYENS D'INDIQUER LES TROIS SUJETS QUI LEUR SEMBLAIENT LES PLUS INTÉRESSANTS. À LA FIN DE LA PREMIÈRE PHASE, PAR LEUR VOTE, LES CITOYENS AVAIENT DÉCIDÉ QUE LE SOMMET CITOYEN G1000 TRAITERAIT LES THÈMES SUIVANTS: LA SÉCURITÉ SOCIALE, LA RÉPARTITION DES RICHESSES EN TEMPS DE CRISE FINANCIÈRE ET L'IMMIGRATION.



PHASE 2: PLUS DE 700 CITOYENS DIALOGUENT A BRUXELLES

RECRUTEMENT: QUI SONT LES PARTICIPANTS ?

Les discussions les plus intenses avant le 11 novembre 2011 ont été consacrées à la composition du groupe de citoyens qui participeraient au sommet. Dans ce cas-ci, les principes essentiels du G1000 devaient être respectés: inclusion et diversité. Réunir un échantillon parfaitement représentatif d'une population donnée est statistiquement quasi-impossible. C'est donc la plus grande diversité possible qui a été recherchée. Pour ce faire, il a été décidé de recruter les participants aléatoirement par téléphone (puisque le taux de pénétration du téléphone est de 99% en Belgique). Car chaque personne vivant en Belgique devait avoir les mêmes chances d'être invitée à faire entendre sa voix. Des quotas relatifs à la langue, au sexe, à l'âge et à la province ont été respectés, en proportion de la population dans son ensemble. En plus, 10% des places aux tables de discussion ont été réservés aux personnes les moins susceptibles de pouvoir répondre positivement à notre invitation (sans-abris, analphabètes, etc.). Un grand nombre d'organisations de terrain ont aidé à transmettre notre invitation au sein de ces groupes cibles.



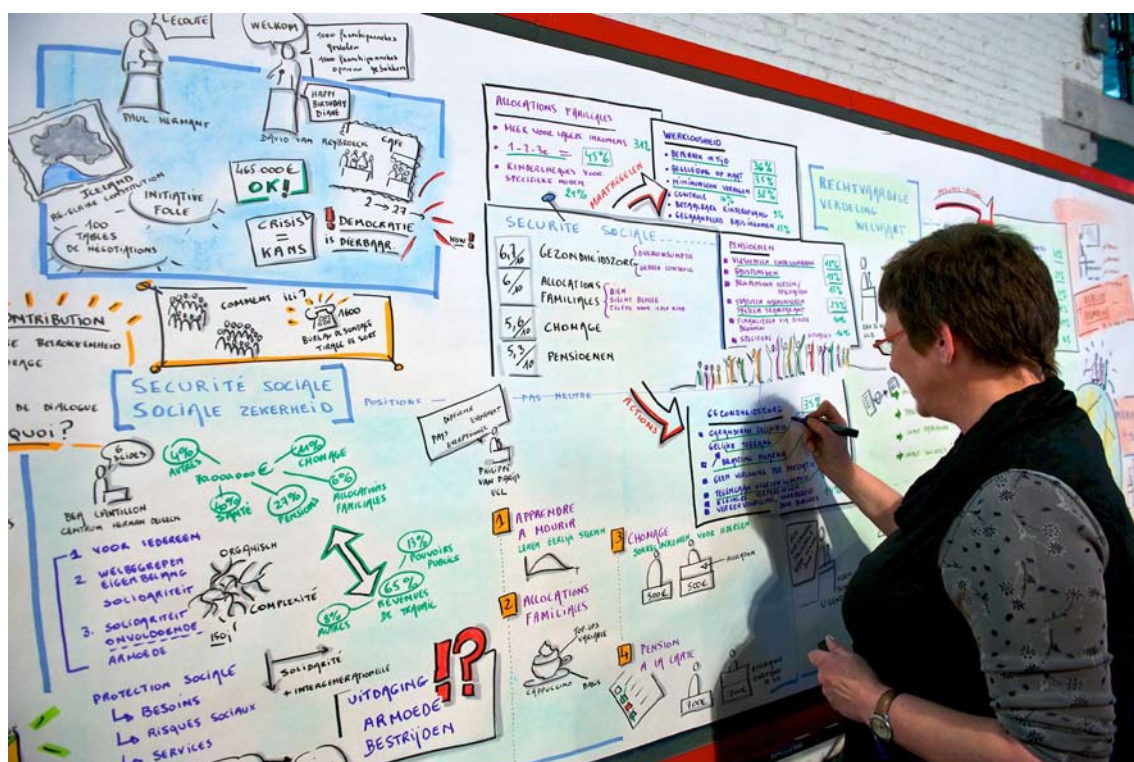
Malgré le beau temps, la grève des trains du 10 novembre (qui causait encore des ennuis le lendemain) et l'absence de compensation financière (sauf leur frais de déplacement) comme cela se fait souvent dans de pareilles circonstances, le nombre de participants s'élève à 704 personnes. Parmi eux, 52% de femmes et 48% d'hommes, 61% sont néerlandophones, 39% francophones. 4 germanophones sont également présents. Certains des participants ont une autre langue maternelle que les langues officielles du pays. L'âge des participants varie entre 19 et 85 ans.

COMMENT SE DÉROULENT LES CONVERSATIONS?

Pendant 10 heures, les citoyens ont discuté, débattu, délibéré. Assis autour de tables de 10, ils ont échangé sur les trois thèmes mis à l'ordre du jour. Un facilitateur était présent à chaque table pour faciliter les échanges entre les citoyens. Ce sont des bénévoles, expérimentés en gestion de groupe, qui ont été briefés intensivement la veille du sommet citoyen. A côté d'eux, des interprètes, rapporteurs et assistants logistiques sont présents. Grâce à eux, les participants ont pu traiter une grande quantité d'informations en très peu de temps et les utiliser lors des discus-

sions et débats. Il y avait 32 tables bilingues appuyées d'un interprète, 30 tables unilingues néerlandophones, 18 francophones et 1 mixte germanophone-francophone.

Chaque sujet était introduit par deux experts. Chacun recevait 10 minutes de temps de parole, mais évidemment il ne leur appartenait pas de décider des priorités des citoyens. C'était à ces derniers de le faire. Après cette introduction, le programme prévoyait du temps pour les discussions par table. Les conclusions de chaque table étaient alors rassemblées au central desk (bureau central) qui les synthétisait pour les projeter sur grand écran. Chaque participant pouvait alors indiquer ses préférences, en utilisant un dispositif de vote individuel. Les résultats de chaque vote étaient annoncés en temps réel.



PLUS DE 1.000

Simultanément avec le sommet citoyen, deux projets complémentaires étaient organisés. D'une part, le G-Home permettait aux citoyens de participer chez eux à la discussion grâce au logiciel que l'entreprise belge Synthetron avait mis gratuitement à disposition du G1000. D'autre part, les G-Off's rassemblaient de leur propre initiative des citoyens, afin de discuter près de chez eux des thèmes du G1000. Afin d'assurer la simultanéité des discussions, le Sommet à Bruxelles pouvait être suivi en streaming. Grâce à ces deux initiatives complémentaires, le nombre de participants au G-Home et aux G-Off's a dépassé le nombre de participants à Tours&Taxis.



PHASE 3 : LE PANEL CITOYEN APPROFONDIT

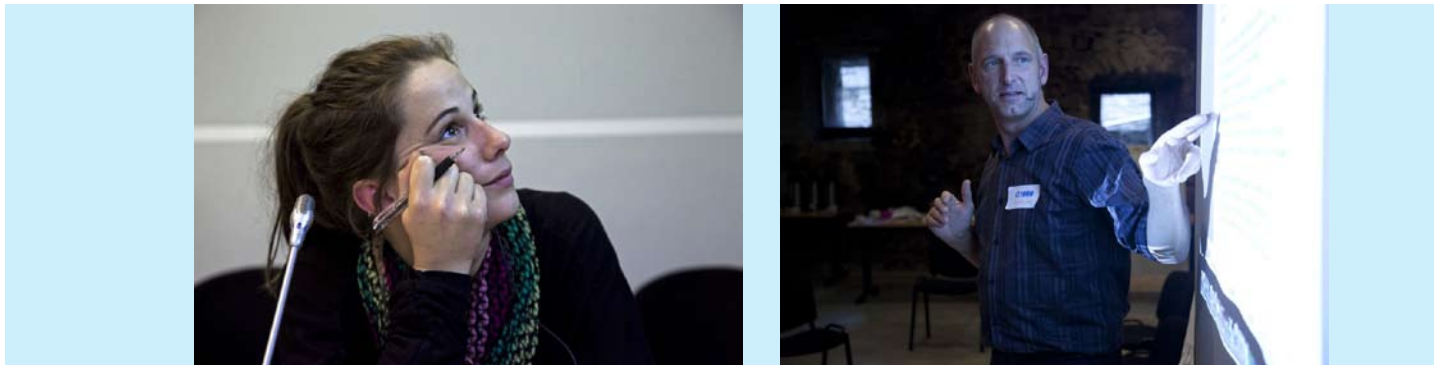
La troisième phase (en 2012) visait à élaborer des propositions concrètes à partir des idées formulées lors du Sommet citoyen.

Pour ce faire, ici aussi un tirage au sort a permis de réunir un groupe diversifié de citoyens. Lors du sommet citoyen du G1000, les participants avaient été invités à se porter candidat pour la troisième phase. Pas moins de 491 personnes parmi les participants aux Sommet citoyen, G-Home et G-Offs l'ont fait! Dans ce groupe, 32 personnes ont été sélectionnées de façon aléatoire en respectant une répartition équilibrée en termes de sexe, langue, âge, province et niveau d'éducation.

Leur tâche? Approfondir les propositions dégagées par le sommet citoyen. Afin de leur permettre de travailler en profondeur, il a été décidé d'explorer un seul thème central et englobant. Avant le premier week-end, chacun des 32 membres a été consulté pour connaître ses préférences pour le choix du thème. Le thème qui a été retenu par le groupe: "Avec ou sans emploi, comment aborder le travail dans notre société?".



Le processus s'est déroulé selon la méthode du panel citoyen, également appelé conférence de consensus. Il s'agit d'une méthode fréquemment utilisée au niveau national et international afin d'élaborer des recommandations sur des problèmes sociaux complexes avec un groupe de citoyens. La méthode passe par une période d'exploration de la thématique avec l'aide d'experts en la matière, avant de préparer collectivement un rapport final dont les idées sont débattues également avec des experts.



Au terme des trois phases du processus G1000, les participants remettent, lors de la cérémonie de clôture, leurs recommandations aux présidents des Parlements du pays. Le 11 novembre 2012, un an après le sommet citoyen, ils ont donc présenté un rapport dans lequel sont exposés les résultats et le processus du G1000.

Le citoyen tend la main à la politique. Lors de la cérémonie finale du sommet citoyen le 11 novembre 2011, les participants accueillent les sept présidents de parlement de la Belgique. André Flahaut, président du parlement fédéral, loue le travail des citoyens et déclare: "Nous, les hommes politiques, ne possédons pas le monopole des idées".



Sur la photo, de gauche à droite : André Flahaut, président de la Chambre, Sabine De Bethune, présidente du Sénat, Françoise Dupuis, présidente du Parlement de la Région Bruxelles-Capitale, Jean-Charles Luperto, président du Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, Jan Peumans, président du Parlement Flamand et Emily Hoyos, ex-présidente du Parlement Wallon. (Ferdel Schröder, président du Parlement de la Communauté germanophone, était présent au Sommet citoyen plus tôt dans la journée).

■ COLLECTE DE FONDS ET BUDGET

■ FUNDRAISING? JUST DO IT!

NOUS DISONS UN IMMENSE MERCI AUX MILLIERS DE PERSONNES QUI NOUS ONT SOUTENU! QU'ELLES AIENT DONNÉ UN EURO OU BIEN MILLE, QU'ELLES AIENT OFFERT LEUR TEMPS OU DU MATÉRIEL, DU SOFTWARE, DE LA NOURRITURE OU DES FLEURS... C'EST GRÂCE À ELLES QUE LE G1000 A ÉTÉ POSSIBLE.

La récolte de fonds pour le G1000 est une histoire atypique. Il est plutôt unique de voir des organisateurs gérer eux-mêmes le financement de leur projet. Le G1000 est une initiative 100 % civile et indépendante. Le 'crowdfunding' semblait donc la piste la plus naturelle pour le financer. Naturelle, mais pas évidente...

Prenez deux personnes qui n'y connaissent rien à la collecte de fonds, une organisation dont personne n'a entendu parler puisqu'elle vient de naître, et un budget de 460.000 euros à rassembler en moins de six mois. En sachant qu'il faut habituellement deux à trois ans avant de construire le capital-confiance nécessaire pour commencer à générer des dons importants.

Cato Léonard s'y connaît en marketing, David Van Reybrouck est écrivain. Les voilà partis pour une sorte de road-movie...

Vous pensez peut-être: "Mais ils sont complètement fous!"

C'est exactement ce que s'est dit Cato quand elle a rejoint l'équipe. Mais comme pour le reste du projet G1000, on a compensé le manque de temps, de moyens et d'expérience par de l'enthousiasme, de l'enthousiasme et de l'enthousiasme.

Benoît Derenne (directeur de la Fondation pour les Générations Futures, qui a adopté le G1000): "Normalement, ça ne pouvait pas marcher. Mais comme ni David ni Cato ne connaissaient les règles du milieu, ils sont partis à l'assaut du fundraising avec l'énergie de la naïveté! Sans cette débauche d'énergie extraordinaire, on n'aurait jamais atteint le résultat. Ils avaient une telle conviction que ça a bousculé les gens. Moi qui dirige une Fondation depuis 15 ans, je peux vous le dire: donner 10.000 euros pour une idée, ce n'est pas fréquent!"

■ UNE HISTOIRE DE COMMUNICATION ET DE MICRO-FINANCEMENT

Il fallait donc faire connaître le G1000, si on voulait trouver des donateurs. "La stratégie était toute simple: générer un maximum de médiatisation et espérer que le soutien serait suffisant", explique Cato. A deux, ils ont frappé à toutes les portes de tous les médias du royaume. "Et étonnamment, nous étions souvent bien accueillis! Pour la première fois de ma carrière, j'étais dans une position de négociation où je n'avais rien à offrir en retour. Les médias nous soutenaient, soit par des articles, soit en offrant de l'espace publicitaire, parce qu'ils aimaient l'initiative. Nous avons également été soutenus gratuitement par Marc Michils, le CEO de Saatchi & Saatchi, une agence de pub, un réseau d'affichage, une régie cinéma et 8 Belges connus pour un spot cinéma ... et tant d'autres".

Le grand public, des sociétés, des organisations et des fondations ont suivi, avec pas moins de 3.018 dons de 1 à 500 euros, et 41 dons de plus de 500 euros (dont environ un tiers de citoyens, un tiers d'associations, et un tiers d'entreprises). Tous individuels et anonymes, car dans cette phase initiale, le G1000 ne voulait pas courir le risque d'être "récupéré". A côté de cela, nous avons monté une action par sms avec le soutien de 4 opérateurs, et demandé à plusieurs acteurs du milieu culturel (artistes, théâtres, musiciens) de nous soutenir; ce qu'ils firent en nous offrant leur recette d'un soir.

Sans oublier les précieux dons en nature! Des sociétés de biscuits et de pralines qui ont fourni les douceurs, au club de décoration florale qui a pillé les jardins des horticulteurs voisins pour fournir les fleurs lors du Sommet citoyen, en passant par les supermarchés qui fournissent les boissons du Panel citoyen, ou les fournisseurs qui nous font des réductions, nous devons avoir récolté plus de 100.000 euros en nature.



■ LA SOCIÉTÉ CIVILE, UN FAMEUX SOUTIEN

Contrairement aux médias, qui sont plutôt curieux des résultats du G1000, les acteurs de la société civile se sont très vite intéressés au processus. Syndicats, mutuelles, associations de la jeunesse, des femmes, de l'environnement, des classes moyennes, etc. ne sont pas étrangers aux processus participatifs, qu'ils pratiquent parfois déjà. Et leurs publications drainent plusieurs centaines de milliers de lecteurs. Soir après soir, Cato et David, mais aussi Benoît Derenne ou Dave Sinar-det (politologue et professeur à la VUB et à l'UA, et l'un des membres fondateurs) allaient donner des conférences pour présenter encore et encore le principe du G1000...

■ "TUPPERWARE PARTY"

Cato, se disant que de nombreuses personnes influentes lisent certes les journaux, mais qu'il vaut mieux les contacter en direct, eut une idée.

Cato: "Pour gagner du temps, mais aussi pour créer une ambiance d'échange, nous avons utilisé le principe des soirées Tupperware. J'avais un CEO dans mon réseau? Je lui demandais de m'ouvrir son carnet d'adresses, en invitant ses amis à une conférence privée, dans son salon. Bien sûr, nous le faisons pour récolter des fonds, mais aussi pour connaître leur avis et leurs réactions en découvrant notre projet. Ces soirées étaient formidablement instructives!"

■ ET LE BILAN?

Le Sommet citoyen du 11 novembre 2011 s'est tenu alors que le budget n'était pas complètement bouclé... Benoît: "Certains donateurs n'ont pas tenu leurs promesses, or nous avons repris les montants annoncés nos prévisions budgétaires. Heureusement le G1000 fut intégré très tôt aux programmes propres de la Fondation pour les Générations Futures et celle-ci put jouer à plein un rôle de 'tampon' entre le rythme des entrées et celui des sorties... Aujourd'hui, le budget de la phase 3 est bouclé... Mais nous lançons déjà le fundraising pour la phase suivante. En 2013, le G1000 compte bien devenir une plate-forme permanente au service de l'innovation démocratique et de la délibération citoyenne."

Cato: "Plus d'une fois, nous avons été sidérés par le pouvoir mobilisateur du G1000. Nous y voyons la preuve que nos idées sont toujours soutenues par la population, qui a aussi envie de réenchanter la démocratie..."



Et pour rester fidèles à notre principe de ne pas rater une occasion de continuer le crowdfunding, nous ne pouvons terminer ce chapitre autrement qu'en demandant votre soutien, n'est-ce pas?

SOUTENEZ LE G1000!

LES DONNS SONT BIENVENUS SUR LE COMPTE DE LA FONDATION POUR LES GÉNÉRATIONS FUTURES:

523-0812345-45

IBAN BE44 5230 8123 4545 BIC TRIOBEBB

(INDIQUEZ 'DON G1000 - FGF' EN COMMUNICATION)

LES DONNS À PARTIR DE 40 EUROS (SUR BASE ANNUELLE) SONT FISCALEMENT DÉDUCTIBLES.



LE BUDGET

GESTION DE PROJET	€ 27 903
COMMUNICATION & COLLECTE DE FONDS	€ 61 921
FRAIS FINANCIERS	€ 23 534
PROCESSUS EN LIGNE	€ 19395
RECRUTEMENT DES CITOYENS	€ 26172
ELABORATION & GESTION PAR LES FACILITATEURS (SCÉNARIO, ETC)	€ 69259
TRANSPORT, RESTAURATION, HÔTELS	€ 117428
LOGISTIQUE & AUDIO-VISUEL	€ 90418
TRADUCTION	€ 3388
DIVERS	€ 9535
TOTAL	€ 448953

■ FORME D'ORGANISATION

LE TEAM DU G1000 EST UNE ORGANISATION SANS ORGANISATION... SANS BUREAUX, SANS SALLES DE RÉUNION, SANS ORGANIGRAMME ET SANS CARTES DE VISITE. IL S'AGIT D'UNE ORGANISATION OUVERTE QUI FONCTIONNE UNIQUEMENT AVEC DES VOLONTAIRES, EXCEPTION FAITE DE QUELQUES CONSULTANTS EXTERNES POUR L'ACCOMPAGNEMENT DU PROCESSUS. DES VOLONTAIRES QUI TRAVAILLENT DE MANIÈRE INCONDITIONNELLE, GRATUITEMENT ET AVEC GRAND ENTHOUSIASME.



Comment faut-il poser sa candidature comme volontaire pour cette équipe? Être un peu fou peut aider, car l'aventure n'est pas de tout repos...

Les deux citoyens qui ont lancé l'idée du panel citoyen ont vite été rejoints par un petit groupe de personnes motivées, des citoyens qui voulaient se lancer dans cette entreprise d'innovation démocratique. Dans les semaines suivantes, il s'est vite avéré qu'ils avaient besoin de soutien. D'énormément de soutien! Et gratuit, de préférence.

Dans la première phase du G1000, qui a commencé au printemps 2011, le groupe central (les fondateurs et organisateurs) de l'équipe G1000 est surtout parti à la recherche de personnes qui s'intéressaient au G1000, qui voulaient répandre l'idée et recruter de nouveaux adeptes. L'été de la même année, de nombreuses réunions d'information ont été organisées aux quatre coins du pays: de Bruxelles à Eupen, d'Anvers à Bruges et de Namur à Liège. Le but de ces réunions était d'informer les gens et de recruter des "ambassadeurs" du G1000. Lors de ces réunions, les collaborateurs du groupe central répondaient aux questions des visiteurs. A l'automne 2011, des bénévoles ont été recrutés afin d'entamer les travaux concrets. Le sommet citoyen du 11 novembre 2011 ne devait pas seulement être mis en œuvre, il devait également être préparé.



Qui s'occupe du montage? Et du démontage? Qui gère la navette entre la gare de Bruxelles-Nord et Tour&Taxis? Qui peut offrir un logement (les soi-disant Bed&Breakfast-citoyens)? Qui s'occupe du service aux tables? Qui accueille les participants? Disposons-nous de places de parking? Qui peut assurer l'interprétation, de préférence du français au néerlandais et vice versa pendant toute une journée?

L'équipe du G1000 s'est organisée en cinq cellules bien définies: méthodologie, logistique, communication, collecte de fonds et bénévoles. Les tâches ont été distribuées dans ces catégories-là. Toutes les deux ou trois semaines, le groupe entier se réunissait pour une assemblée générale à Bruxelles. Chaque semaine, les responsables de chaque cellule se concertaient dans les réunions de cockpit, souvent par le biais de Skype. Pendant la semaine avant le Sommet citoyen du 11 novembre, une réunion du cockpit avait eu lieu tous les matins à Bruxelles, compte tenu du travail qu'il restait encore à accomplir.

De nombreuses décisions pratiques ont été prises dans le cockpit: l'installation d'une crèche pour les enfants et d'un endroit de prière pour les musulmans pratiquants (le 11 novembre était un vendredi) ou encore le trajet en voiture, assuré par un chauffeur bénévole, pour la participante la plus âgée à prendre à 7 heures du matin à Burg Reuland (partie germanophone du pays) et à reconduire vers 20 heures le soir... (4 heures de route, 360 kilomètres).

Il y avait aussi les bénévoles à chaque table, connus dans le jargon du G1000 comme les "facilitateurs de table". Ces personnes ont accompli avec brio et un grand professionnalisme une mission très importante: mener à bien les discussions à plus de 80 tables. Comme quoi, bénévolat et professionnalisme ne sont pas des termes contradictoires.

Comme tant de citoyens se sont présentés pour ce projet gigantesque, nous avons malheureusement dû laisser quelques personnes sur la touche. Aucun membre de l'équipe initiale n'était préparé à diriger du jour au lendemain une entreprise de plus de 800 travailleurs. Dans la masse de mails de propositions d'aide que nous avons reçu, il y en a beaucoup qui n'ont jamais reçu de réponse individuelle; notre entreprise improvisée n'avait pas de service du personnel pour le faire...

Lors de la troisième phase, l'équipe du G1000 s'y est pris d'une façon différente pour organiser la main d'oeuvre. Au lieu de faire appel à des volontaires tous azimuts, nous avons clairement défini les tâches qui devaient être accomplies. Dans les newsletters et sur Facebook, nous lançons des appels précis: "Le G1000 recherche un graphiste", "Wanted: analyste de données", etc. Ces appels ont très vite trouvé preneur. Nous avons ainsi pu trouver des traducteurs multilingues (néerlandais, français, allemand et anglais), des assistants de méthodologie afin de valider les résultats intermédiaires, des spécialistes en communication pour donner une voix au G1000, des rapporteurs, des rédacteurs, des webdesigners, des coordinateurs et des assistants.

Dernière question brûlante: et qui est le patron de cette belle équipe du G1000? Eh bien, il n'y en a pas. Le groupe central (dont la composition peut varier en fonction des phases du processus) prend des décisions de façon organique. C'est drôle d'une certaine façon, car le processus est le reflet du Panel citoyen: écouter, donner son avis, s'informer, entrer en dialogue et arriver à un consensus.

A PLUSIEURS MAINS L'OUVRAGE AVANCE. EN CE MOMENT – OCTOBRE 2012 –, PLUS DE 80 BÉNÉVOLES FONT PARTIE DE L'ÉQUIPE. SANS EUX, RIEN N' AURAIT ÉTÉ POSSIBLE. ILS PARTAGENT TOUS LE MÊME SOUCI: LA QUALITÉ DE NOTRE DÉMOCRATIE! ET C'EST DE CE SENTIMENT, DE CETTE ÉMOTION PARTAGÉE ET DE L'EFFORT COLLECTIF QUI EN DÉCOULE QUE LA DÉMOCRATIE RENAÎTRA.

Au début, le G1000 était un projet de quelques citoyens mais très vite (dès l'été 2011) il a été adopté par la Fondation pour les Générations Futures, une fondation d'utilité publique belge. La fondation a plus de 10 ans d'expérience en matière de participation citoyenne. Cette intégration n'a que des avantages: c'est rassurant de savoir que le G1000 a dans son dos une fondation solide, capable d'assumer la responsabilité financière; c'est agréable de bénéficier de l'expérience d'une organisation compétente avec un grand savoir-faire en matière de participation civile. Et c'est au sein de cette Fondation que le G1000 pourrait continuer à fonctionner à l'avenir.



Cécile Leclercq

« C'est tout à fait unique en ce sens que ce sont vraiment des citoyens qui ont décidé de lancer cette initiative, ce ne sont pas des ONG ou des associations. »



Elio Di Rupo, Premier ministre de la Belgique

« Une démocratie saine n'a pas seulement besoin d'un parlement qui fonctionne bien et d'une représentation politique qui reflète le peuple, mais aussi de certaines formes de démocratie directe. Nous disposons d'un tissu très dense d'ONG, d'associations et de plateformes de concertation qui animent la démocratie entre deux élections, mais je me réjouis de chaque initiative constructive qui cherche à renforcer de manière respectueuse la participation du citoyen et à renouveler notre démocratie en commençant par le bas. Nous, les politiques, avons également ce devoir d'innover. L'innovation peut consister en un retour aux sources: être à l'écoute des gens, organiser des rencontres directes avec des citoyens, aussi bien sous le clocher du village que sur les plateformes médiatiques que nous offrent les médias sociaux contemporains. »



Hadja Lahbib,
journaliste à la RTBF

« Quelle que soit la position qu'on puisse avoir vis-à-vis de ce projet, il est intéressant de constater que le G1000 a réussi à mobiliser des gens autour de thèmes politiques et autour de l'avenir de notre pays. Qu'il a réussi à provoquer une réflexion de la part de 1000 personnes, à une époque où tant de gens ne semblent plus avoir de l'intérêt pour la politique. »

Karel Van Eetvelt, président d'Unizo, l'union des entrepreneurs indépendants

« Je suis moi-même un acteur du monde associatif et je constate que l'engagement de celui-ci s'affaiblit. Alors que nous avons un rôle à jouer dans la démocratie. Je trouve dès lors intéressant de voir d'autres initiatives émerger qui permettent de canaliser ces opinions et de les communiquer à l'administration. Le G1000 en est une. »



LES RESULTATS

**LES TROIS GRANDES VALEURS DU G1000 SONT:
L'INNOVATION MÉTHODOLOGIQUE, LES RECOMMANDATIONS AU NIVEAU DU CONTENU
ET LA MISE EN ÉVIDENCE DE LA NÉCESSITÉ D'UNE DÉMOCRATIE RENOUVELÉE.**

■ LE G1000 A MIS LA NÉCESSITÉ DE L'INNOVATION DÉMOCRATIQUE À L'ORDRE DU JOUR

COMMENT ÉVALUER LA RÉUSSITE D'UN PROJET? À L'AIDE DE L'OBJECTIF FIXÉ. LE BUT PRINCIPAL DU G1000 ÉTAIT DE METTRE L'INNOVATION DÉMOCRATIQUE À L'ORDRE DU JOUR. DE CE POINT DE VUE, LA MISSION EST ACCOMPLIE.

Le moment n'aurait pas pu être mieux choisi. Le G1000 a pu suivre le courant sous-jacent qui se répand comme une tache d'huile aux quatre coins du monde: le citoyen veut être plus impliqué dans le processus démocratique. En Belgique, le G1000 a contribué à porter ce courant à la surface du débat public.

Grâce à cette visibilité soudaine, le G1000 a mis beaucoup de choses en marche... La nouvelle organisation a été invitée à expliquer son expérience de démocratie délibérative un peu partout dans le pays: lors de rencontres avec l'Association des Villes et Communes Flamandes, de l'Association des Provinces Flamandes, le Parlement wallon, des organisations de la société civile, des groupes de réflexion et dans les universités. Selon nos observations, le sommet citoyen a provoqué nombre d'initiatives de participation civile, en Flandre particulièrement. Un K35 a eu lieu à Courtrai, un G100 à Kuurne, un G100 sur l'avenir de l'enseignement, un autre G100 dans une école secondaire à Louvain et un projet a été lancé pour les groupes sociaux vulnérables qui souhaitent participer au débat électoral intitulé Ieders stem telt (Chaque voix compte). Aux Pays-Bas, un G500 et un Dag van Honderd (Le Jour des Cent) ont été organisés. En effet, la participation citoyenne est un défi qui ne connaît pas de frontières. Le G1000 a échangé des expériences avec différents pays européens (voir la carte).

Remarquons aussi que le G1000 a suscité l'intérêt dans des milieux très divers: l'initiative a ainsi été nominée en tant que Produit de l'Année par la Fondation Marketing, les deux porte-paroles Francesca Vanthielen et David Van Reybrouck ont été nominés en tant que Personnalité de l'année par la revue Knack, David Van Reybrouck a remporté le prix Van Acker de la fondation du même nom et Didier Caluwaerts, l'un des fondateurs méthodologiques du G1000, a gagné un prix européen: le prix Jean Blondel de l'European Consortium for Political Research pour son doctorat qui a été une des bases de notre projet.

Entre-temps, de nombreux livres et articles portant sur le G1000 ont été publiés à destination de publics très différents.

Le Manifeste du G1000 a été publié à différents endroits

En Néerlandais: De Standaard, De Tijd, De Morgen, 11 juin 2011

En Français: Le Soir, La Libre Belgique, 11 juin 2011

En Anglais: www.eurozine.org

En Croate: Up&Underground, nr. 21/22, Zagreb, p.124-129

Publications des membres du G1000 à propos du G1000

Caluwaerts, D. (2011), 'Van stemmen naar praten: het ideaal van de deliberatieve democratie', in Samenleving en Politiek 18 (9), pp. 79-85

Caluwaerts, D. & Reuchamps, M. (2012), 'The G1000. Facts, figures and some lessons from an experience of deliberative democracy in Belgium', in Van Parijs, P. (ed.), The G1000, the European Citizens' initiative and the malaise of democracy. In search of alternatives to populism and technocracy. Brussels: Rethinking Belgium (Re-Bel e-book)

Caluwaerts, D. (2012), Confrontation through communication. Deliberative democracy in linguistically divided Belgium. Bern: Peter Lang Publishers

Caluwaerts, D. (2012), 'Tussen representatie en deliberatie', in Res Publica 54 (3), pp. 372-375

Caluwaerts, D. & Reuchamps, M. (2012), Does intergroup deliberation foster intergroup appreciation? Evidence from two deliberative experiments in deeply divided Belgium. Paper presented at the Annual IPSA Conference, Madrid, July 2012

De Zutter, J. (2011): 'Het machtige YOU verandert de politieke context'. David Van Reybrouck, auteur en G1000-bezieler. Samenleving en Politiek 18, 9, 68- 78.
http://www.stichtinggerritkreveld.be/ECMS_CLIENT/configuration/pages/artikel.php?aid=1267

Dodeigne, J., & Hermant, P., « Le G1000. Entre idéal démocratique et défis méthodologiques ». La participation en action: vers une prospective plus qualitative? Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique Belgrade. (22 Juin 2012)

Reuchamps, M. (2011): "Le G1000." Politique: Revue des débats (72): 64-66

Van Reybrouck, D. (2011), De democratie in ademnood: de gevaren van electoraal fundamentalisme. Cleveringalezing 2011, Universiteit Leiden

Van Reybrouck, D. (2012): “Leren loslaten.” In: Een vertrouwde overheid, Ombudslezing 23 mei 2012. De Nationale Ombudsman, Den Haag, p. 16-21

Van Reybrouck, D. (2012), Dankwoord bij het ontvangen van de Van Ackerprijs.
<http://www.vanackerstichting.be/van-acker-prijs.html>

Van Reybrouck, D. (2012), “The Crisis Comes in Many Guises”, In: Belgian Society and Politics 2012, verschijnt op 21/11/2012, Een uitgave van Stichting Gerrit Kreveld en Samenleving en politiek

Van Reybrouck, D. (2013, in prep), Frisse democratie: dringende oproep tot vernieuwing. De Bezige Bij, Amsterdam

Vermeersch, P. (2011), “Much better than the G8”, In: Citizenship in Southeast Europe,
<http://www.citsee.eu/content/much-better-g8>

Vermeersch, P. (2012), “Deliberative democracy in Belgium”, in: Gemma M. Carney and Clodagh Harris (ed.), Citizens’ Voices: Experiments in Democratic Renewal and Reform, Dublin: Political Studies Association of Ireland, 8-15, <http://www.psai.ie/specialist/PSAI-ebook-citizens-voices.pdf>

Livres ou publications qui évoquent le G1000

Michils, M. (2011): Open boek: over eerlijke reclame in een transparante wereld, Lannoo, Tielt

Schinkel, W. (2012): De nieuwe democratie: naar andere vormen van politiek, De Bezige Bij, Amsterdam

Steiner, J. (2012), The foundations of deliberative democracy. Empirical research and normative implications, Cambridge: Cambridge University Press

Toch, H., Transformeren om te overleven, Lannoo Campus, 2012

Van Belleghem, S. (2012), Conversation Company, Lannoo Campus, Tielt

Verbeet, G. (2012): Vertrouwen is goed maar begrijpen is beter: over de vitaliteit van onze parlementaire democratie, Nijgh & Van Ditmar, Amsterdam

Zonderop, Y. (2012): Polderen 3.0: Nederland & het algemeen belang, ISVW Uitgevers, Leusden

Mémoires Master/Bachelier

Mariem Boustani (UCL), mémoire de Master

Anne-Sophie Igot (UCL), mémoire de Master

Vincent Jacquet (ULg), mémoire de Master

Ken Lambeets (KULeuven), mémoire de Master

Benjamin Rieder (UGent), mémoire de Bachelier

FINALEMENT, LE G1000 CONTINUERA À ŒUVRER POUR DES FORMES DE PARTICIPATION DÉMOCRATIQUE COMPLÉMENTAIRES EN COMBINANT LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE AUX ACTIONS ET PROJETS CIBLÉS, EN SE BASANT SUR DES MÉTHODES DÉJÀ APPLIQUÉES OU NOUVELLES (COMME PAR EXEMPLE LA DÉLIBÉRATION EN LIGNE). UN PREMIER COLLOQUE INTERNATIONAL SUR LA DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE AURA LIEU À LOUVAIN ET À BRUXELLES, LE 13 DÉCEMBRE 2012.

**Le G1000
en
quelques mots**

La démocratie, c'est le gouvernement du peuple par le peuple et avec le peuple

Les citoyens sont informés plus rapidement par le biais de l'autoroute digitale; ils sont mieux formés et entrent plus en contact les uns avec les autres; ils cherchent une nouvelle forme de démocratie

Avant, les citoyens étaient censés voter et les hommes politiques étaient censés négocier; maintenant, le citoyen ordinaire peut aussi participer à la négociation sur ce qui lui est cher

Les citoyens ont une voix au chapitre sur la société d'aujourd'hui et celle de demain

Les citoyens ne doivent pas défendre des avis liés à la participation; les politiques, eux, sont censés le faire

Les citoyens œuvrent pour une démocratie participative

Un groupe de citoyens diversifié peut prétendre à un soutien important pour ses propositions politiques de la part d'une grande partie de la population, grâce justement à cette diversité du groupe

Les citoyens peuvent prendre du temps pour parler de leur propres points de vue et intérêts et pour s'écouter; de ce fait, les citoyens obtiennent une meilleure vision globale

La qualité de la démocratie participative dépend de la diversité des décideurs

Un groupe de décideurs, grand mais diversifié, arrive mieux à formuler des recommandations politiques rationnelles qu'un petit groupe d'experts



ÉGALITÉ? Les résultats du vote sur la sécurité sociale indiquent dans quelle mesure les habitants de ce pays partagent une pensée égalitaire: la mesure la plus appréciée en matière de soins de santé concerne “la garantie d’égalité et l’égalité d’accès au système” (45%), pour la réforme des retraites, il s’agit “d’harmoniser les statuts” (23%) et pour les allocations familiales, “le même montant d’allocation pour le premier, deuxième et troisième enfant” est proposé (45%).

RAISON? Lors du vote sur les priorités liées à un sujet délicat comme l’immigration, la volonté d’intégration (“le devoir d’intégration”) a été mise en rapport avec l’exigence de “procédures rapides & critères objectifs” (26%), un appel à “de meilleures possibilités d’intégration” (21%) et une “coopération au développement renforcée” (20%). Des idées radicales comme “les étrangers dehors” ou “ouvrir toutes les frontières” n’ont pas connu beaucoup de soutien.

ORIGINALITÉ? Quelques propositions inattendues qui donnent matière à réflexion: “pas d’allocations familiales mais des chèques enfants” (24% des votes en matière d’allocation familiale), “un revenu de base garanti pour tout le monde” (15% des votes en matière de chômage) et “des emballages plus petits pour les médicaments” (21% des votes en matière de soins de santé).

L’ÉQUILIBRE pourrait être illustré particulièrement par les suggestions émises lors de la consultation sur le thème “répartition des richesses en temps de crise financière”. La “diminution de l’impôt sur les sociétés” est la mesure la plus appréciée (43%), mais elle est complétée par une proposition très radicale et permettant de garantir l’égalité de traitement pour tous: “supprimer tous les échappatoires fiscaux”. “L’introduction de la taxe Tobin sur les transactions financières” (31%), figure en deuxième position. La troisième proposition vise à “diminuer les charges salariales, surtout pour des catégories spécifiques” (27%). Une “fiscalité plus verte” (15%) se classe quatrième. L’ensemble dégage un bel équilibre de mesures...

Ces premiers résultats intermédiaires ne mentent pas: les citoyens qui entrent en dialogue sont en mesure de mener un raisonnement plein de bon sens et nuancé, en fonction de l’intérêt général.

Mais, au-delà du résultat des votes qui ne sont qu’une indication partielle des résultats de cette journée d’échanges, l’ensemble des réflexions produites lors du sommet citoyen, des G-offs et du G-Home est venu nourrir la troisième phase du G1000, celle du Panel citoyen. En effet, tous les idées émises ont été analysées pour en offrir une synthèse afin d’aider “les 32” à définir le thème qu’ils souhaitaient explorer au long des trois week-ends de délibération. On le voit, le G1000 est bel et bien un processus en trois phases, chacune venant nourrir la suivante.

Werkloosheid / Chômage

Kies 2 maatregelen / Choisissez 2 mesures

- 36% 1. Werkloosheidsuitkeringen beperken in de tijd
Limiter les allocations au chômage dans le temps
- 35% 2. Begeleiding van werkzoekenden op maat van het individu
Offrir un accompagnement sur mesure aux demandeurs d'emploi
- 38% 3. Werk aantrekkelijk maken door minimumlonen te verhogen
Rendre le travail plus attrayant en augmentant les salaires de base
- 16% 4. Meer en betere controle op zwartwerk
Plus et mieux de contrôle sur le travail en noir
- 9% 5. Betaalbare kinderopvang
Accueil des enfants plus accessible financièrement
- 15% 6. Gegarandeerd basisinkomen voor iedereen
Revenus de base garantis pour tout le monde

Pensioenen / Pensions

Kies 2 maatregelen / Choisissez 2 mesures

- 18% 1. Einde van de beroepsloopbaan versoepelen, geleidelijke uitstap
Aménager les fins de carrière en assouplissant, fin de carrière graduelle
- 18% 2. Werken met een basispensioen en rekening houden met de individuele situatie
Créer un socle minimal et permettre à chacun de le compléter individuellement
- 15% 3. Het systeem van brugpensioenen herzien of afschaffen
Revoir/supprimer le système de prépension
- 23% 4. Statuten harmoniseren en het systeem transparanter en gelijk maken
Harmoniser les et rendre le système plus transparent et plus égalitaire
- 10% 5. Systeem financieren vanuit diversere bronnen: inkomen uit kapitaal, 2^e en 3^e pijler
Financer le système en diversifiant les sources: revenus du capital, 2^e et 3^e pilier
- 16% 6. Rekening houden met speciale situaties: zware beroepen, thuiswerkende vrouwen
Tenir compte de situations particulières: métiers pénibles, femmes au foyer...

Kinderbijslag / Allocations familiales

Kies 2 maatregelen / Choisissez 2 mesures

- 31% 1. Meer kindergeld voor lagere inkomens
Allocations plus grandes pour les revenus les plus bas
- 45% 2. Zelfde bedrag aan kindergeld voor kind 1, 2, 3...
Un même montant pour le 1^r, 2^e, 3^e enfant
- 24% 3. Geen kindergeld maar kinderchèques om specifieke kosten van kinderen te
Remplacer les allocations familiales par un chèque-enfant pour couvrir des frais spécifiques

Gezondheidszorg / Soins de santé

Kies 2 maatregelen / Choisissez 2 mesures

- 35% 1. Garanderen van gelijkheid en gelijkheid van toegang tot het systeem.
Garantir l'égalité et l'égalité de l'accès au système.
- 27% 2. Hogere belastingen voor de farmaceutische sector.
Taxes plus hautes sur les industries pharmaceutiques
- 17% 3. Afschaffen van de verloning per prestatie.
Abolition du système de rémunération par prestations
- 31% 4. Overconsumptie tegengaan door de huisarts centraal te plaatsen.
Réduire l'excès de consommation en remettant le généraliste au centre.
- 21% 5. Kleinere geneesmiddelenverpakkingen en bewustmakingscampagne tegen overconsumptie
Conditionnements plus petits, campagne de sensibilisation pour réduire la consommation.
- 14% 6. Vereenvoudiging, voorbereid door een raad van burgers, naar participatief model
Simplification préparée par un conseil de citoyens selon un processus participatif

Welvaart verdelen / Répartir les richesses

Kies 2 maatregelen / Choisissez 2 mesures

- 43% 1. Hervorming vennootschapbelasting: verlagen maar alle achterpoortjes afschaffen
Réforme de l'impôt des sociétés: réduire mais en fermant toutes les échappatoires
- 27% 2. De kosten op arbeid verlagen, zeker voor specifieke categorieën
Réduire le coût du travail, certainement pour des catégories spécifiques
- 31% 3. Tobintaks: taks op financiële transacties
Taxe Tobin: taxes sur les transactions financières
- 15% 4. Meer 'groene' belasting: belasting op zaken die het milieu vervuilen
Plus de taxation 'verte': taxes sur les activités qui polluent l'environnement
- 19% 5. Splitsen van zakenbanken en spaarbanken
Scinder les banques d'affaires et les banques d'épargne
- 16% 6. Europees financieel beleid als tegenwicht t.o.v. Internationale financiële groepen
Gouvernance financière eur. (contre-pouvoir aux groupes financiers internationaux)

IMMIGRATIE / IMMIGRATION

Kies 3 principes / Choisissez 3 principes

- 31% 1. Plicht tot integratie / Devoir d'intégration
- 26% 2. Snelle procedures & objectieve criteria / Procédures rapides & critères objectifs
- 20% 3. Ontwikkelingssamenwerking! / Coopération au développement!
- 21% 4. Integratiemogelijkheden verbeteren / Améliorer les possibilités
- 18% 5. Strikter beleid (beperken, sanctioneren) / Politique plus stricte (limiter, sanctionner)
- 14% 6. Bruggen tussen de culturen / Jeter des ponts entre les cultures
- 25% 7. Europees geharmoniseerd beleid / gouvernance européenne harmonisée
- 8% 8. Rekruteren volgens noden arbeidsmarkt / Recruter selon les besoins du marché du travail
- 13% 9. Criminelen terugsturen / Renvoyer les criminels



Peter Verhelst, auteur

« Un politicien qui ne prend pas position par rapport au G1000 (ou par rapport à ce que les 32 personnes du G32 proposeront sur la base des résultats) n'est pas digne de son métier ni de notre voix. »



Geert Noels, économiste en chef d'Econopolis

« J'ai énormément de sympathie pour des projets comme le G1000 qui se développent de bas en haut. Mais je porte aussi un regard critique sur l'évolution ultérieure de l'organisation, c'est-à-dire le G32. Le manque de transparence qui caractérise cette évolution est un point à remédier. Peut-être aurait-il fallu s'arrêter après le G1000 ? »



Alain Deneef

« Une formidable initiative. »

RAPPORT FINAL DU PANEL CITOYEN



COMMENT ABORDER LE TRAVAIL ET L'ABSENCE DE TRAVAIL DANS NOTRE SOCIÉTÉ

■ PREFACE

Lors de la troisième phase, qui met par la même occasion le point final à l'expérience pilote du G1000, les résultats du sommet citoyen du 11 novembre 2011 ont nourri les délibérations d'un panel de citoyens qui les a approfondis.

Mais qui donc constituait ce panel de citoyens ? Les 32 participants ont été tirés au sort dans une liste de plus de 491 candidats. Ils sont originaires de l'ensemble du pays et ont tous participé soit au sommet citoyen, soit aux G-Offs, soit au G-Home.

Pourquoi 32 ? Ce nombre est suffisamment élevé pour garantir la diversité nécessaire du panel tout en permettant l'installation d'une dynamique de groupe forte nécessaire pour travailler une thématique en profondeur. La composition d'un panel de citoyens est souvent déterminée sur la base d'un multiple de 8 afin que l'équilibre entre ces deux facteurs puisse être maintenu.

De quoi ont-ils traité ? La thématique générale, tout comme les participants, est originaire du sommet citoyen. Celle-ci a en effet été choisie par les 32 citoyens parmi les thématiques qui avaient été discutées lors du sommet. « Avec ou sans emploi, comment aborder le travail dans notre société ? » est devenu leur question de départ. Cette question aborde également les autres thématiques du G1000 telles que la répartition des richesses en temps de crise économique et l'immigration.

Comment les délibérations se sont-elles déroulées ? Pour participer aux débats, les participants n'avaient pas besoin de connaissances préalables quant aux sujets traités. Bien sûr, ils pouvaient se renseigner, mais ce n'était pas une obligation. L'important était qu'ils puissent contribuer aux discussions à partir de leurs expériences personnelles, et que le cadre soit placé afin de les soutenir dans leurs réflexions et de les guider vers les personnes-ressources pour qu'ils puissent construire ensemble le savoir nécessaire à la formulation des recommandations.

Les trois week-ends ont eu lieu du 14 au 16 septembre (au Parlement flamand, à Bruxelles), les 6 et 7 octobre (au Parlement wallon, à Namur) et du 9 au 11 novembre 2012 (à la Maison des Parlementaires, à Bruxelles). Deux des participants ont dû quitter, pour des raisons personnelles, le panel citoyen avant la fin.

Nous laissons le soin au panel citoyen de vous présenter ses réflexions et propositions.

■ INTRODUCTION

Il y a de cela un peu plus d'un an, nous avons été tiré au sort pour participer au sommet citoyen du G1000, la plus grande délibération citoyenne que la Belgique n'ait jamais connue. Les thématiques étaient encore en train d'être déterminées par les votes du public, mais nous pressentions déjà que cette expérience serait riche de sens et d'apprentissage.

Et elle le fut. Le 11 novembre 2011, nous avons découvert une autre manière de participer à la vie en société. Nous avons découvert que nous aussi nous avons voix au chapitre en tant que « simples citoyens ». C'est donc sans hésitation que nous nous sommes portés candidats pour la phase suivante, le panel citoyen.

Durant les deux premiers week-ends, nous avons fait connaissance avec le thème que nous avons retenu et que nous avons pour mission d'approfondir, à savoir « avec ou sans emploi, comment aborder le travail dans notre société ? » Nous avons d'abord pris le temps de nous renseigner sur ce thème vaste et complexe et de définir les six axes principaux à partir desquels nous voulions travailler. Il s'agit de :

- **AGIR POUR UNE RÉMUNÉRATION PLUS ÉQUITABLE DU TRAVAIL**
- **COÛTS SALARIAUX**
- **COMMENT FACILITER L'ACCÈS AU TRAVAIL (DANS LE CADRE D'UNE UNION EUROPÉENNE SOCIALE)**
- **LE TRAVAIL ET NOS GÉNÉRATIONS FUTURES**
- **VIE - QUALITÉ DE VIE - TRAVAIL?**
- **LA DISCRIMINATION EN MATIÈRE DE TRAVAIL**

Ensuite, nous avons dressé la liste des questions que nous avons alors posées à des personnes-ressources lors du troisième week-end. Nous n'avons pas hésité à faire table rase des idées communément admises afin de produire des réflexions qui nous sont propres.

Les pages qui suivent sont le rapport de notre travail. Elles dressent également le bilan des recommandations que nous voulons soumettre à nos représentants politiques.

Les thèmes et les premières idées sont le résultat de notre premier week-end, les opinions et les questions pour les personnes-ressources du deuxième week-end, les recommandations du troisième. Chaque week-end, il y avait des experts, mais surtout pendant le week-end de clôture. Leur apport était important, mais nous sommes les auteurs des recommandations finales.

Nous souhaitons également profiter de cette occasion pour adresser à nos représentants politiques, notre demande et notre espoir de pouvoir réellement apporter une plus-value à notre démocratie. Ce rapport est un gage concret de notre volonté de nous engager et de notre capacité à le faire.

Nous remercions toutes les personnes qui ont contribué à rendre possible notre investissement en tant que citoyens.

■ LE PANEL DE CITOYENS

ELIF ALDUMAN
PATRICK AVONDS
SAM BASTIAENS
AICHA BOUHARRAS
PIERRE DARCHAMBEAU
BART DE RIJCKE
CÉCILE DELVAL
LINDA ERRENS
FRANCINE FÉRET
VERONIQUE HENNISSSEN
MICHEL JANSSEN
HERMANN LENNARTZ
MONSHEMVULA BENJAMIN MABUSA
ZOUBAIRI MAJIEV
LUC MATHIEU

DANIELLE MATHY
LOUISE MICHAUX
ANNA MISSINNE
BRUNO MONFORT
LIEVE PROOST
MICHAËL PRUYS
MIEKE SCHEVELENBOS
RUSHABH SHAH
MARIJKE SMEETS
INGRID THYS
SVEN VAN DEN EYNDE
FRANCO VITIELLO
PIERRE WUIDART
NAIMA YAAKOUBI
ÖZKAN YILMAZ



■ 1. AGIR POUR UNE REMUNERATION PLUS EQUITA- BLE DU TRAVAIL

■ DESCRIPTION DU THEME - DE QUOI VOULONS NOUS PARLER ?

Nous percevons un trop grand écart entre les revenus faibles et élevés. De plus, nous soupçonnons que cet écart continue de grandir. Nous pensons que cela pose un problème dans la société et pourrait aggraver la tension sociale.

Dans ce chapitre nous étudions la véracité de ce point de départ et si c'est le cas, comment réduire l'écart entre les revenus.

■ QUELLES SONT NOS PREMIERES IDEES, QUELS SONT NOS PREMIERS AVIS SUR LE THEME ?

Nous supposons que l'écart de revenus a un lien avec le bien-être dans une société. Dans les pays où cet écart est moindre (ex. Scandinavie) il nous semble que le niveau moyen de bien-être est plus élevé.

Selon nous il faut diminuer l'écart de revenus en Belgique. Cela ferait baisser les tensions et augmenter la qualité de vie générale. Le nombre de personnes en situation précaire ou de pauvreté diminuerait. La richesse créée dans notre pays serait mieux répartie entre tous, et resterait moins "collée" chez les plus riches.

Nous constatons certains mécanismes qui font augmenter au lieu de baisser l'écart entre les revenus les plus bas et les plus hauts :

- L'écart des salaires, en termes absolus, augmente par le mécanisme d'indexation, qui a un impact minimal sur l'augmentation des salaires les plus bas.
- Le fossé entre les salaires grandit, car les managers font baisser les salaires les plus bas, et sont récompensés par des salaires plus élevés.
- Le déséquilibre entre les coûts salariaux ici et dans d'autres pays a un impact négatif sur le revenu de base. Même en Europe la libre circulation de produits & services pose un problème de concurrence, car les niveaux de sécurité sociale ne sont pas les mêmes partout. Pourtant, une pression du consommateur (fair trade) peut pousser des entreprises à ne pas délocaliser leur production (ex. fournisseur de matelas d'IKEA).

Pour réduire l'écart entre revenus, il faut d'abord s'occuper d'augmenter les revenus les plus bas. Il a aussi été dit que les revenus élevés posent moins de problèmes à partir du moment où les salaires les plus bas deviennent suffisants (mais ceci est contradictoire avec l'idée que l'écart entre revenus - et non pas le revenu absolu - a un lien avec le bien-être).

- Les salaires bas doivent augmenter pour rendre le travail plus attractif que le chômage.

- Pour augmenter les salaires de base, il faudra probablement s'attaquer au coût du travail. Les charges sur le travail sont trop élevées.

Parallèlement il faut réfléchir à comment limiter les revenus excessivement hauts.

- Une piste possible est la participation des travailleurs dans les décisions, notamment sur les salaires.

■ QUELLES QUESTIONS AIMERIONS-NOUS POSER AUX PERSONNES-RESSOURCES QUI NOUS AIDENT A FORMER NOTRE AVIS ?

- Dans quelle mesure l'écart des salaires est-il lié au bien-être?
 - Comment mesurer le bien-être et l'écart entre revenus?
 - Existe-t-il des études sur ce thème qui comparent la Belgique avec d'autres pays?
 - Comment la Belgique a-t-elle évolué ces 10 dernières années en terme de revenus, écart de revenus, pouvoir d'achat, bien-être?
- Comment fonctionne l'index? Quel effet sur l'écart entre revenus? Quel effet sur les barèmes?
- Quel est le pouvoir d'un accord sur les salaires dans une CCT? Pourquoi ne pas fixer les salaires dans les secteurs où il n'y a pas de CCT? Les canaux existants de concertation ont-ils réellement un impact sur les salaires?
- Quelles pistes ont déjà été imaginées ou lancées pour limiter les gros salaires? Quels en sont les avantages & inconvénients? Quels sont les effets collatéraux imprévus (par ex. l'augmentation récente de l'impôt des hauts revenus en France)?
- Quels freins y aurait-il à changer la fiscalité de façon à moins taxer le travail et à plus taxer la pollution?

■ QUELLES SONT NOS CONCLUSIONS ET NOS RECOMMANDATIONS ?

Pour garantir la stabilité sociale, il faut une large classe moyenne et il faut limiter l'écart des revenus. Si le bien-être et la paix sociale augmentent, il y aura une plus grande base sociétale pour développer la solidarité, un élément que nous voulons ancrer dans notre société.

L'écart salarial en Belgique est relativement bas par rapport à d'autres pays, grâce à l'effet redistributif de l'impôt sur les personnes physiques.

Pourtant nous constatons que beaucoup de revenus – dont certains des classes moyennes – évoluent vers ou sont sous le seuil de pauvreté.

Recommandation 1

Pour cela, la vocation de toutes les mesures publiques doit être de diminuer les écarts de revenus. C'est notre point de départ pour les avis qui suivent.

Pour y veiller, un système de monitoring transparent et accessible est nécessaire. Cela permettra à la société (citoyens, entreprises, autorités, syndicats...) de suivre l'évolution des écarts de revenus en fonction des mesures prises ou à prendre, et aussi de prendre leurs responsabilités.

Recommandation 2

La fiscalité est l'instrument par lequel l'État peut agir sur l'écart entre les hauts et les bas revenus en vue du bien-être global de la société.

Pour ce faire, il convient d'augmenter les revenus nets les plus bas en diminuant la pression fiscale sur ceux-ci. Ceci ne peut pas mener à un transfert de la pression fiscale sur les moyens salaires.

Nous proposons également de taxer d'une autre façon les hauts salaires :

- en redéfinissant la base imposable car les revenus des individus ne se limitent pas à leur fiche de paie. D'autres revenus sont à prendre en considération comme les avantages extralégaux (voyages, voiture de société, stock options, etc.) ;
- en faisant pour ceux-ci une distinction entre deux tranches : l'une qui est en proportion avec la productivité du travail fourni et l'autre qui correspond à « la valeur sur le marché », soit le surplus que l'employeur débourse pour attirer la personne à un poste. Fiscalement, ce surplus doit être taxé davantage qu'un revenu du travail.

Recommandation 3

Le but de l'indexation est de maintenir le niveau de pouvoir d'achat des gens.

Dans le futur, pour que l'écart de revenus ne s'aggrave pas, le système d'indexation doit rester performant pour les personnes à faibles et moyens revenus. Dans cette optique, un saut d'index n'est pas souhaitable.

En effet, un saut d'index sera ressenti beaucoup plus durement par les gens avec des faibles revenus que par les plus privilégiés. De plus, l'effet d'un saut d'index n'est pas ponctuel mais a des conséquences à long terme pour les bas et moyens salaires.

■ 2. COUTS SALARIAUX

■ DESCRIPTION DU THEME - DE QUOI VOULONS NOUS PARLER ?

Dans ce chapitre, nous souhaitons nous pencher sur le lien entre les salaires et la création de (nouveaux) emplois. Nous partons de l'hypothèse qu'il existe une corrélation entre salaires et emploi.

Nous analyserons plus spécifiquement deux liens:

- D'une part, la relation entre le coût salarial total (la totalité de ce que coûte un employé à son employeur) et le nombre d'engagements faits par un employeur. Est-il vrai qu'un employeur engagera plus si le coût salarial par employé diminue et si oui, quelles sont les possibilités ou leviers pour faire diminuer le coût salarial ?
- D'autre part, il y a aussi l'impact que peut avoir un salaire net plus élevé : est-ce que ceci se traduit par une consommation plus élevée et si oui, est-ce que ceci a un impact sur l'emploi à un niveau national ?

■ QUELLES SONT NOS PREMIERES IDEES, QUELS SONT NOS PREMIERS AVIS SUR LE THEME ?

Lors d'une première approche de la question, nous sommes confrontés à différentes thématiques qui nous préoccupent.

Nous nous demandons si les différents éléments qui composent le coût salarial global (salaire net, précompte, ONSS employeur, ONSS employé, avantages de toutes sortes, certaines autres charges...) ne rendent pas le système inutilement complexe. Ne serait-il pas possible de percevoir à côté du salaire net un montant global qui serait ensuite (à partir d'un pot commun) redistribué vers les différents systèmes et en fonction des besoins.

Nous estimons que la sécurité sociale est en soi un très bon système qui doit impérativement être maintenu, mais nous nous demandons si tant par le biais des systèmes de perception que par ceux de redistribution (le mouvement de retour vers la population), il ne serait pas possible de faire des 'économies' qui permettraient de faire diminuer les coûts salariaux. Est-ce qu'il n'y a pas trop de parties différentes (administrations, mutuelles, syndicats, toutes sortes de caisses...) impliquées dans le système de redistribution ? Ne pourrait-on pas faire des bénéfices en termes d'efficience ? Y aurait-il des possibilités pour établir des liens plus directs entre la responsabilité personnelle des uns des autres et les participations/aides que chacun paye/reçoit de la sécurité sociale ? Apparaissent ici des images de systèmes de bonus/malus, tout en étant conscient des questions de responsabilité, de protection des plus faibles...

Nous pensons spontanément que la diminution des coûts salariaux créera de l'emploi (un prix plus bas fait augmenter la demande) mais nous n'avons pas

d'image réelle du lien concret qui existe entre ces deux éléments. Il nous faut pourtant cette image afin de pouvoir formuler des recommandations aussi précises que possibles.

Bien sûr, nous nous rendons aussi compte du fait qu'une éventuelle diminution des coûts salariaux devrait en partie ou entièrement être compensée par la perception d'autres charges. Quelles sont les possibilités au niveau du système de la TVA ? Une augmentation ou diminution de la TVA a probablement aussi des effets sur l'emploi (que pouvons nous apprendre des diminutions de la TVA dans le secteur de l'Horeca, ici et en France) ? La TVA peut-elle être appliquée à tous les produits et services, libérant ainsi des moyens pour diminuer les coûts salariaux... ?

Enfin, nous nous débattons aussi avec l'idée d'une diminution conditionnelle des coûts salariaux. Le principe doit-il être que les coûts salariaux soient diminués de manière uniforme, pour tout le monde, ou est-ce que l'instrument de diminution des coûts salariaux doit être appliqué de manière très spécifique : pour des catégories spécifiques d'emplois, de secteurs, d'entreprises... ? Il y a aussi la question de savoir si la création d'emplois doit être un effet ou une condition de la diminution des coûts salariaux; en d'autres mots : est-ce que les conditions d'emploi doivent être liées à la diminution des coûts salariaux ?

■ QUELLES QUESTIONS AIMERIONS-NOUS POSER AUX PERSONNES-RESSOURCES QUI NOUS AIDENT A FORMER NOTRE AVIS ?

- Où se situe actuellement l'emploi (secteurs, PME, grandes entreprises, régionale...), où des emplois sont-ils créés actuellement et quelle est l'évolution au fil du temps ? Quelles sont les projections futures ?
- Quels éléments font actuellement partie du coût salarial ? Quels sont les éléments du coût salarial, s'il y en a, qui peuvent être utilisés pour diminuer le coût salarial ? Quel est le rapport entre les apports payés par le citoyen et les rentrées dont le citoyen bénéficie par le biais de la sécurité sociale ?
- Y a-t-il une relation entre la diminution des coûts salariaux et la création d'emplois ? Si oui, quelle est-elle ? S'agit-il d'un lien direct ou indirect ? En combien de temps y a-t-il une diminution du coût salarial sur la création d'emplois ? Est-ce qu'une diminution du coût salarial représente un risque pour l'emploi ?
- Quel est l'impact des charges sociales/coûts salariaux sur les PME, les petits indépendants en comparaison avec les grandes entreprises ?
- Les entreprises doivent-elles être plus ou moins fort taxées en fonction de la création d'emplois ? Si oui, quels types d'instruments peuvent être utilisés ?
- Quel est l'impact d'un transfert de l'impôt direct à l'impôt indirect pour la création d'emploi ? Comment l'instrument de l'impôt indirect peut-il être utilisé pour la création d'emplois ?

■ QUELLES SONT NOS CONCLUSIONS ET NOS RECOMMANDATIONS ?

Argument 1

Une diminution des coûts salariaux pourrait avoir pour impact notamment : (i) de trouver une solution face à la diminution récurrente du nombre des cotisants à la sécurité sociale, due notamment au vieillissement de la population ; (ii) de donner aux entreprises une meilleure position concurrentielle ; (iii) d'augmenter le salaire net ("salaire poche") des travailleurs.

Recommandation 1

Nous souhaitons diminuer les coûts salariaux. Nous recommandons de réduire les charges qui pèsent sur le travail en augmentant l'assiette de financement de la sécurité sociale par des recettes autres que les prélèvements sociaux sur le travail (par exemple, en augmentant la taxation de certains revenus hors petite épargne ou en taxant la plus-value des transactions des valeurs financières – selon le principe de la taxe Tobin).

Argument 2

Idem que pour la recommandation 1

Recommandation 2

Nous souhaitons également garder un salaire de base décent et assurer à chacun un certain niveau de vie. Pour ce faire, nous trouvons nécessaire :

- de standardiser les charges sur les salaires dans toute l'Europe en commençant à l'échelle des pays frontaliers ;
- de réaliser des contrôles de l'application des mesures prises concernant les permis de travail étrangers ;
- d'interdire l'engagement de sous-traitants indépendants à très bas prix ;
- de taxer les travailleurs dans le pays dans lequel ils travaillent.

Argument 3

• La réduction des charges salariales améliorera la compétitivité des entreprises. L'autorisation d'une modulation sectorielle permettra de mieux cibler les secteurs à haut coefficient de main d'œuvre.

• L'augmentation des salaires nets dynamisera la machine économique.

Recommandation 3

Les modèles économiques établissent une corrélation (variant de 0 à 100%) entre une diminution des charges salariales et la création d'emplois.

Dès lors, nous considérons d'une part qu'il conviendrait de réduire les charges salariales payées par l'employeur et le travailleur à condition qu'en contrepartie soient créés des emplois et/ou qu'il y ait une augmentation des salaires nets les plus bas.

D'autre part, il faudrait obtenir de l'Union européenne l'acceptation d'une possibilité de modulation sectorielle des charges salariales.

Un membre du panel regrette que les recommandations proposées ne soient pas assez concrètes

■ 3. COMMENT FACILITER L'ACCES AU TRAVAIL (DANS LE CADRE D'UNE UNION EUROPEENNE SOCIALE)

■ DESCRIPTION DU THEME - DE QUOI VOULONS NOUS PARLER ?

Dans ce chapitre, nous désirons explorer quelles sont les possibilités pour simplifier l'accès au travail dans le cadre d'une Union Européenne Sociale. Dans le cadre de cette réflexion, nous nous attarderons notamment sur la question des métiers en pénurie : comment faciliter l'accès de travailleurs potentiels aux métiers en pénurie ?

Notre hypothèse est la suivante : pour que les individus puissent s'épanouir, se construire une vie à long terme, il est essentiel que tous, nous puissions offrir nos compétences à la construction de la société. A cet effet, nous voulons une égalité des chances dans l'accès au travail et une liberté de circulation afin que chaque individu puisse proposer ses services partout en Europe.

D'après nous, simplifier l'accès au travail pour tous, nécessite d'envisager des évolutions au niveau des trois axes suivants :

- Permettre la rencontre entre l'offre et la demande dans un cadre administratif simplifié et compréhensible. Cela nécessite également une réflexion sur : comment faciliter le matching entre employeurs & travailleurs potentiels ? Quelles sont les difficultés spécifiques rencontrées par les différents acteurs (administration, immigrés, travailleurs, employeurs, fonctionnaires...) ? comment opérer un "rap-prochement" entre les individus et les jobs actuels ? Comment rendre les individus "aptes" ou "adaptés" aux jobs ? Ces deux dernières questions sont particulièrement importantes dans le cadre des métiers en pénurie, car il s'agit de métiers pour lesquels il n'y pas de personnes adaptées/compétentes sur le marché du travail.
- Introduire la diversité comme mainstream. La diversité est une réalité et représente une richesse. Comment donner une place à chacun ? Comment donner des chances égales à tous ?
- Encadrer ou repenser le système des aides à l'emploi (notamment pour éviter les distorsions de la concurrence).

Nous, en tant que citoyens, pouvons apporter une plus-value importante dans le cadre de la réflexion sur cette problématique. De par nos origines différentes, nos expériences diverses, nos perspectives variées et notre approche volontariste, nous pouvons apporter des solutions créatives qui enrichissent ou orientent le débat.

Il est important d'avoir une approche bottom-up par rapport à ce problème, car tôt ou tard chacun d'entre nous y sera confronté d'une manière ou d'une autre.

■ QUELLES SONT NOS PREMIERES IDEES, QUELS SONT NOS PREMIERS AVIS SUR LE THEME ?

Lors de notre première exploration de la problématique de la simplification de l'accès au travail, voici les différentes réflexions, préoccupations et opinions qui ont émergé de notre groupe de citoyens :

- Les démarches administratives pour avoir accès à l'emploi devraient être simplifiées pour tous les emplois, et donc pas uniquement pour les emplois en pénurie (comme c'est le cas actuellement).
- La formation doit être le plus possible alignée sur le marché de l'emploi, y compris sur les emplois en pénurie. A cet effet, il nous paraît essentiel de considérer les trois éléments suivants de manière interreliée : il s'agit d'une part de mettre en lien la formation et le marché de l'emploi ; d'autre part, de permettre une formation suffisamment large ; et enfin, de prendre en considération les aspirations et les talents des individus. Cela signifie qu'il nous paraît inconcevable qu'une personne soit dans l'obligation d'apprendre ou d'exécuter un métier "contre son gré".
- Nous souhaitons qu'une approche plus transparente de toutes les offres d'emploi voie le jour. Nous constatons actuellement d'une part que les offres d'emploi sont "dispersées" et non accessibles à tous ; d'autre part, que le matching entre les offres et demandes d'emploi n'est pas facilitée. Deux questions s'imposent à nous : qui doit publier quelles offres d'emploi et comment ? Quel est le rôle des agences d'intérim ?
- Nous nous posons la question du rôle, de la fonction des "plans à l'emploi". Les aides à l'emploi aident-elles ou empêchent-elles un accès égal au marché du travail ? Comment influencent-elles le marché du travail ? Comment sont-elles évaluées ? Plus encore, nous nous posons ces questions critiques : la combinaison des plans à l'emploi, n'est-ce pas une approche qui nous fait passer à côté de l'objectif de créer de l'emploi ? Cela n'engendre-t-il pas plutôt une rotation d'emplois bons marchés (provoquant par la même occasion une distorsion de la concurrence) ? Ces aides n'ont-elles pas comme effets pervers que les compétences réelles des travailleurs ne sont plus prises en compte, et qu'elles empêchent des personnes de construire leur carrière ?
- La reconnaissance des diplômes et des compétences acquises au sein ou en dehors de l'Union Européenne est également au centre de nos préoccupations. Qu'en est-il exactement de la reconnaissance des diplômes européens (Bologne) et non-européens ? Notre point de vue est qu'actuellement le système de reconnaissance des diplômes ne fonctionne pas de manière optimale : d'une part, parce qu'il diminue les chances des immigrants pour trouver un travail ; d'autre part, parce qu'il y a un risque que ce système perturbe notre marché de l'emploi. Et, quid lorsque la reconnaissance ne peut pas être donnée pour un diplôme ou qu'il y a absence de diplôme ; que peut-on envisager alors pour vérifier/estimer les compétences des personnes ?

- Nous dénonçons le paradoxe suivant : à l’heure actuelle, il faut avoir des papiers pour pouvoir avoir accès à un travail et il faut avoir un travail pour obtenir des papiers (question de la poule et de l’œuf). La question que nous posons est dès lors : quelle est la nécessité d’avoir des papiers pour pouvoir travailler ?
- Last but not least, nous sommes d’avis qu’il devrait être difficile de NE PAS travailler, plutôt que difficile de travailler.

■ QUELLES QUESTIONS AIMERIONS-NOUS POSER AUX PERSONNES-RESSOURCES QUI NOUS AIDENT A FORMER NOTRE AVIS ?

- Comment se fait-il qu’un métier devienne un métier en pénurie ? S’il existe plusieurs explications/ causes, cela signifie-t-il qu’il faut envisager plusieurs solutions pour répondre à l’enjeu des métiers en pénurie ?
- Comment fonctionne actuellement le système de reconnaissance des diplômes au niveau européen (évaluation de Bologne) et hors UE ? Comment faire pour identifier/évaluer et reconnaître/attester les compétences d’individus appartenant ou non à l’UE ? Comment favoriser la prise en compte des compétences réelles ?
- Existe-t-il ou non une possibilité pour l’employeur d’intégrer des travailleurs expérimentés pour former les nouveaux travailleurs par l’intermédiaire d’un “coaching/matching” ?
- Que connaît-on de l’efficacité et des désavantages des plans à l’emploi (aspects positifs et négatifs) ? Etes-vous d’avis qu’une approche axée sur des groupes-cibles est plus efficace qu’une approche généraliste, ou inversement ?
- Quelles sont les étapes à suivre en Belgique pour pouvoir engager une personne ? Ces étapes sont-elles similaires pour les groupes-cibles tels que les jeunes, les immigrants, les ex-détenus, les groupes précarisés, les sans-papiers (cfr. paradoxe dont question ci-dessus)... ? Quelles sont les possibilités pour simplifier ces étapes ?
- Quelles sont les possibilités pour trouver/créer un système très transparent pour pouvoir faire le matching entre les offres et les demandes d’emploi (banque de données) ?
- Quelles sont les manières pour faire en sorte que la formation soit alignée sur le marché de l’emploi et permette un accès rapide à celui-ci ? Comment les industries/entreprises peuvent-elles y contribuer ? Et inversement, comment faire en sorte que les élèves puissent avoir un regard plus affiné sur le monde des entreprises dès leur plus jeune âge (par ex. par l’intermédiaire de stages) ?
- Comment peut-on mettre sur pied un système de “whereabouts” (indiquant l’endroit où chaque travailleur est actif) pour les temps partiels, afin que cette réalité de travail soit facilitée (Dimona, Smart...) ?

■ QUELLES SONT NOS CONCLUSIONS ET NOS RECOMMANDATIONS ?

Nos recommandations visent à améliorer l'adéquation entre l'offre des ressources de travailleurs et les emplois disponibles.

Argument 1

Trop de jeunes quittent l'école sans diplôme et sans s'être forgé un regard sur le marché de l'emploi. A l'heure actuelle, les circuits de formation pour adultes doivent « récupérer » trop de jeunes et les réorienter. C'est une perte de temps tant pour les jeunes que pour la société.

Si l'on donne l'occasion aux jeunes d'avoir une vue plus claire sur leur avenir et d'y trouver un sens, et qu'ils ont l'opportunité de s'y préparer à l'école, ils auront sans doute plus de motivation pour étudier et apprendre.

Recommandation 1

Premièrement, nous trouvons qu'une meilleure préparation des jeunes au monde du travail est importante.

Plusieurs intervenants/organisations doivent porter cette responsabilité de manière conjointe :

a. Le PMS doit aider tous les élèves à identifier leurs talents et qualités et ne doit pas perdre de vue les enfants défavorisés dans le cadre de cette mission. De plus, il doit correctement informer les jeunes sur le marché de l'emploi actuel et celui des 10 ans à venir, dans leur région et au-delà de la frontière linguistique. Ceci doit avoir lieu à un jeune âge (à partir de 15-16 ans).

b. L'Etat devrait régulièrement adapter le cadre qu'il utilise pour définir les nouvelles formations, sur base des évolutions du marché du travail. Conjointement, il revient aux écoles de jouer leur rôle en mettant sur pied lesdites formations qui préparent au marché du travail. Nous pensons en particulier aux applications des nouvelles technologies. Les métiers techniques et professionnels doivent d'ailleurs clairement être revalorisés.

c. Les entreprises et organisations doivent inviter les écoles et les conscientiser à l'évolution des besoins en personnel dans les différents secteurs. Les entreprises devraient être obligées de proposer des stages ou des jobs d'étudiants intéressants pour les élèves, de préférence tôt dans le parcours de formation (à partir de 14-15 ans).

d. Les écoles doivent également développer le lien avec les entreprises et organisations et les inviter pour ainsi conscientiser les élèves aux réalités du marché de l'emploi. En outre, les enseignants et formateurs (dans les filières techniques et professionnelles) devraient rester en contact avec le marché de l'emploi, par exemple en suivant eux-mêmes des stages en entreprise.

L'Etat, en collaboration avec les écoles et les fédérations professionnelles, doit réaliser des évaluations systématiques sur la manière – plus ou moins fluide – dont les élèves accèdent aux différents secteurs.

Argument 2

A l'heure actuelle, l'accompagnement proposé (par le VDAB, ACTIRIS, le FOREM et leurs sous-traitants) ne donne pas les résultats souhaités. Les exigences sont élevées en termes de « quantité de chercheurs d'emploi à remettre au travail dans un délai prédéfini », mais la qualité de l'accompagnement souffre de ces exigences.

Recommandation 2

Dans le cadre de l'amélioration de l'adéquation entre l'offre des ressources de travailleurs et les emplois disponibles, il est également essentiel que les chercheurs d'emploi trouvent plus facilement un emploi qui fait appel à leurs talents et compétences.

L'accompagnement des chercheurs d'emploi dans leur recherche d'emploi doit être réalisé de manière beaucoup plus personnalisée. Il faut vraiment consacrer du temps pour identifier avec eux quels sont leurs talents et qualifications. Par ailleurs, il s'agit de se centrer davantage sur les « offres d'emploi critiques », pour lesquelles la probabilité de recevoir une réponse positive aux candidatures est plus élevée. Cela signifie qu'il faut prévoir davantage de moyens (matériels et humains) pour assurer ce processus d'accompagnement.

A cet effet, il est également nécessaire que l'Etat analyse régulièrement l'évolution et l'avenir du marché de l'emploi et les compétences qui s'avéreront les plus utiles.

Recommandation 3

Un certain nombre de chercheurs d'emploi ont les qualités et la motivation pour lancer leur propre entreprise. Il existe des accompagnements spécifiques pour « nouveaux entrepreneurs » qui sont de très bonne qualité. Ces accompagnements gagneraient à être développés. Trop peu de conseillers à l'emploi et de chercheurs d'emploi sont au courant de ce qui existe. Une meilleure information à ce sujet est absolument nécessaire.

Argument 4

Nous pensons que la simplification administrative peut avoir un effet catalyseur, en favorisant les engagements et en encourageant la création d'entreprises.

Recommandation 4

Nous sommes d'avis qu'il est essentiel d'augmenter la flexibilité du marché de l'emploi, de sorte que les forces de travail puissent plus facilement bouger d'une entreprise à une autre ou d'une organisation à une autre. Nous pensons à diminuer les démarches administratives (simplification administrative) et à augmenter la collaboration entre les entreprises. Nous trouvons que cette simplification administrative doit être traitée au-delà des frontières des différents services publics.

Recommandation 5

Le système actuel des plans d'aide à l'emploi a trop d'effets secondaires négatifs et ne permet pas la diminution d'un certain nombre de « mismatch » (mauvaise adéquation entre candidat et offre d'emploi). Une évaluation de l'efficacité des plans d'aide à l'emploi est donc nécessaire : les plans inefficaces doivent être arrêtés (par exemple les « Plans Jeunes »).

Recommandation 6

L'Etat envoie actuellement des messages ambivalents en ce qui concerne le sujet de l'allongement du temps de travail. Si cet objectif est vraiment pris au sérieux, il est nécessaire qu'un cadre législatif plus sévère et son application stricte empêchent que les personnes de plus de 50 ans puissent facilement être licenciées. Dans le cas du licenciement d'un travailleur (plus âgé), la responsabilité de l'employeur doit être davantage engagée pour assurer un accompagnement vers un nouveau travail. Les règles pour circonscrire cette responsabilité ne doivent sans doute pas être les mêmes pour les grandes entreprises, les organisations et les PME.

Deux citoyens ne souscrivent pas aux recommandations sur ce thème parce qu'il est trop peu prêté attention à la liberté propre des jeunes.

■ 4. LE TRAVAIL ET NOS GENERATIONS FUTURES

■ DESCRIPTION DU THEME - DE QUOI VOULONS NOUS PARLER ?

Le marché du travail change et les jeunes (les moins jeunes aussi d'ailleurs) modifient leur vision du monde du travail. Soucieux d'un autre équilibre entre vie privée et professionnelle, ils oscillent entre recherche de sens à travers leur job ou vision purement utilitaire-alimentaire de leur emploi.

Beaucoup s'interrogent sur les secteurs d'avenir où développer leurs talents et leur carrière. Nombreux sont ceux qui s'interrogent sur leur apport : comment faire sens dans un monde qui devra s'adapter à de nouvelles données (transition énergétique, écologique, mondialisation etc.) via son emploi ? Le cadre de l'emploi salarié comme lieu d'épanouissement est donc remis en cause.

■ QUELLES SONT NOS PREMIERES IDEES, QUELS SONT NOS PREMIERS AVIS SUR LE THEME ?

- On évolue vers plus de flexibilité dans la vie professionnelle, et les jeunes doivent intégrer cette notion de flexibilité et développer une certaine faculté d'adaptation dans une société qui change.
- L'école et le monde de l'entreprise doivent développer une vision prospective à propos du marché. Quels sont les secteurs d'avenir?
- Que signifie le travail pour les jeunes ? Il y a une tension entre « recherche de sens » et « le travail alimentaire »
 - D'un côté beaucoup de jeunes sont fort orientés sur l'argent et la consommation. Certains ont une attitude « je m'enfoutiste » par rapport à la vie professionnelle, et préfèrent se concentrer sur leur vie et activités en dehors du travail.
 - De l'autre côté beaucoup de jeunes ont un problème avec le manque de sens et de perspective dans leur travail.
- Souvent les jeunes ont le sentiment de ne pas avoir d'impact sur la société. Ils décrochent parce qu'ils ont le sentiment de devoir faire certaines choses et d'être dirigés dans des carrières.
- Il manque des liens entre les compétences de base des jeunes, leurs intérêts et les besoins de la société dans une perspective de travail.
- D'autres formes d'organisation du travail (intégration de tâches, travail en équipe) pourraient aider les jeunes à trouver du sens dans leur travail.
- Les compétences de base ou les talents des jeunes doivent également être développés en dehors d'une question de travail.
- A 18 ans les jeunes ne sont pas toujours assez matures pour faire des choix pour le reste de leur vie. Le marché de l'emploi devrait laisser de l'espace pour une période de réflexion et d'exploration.

- Les jeunes ont droit au travail. Différents types de “service civil” pourraient être proposés comme alternative au marché du travail régulier.
- Les structures socioculturelles existantes (maisons de jeunes etc.) devraient jouer un rôle dans la relation entre jeunes, entreprises et emploi.
- L’impact des générations actuelles détermine la perspective des générations futures.

■ QUELLES QUESTIONS AIMERIONS-NOUS POSER AUX PERSONNES-RESSOURCES QUI NOUS AIDENT A FORMER NOTRE AVIS ?

- Comment voyons-nous le marché du travail dans 20 ans ? Quels secteurs et quels emplois ? Quelles sont les nouvelles formes d’organisation du travail qui nous attendent ?
- Plusieurs questions à propos des jeunes et la façon dont ils vivent le travail.
 - Quelles sont les attentes des jeunes par rapport au travail ? Qu’est ce qu’un travail qui a du sens pour les jeunes?
 - Pourquoi les jeunes ont le sentiment de ne pas pouvoir impacter sur la société ? Comment le travail peut y jouer un rôle ?
 - Pourquoi aller au-delà d’un job alimentaire?
- Quelles pistes pour permettre (donner le droit) à tous, quelque soit le moment de notre vie (étudiants, jeunes adultes et adultes) de s’investir, de se mettre au service de la société en dehors du travail salarié, mais de façon structurée (pas une heure de bénévolat ci et là). L’idée de départ était un service civil mais qui devait être élargi, qui permet également à des personnes dans une carrière de sortir un moment de celle-ci tout en conservant un cadre sécurisé.
- Comment aborder les défis du future et former/ préparer les individus à aborder ces changements? Un double travail est demandé :
 - (1) identification des défis de la transition (manque de pétrole, défi de la démographie et de nourrir tout le monde) ;
 - (2) comment l’entreprise s’adapte-t-elle ?

■ QUELLES SONT NOS CONCLUSIONS ET NOS RECOMMANDATIONS ?

Recommandation 1

Au regard de la difficulté à mesurer l’impact des changements à venir (vieillesse, croissance démographique, pic de consommation de pétrole, changement climatique, etc.), notre opinion est que la “résilience” (capacité d’absorption des chocs) sur le marché du travail doit augmenter.

- Dans la lignée de l’Arrêt du 7 juillet 2011 de la Cour Constitutionnelle concernant l’alignement des statuts des ouvriers et employés, cette augmentation de la résilience peut se réaliser par l’annulation de la différence des dispositions de licenciement.

ment entre les ouvriers et les employés.

Pour cela, on pourrait investir plus activement une partie de la prime de licenciement des employés (formation, outplacement, etc.), en appliquant le même principe aux ouvriers.

Dès lors, le statut des intérimaires doit mieux correspondre au principe initial de l'intérim, à savoir de répondre aux pics du marché du travail. La gestion du personnel incombe à nouveau à l'entreprise, ce qui implique l'amélioration des liens mutuels.

Le salaire ne peut pas être fonction uniquement de l'ancienneté mais doit être relié aussi aux connaissances et compétences. Cela devrait augmenter les possibilités pour les employés plus âgés de changer de travail.

Pour éviter que seule la population active ne doive porter les lourdes charges du vieillissement, le marché du travail doit s'ouvrir aux pensionnés. Cela diminuera le risque de perte de connaissances dans les années et décennies à venir.

Le droit social (qui date d'il y a une centaine d'années) doit être revu en fonction de la résilience nécessaire du marché de travail.

- Une seconde manière d'augmenter la résilience du marché de travail, est d'investir dans une économie locale et à échelle plus petite.

Argument 2

Nous voulons favoriser l'innovation sociale. Celle-ci bénéficiera aux employeurs et aux employés. Cela s'avérera positif sur le plan social et économique car cela augmentera la confiance mutuelle.

Nous souhaitons développer les jobs enrichissants répondant en partie à la question du vieillissement de la population.

Recommandation 2

Pour les générations futures, il faut mettre l'accent sur des « jobs enrichissants » qui motivent les personnes à prolonger leur carrière. Ceci pour sauvegarder le niveau de bien-être dans un contexte de vieillissement de la population.

Cela ne concerne pas la réforme des retraites. Par contre, cela constitue une réponse partielle au défi du non-rajeunissement.

Voyons quelques pistes pour enrichir les jobs :

- développer le rôle de mentor pour les travailleurs âgés (avec les jeunes collègues, les nouveaux, les stagiaires, les étudiants). Ceci pourrait constituer un statut intermédiaire entre le travail et la pension ;
- créer un « chèque sociétal » : un temps déterminé que le travailleur peut prendre pour faire un travail d'intérêt général ;
- encourager la rotation des postes dans l'entreprise pour favoriser la polyvalence :

le travail varié est plus enrichissant ;

- créer une plateforme d'innovation sociale qui rassemble tous les acteurs du travail (employeurs, employés, chercheurs, écoles). (G1000 des entreprises?) ;
- encourager le parrainage des écoles secondaires par des entreprises dans les environs.

Argument 3

Dans la situation actuelle, la participation est trop limitée à une participation institutionnalisée qui ne représente pas forcément l'ensemble des composantes humaines d'une entreprise.

Il faut décloisonner et il faut une participation plurielle, qui engage plus de personnes différentes.

Il faut un changement de culture et de mentalité pour une réelle participation dans les entreprises, les organisations, le monde politique et les finances publiques. Bref, partout où les gens travaillent dans un objectif collectif. Nous croyons que la participation présentera une plus-value pour l'entreprise.

Quelques exemples de plus-values :

- développer le sens des responsabilités, l'engagement ;
- prendre sa vie en main ;
- réserver une plus grande place à l'intérêt général au lieu de la maximalisation du profit ;
- stimuler la cohésion économique et sociale ;
- motiver les travailleurs.

Recommandation 3

Pour inviter des organisations (entreprises, associations, services publics, écoles, etc.) à organiser une participation plus large, nous émettons deux recommandations complémentaires :

1. Promouvoir et soutenir les entreprises pour réaliser la participation dans leur propre contexte spécifique. Par exemple, mettre à la disposition des entreprises de l'expertise ou des conseillers.
2. Prévoir des instruments pour mesurer, suivre, valoriser et reconnaître le progrès en matière de participation dans les entreprises, par exemple, grâce à :

- un cahier des charges pour fixer l'engagement ;
- un bilan social, dans lequel la participation est un élément en complément de la mesure de l'emploi (ce qui permettra de valoriser l'emploi des jeunes), de la mesure de la diversité, de la mesure de la formation... ;
- des labels qui seraient une reconnaissance de la participation (comparable aux normes pour le bien-être dans les entreprises) ;
- et – pourquoi pas ? – des avantages fiscaux ou autres.

■ 5. VIE - QUALITE DE VIE - TRAVAIL ?

■ DESCRIPTION DU THEME - DE QUOI VOULONS NOUS PARLER ?

Dans ce chapitre, nous voulons explorer la relation entre vivre avec une qualité de vie et travailler avec une qualité de vie. Nous nous posons la question de savoir quelle place (précise) le travail doit avoir pour vivre avec une qualité de vie.

■ QUELLES SONT NOS PREMIERES IDEES, QUELS SONT NOS PREMIERS AVIS SUR LE THEME ?

Selon nous, une vie de qualité, c'est une vie :

- où chacun a les ressources pour faire face à ses besoins premiers (alimentation, logement, santé...)
- où chacun peut s'épanouir
- au travail :
 - en ayant par exemple la possibilité de choisir un métier qu'il aime
 - en ayant accès à une formation permettant à chacun d'exercer un travail source d'enrichissement (dans tous les sens du terme) ;
- et dans sa vie :
 - en ayant le choix de prendre ou non un travail rémunéré
 - où le travail n'est pas tout ; n'est pas la seule source de « valeur » : temps libre, autres...
 - où on peut créer et nourrir du lien social
 - où on peut être heureux sans devoir être pris par la pression à la consommation...

Pour réaliser ceci, nous pensons qu'il doit être possible de passer, d'une manière flexible, entre différentes situations en fonction des différentes périodes de la vie : un temps pour le travail rémunéré, pour la famille, pour le bénévolat... Nous devons veiller à ce que les talents présents (tous les talents) dans notre société ne soient pas perdus.

Nous devons aussi développer une autre attitude par rapport au chômage/absence d'emploi. Le chômage/absence de travail ne doit plus être considéré comme dégradant. L'idée qu'on a seulement une place sur le marché du travail lorsqu'on est suffisamment productif doit aussi être combattue. Si nous voulons utiliser tous les talents de notre société, tout le monde doit avoir une place dans le marché du travail, indépendamment de sa productivité. La collaboration devrait devenir la norme et non pas la compétition. Cela diminuera le fait que la peur est maître de nos choix.

Nous proposons aussi que dans une telle société nous fassions une distinction entre un salaire et un revenu.

Ainsi arrivons-nous à un thème central de nos discussions. Certains panélistes se demandent si l'allocation universelle ne serait pas un bon moyen pour réaliser cette société. Les arguments avancés en ce sens (pour et contre) :

- Contre : cela diminuerait l'incitation au travail ; cela pourrait défavoriser certains métiers.
- Pour : cela coûterait moins cher globalement ; cela permettrait d'être plus libre et créatif dans la manière de gérer sa vie, ses activités ; de ne pas être obligé de suivre la société de consommation (« on a le droit d'être paresseux ») ; de supprimer certaines formalités administratives et donc de libérer des énergies pour d'autres activités... ; on ne serait plus obligé d'accepter des salaires très bas et d'autres choses inadmissibles – rien que pour vivre.

■ QUELLES QUESTIONS AIMERIONS-NOUS POSER AUX PERSONNES-RESSOURCES QUI NOUS AIDENT A FORMER NOTRE AVIS ?

- L'allocation universelle ne serait-elle pas un moyen pour réaliser ce type de société ?
- Une utopie ? Réalisable ? Réaliste chez nous ?
- Quelle allocation ? Quel niveau de revenus ? Quel lien avec les autres revenus ?
- Existe-t-il des chiffres pour la Belgique ?
- Faut-il l'élargir nécessairement à d'autres pays ?
- Quels sont les risques de l'allocation universelle ?
- Comment reconnaître/ valoriser les différentes contributions (homme/ femme au foyer, bénévolat, aide de personnes du troisième âge) ?
Ce qui se fait chez nous ? Ce que l'on pourrait faire ?

Comment valoriser le travail bénévole ?

- Ce qui existe, ce qui se fait ou pourrait se faire dans notre pays pour atteindre la « qualité de vie que nous visons » ?
- Où va le monde du travail en termes de qualité de vie ? Manières d'envisager le travail ? D'aménager le travail (temps et espace) ? Les formes d'organisation ?

■ QUELLES SONT NOS CONCLUSIONS ET NOS RECOMMANDATIONS ?

En tant que citoyens, il nous semble que les discours habituels de nos dirigeants sont principalement centrés sur les chiffres et la création d'emploi. D'autres approches nous paraissent indispensables pour réfléchir ensemble aux valeurs qui guident notre société.

Pour aborder la question de la qualité de vie dans le travail et hors du travail, il nous apparaît essentiel de promouvoir un cadre de vie :

- où chacun soit reconnu et puisse occuper un rôle dans le développement de la cohésion sociale ;
- où chacun puisse consacrer le temps dont il a besoin pour ce qui lui semble essentiel (famille, amis, vie associative) ;
- dans lequel la solidarité, la coopération, la loyauté et la générosité soient stimulées ;
- où la possibilité d'être des acteurs libres et autonomes soit de mise ;
- dans lequel l'idée de décroissance et de diminution de notre empreinte écologique soit une réelle opportunité ;
- dans lequel un esprit de fraternité mondial soit mis en avant.

Ceci nous permettra de sortir d'une vision parfois réductrice du modèle de société actuel trop axé sur le matérialisme et l'individualisme et dans lequel le pouvoir d'achat et la consommation illimitée sont les signes de la réussite.

Bref, nous souhaitons une société dans laquelle le rêve est permis et dont la source de motivation ne soit pas la peur du lendemain et la méfiance mais bien l'espoir d'une meilleure qualité de vie.

Argument 1

Dans notre vision, l'allocation universelle remplacerait les différentes formes d'allocations existantes (chômage, allocations familiales, CPAS, pension et autres revenus de remplacement).

Cela coûterait moins cher globalement que les allocations actuelles car le système serait basé sur une redistribution différente de la richesse. Cela permettrait d'améliorer la qualité de vie, d'être plus libre et créatif dans la manière de gérer sa vie, ses activités. Cela permettrait également de ne pas être obligé de suivre la société de consommation, de supprimer certaines formalités administratives et donc de libérer des énergies pour d'autres activités dont l'innovation.

Recommandation 1

Nous pensons que l'allocation universelle serait un bon moyen pour avancer vers ce type de société.

Une minorité des panelistes ne souhaite pas soutenir la proposition parce qu'ils la trouvent irréalisable et éventuellement dangereuse.

Recommandation 2

Nous pensons aussi qu'une meilleure qualité de vie au travail est primordiale pour un bien-être global. En ce sens, voici nos recommandations :

- stimuler l'implication des travailleurs dans la vie et le développement de l'organisation et l'entreprise, notamment par le renforcement des pratiques et dynamiques participatives (plus d'échanges entre direction et travailleurs dans une structure moins hiérarchisée : esprit de coopération, collaboration, créativité) ;
- revoir les critères de pénibilité (mentale et physique), les analyser, les mesurer (via des certificats d'évaluation d'organismes extérieurs) et les compenser via l'organisation du travail et la flexibilité du marché de l'emploi.
- redéfinir le travail en termes d'objectifs en responsabilisant le travailleur et en lui offrant plus d'autonomie dans la gestion de son travail (horaire, formations, méthode).

■ 6. LA DISCRIMINATION EN MATIERE DE TRAVAIL

■ DESCRIPTION DU THEME - DE QUOI VOULONS NOUS PARLER ?

La discrimination concerne l'atteinte à l'égalité de traitement. La discrimination est un problème d'accessibilité à l'enseignement, au marché du travail (à l'embauche, pendant le travail, et à la sortie). Elle peut prendre différentes formes parfois subtiles et indirectes.

Si nous voulons toucher à la discrimination au travail, nous devons considérer cette problématique dans son ensemble, dans sa dimension sociétale. Cela veut dire que nous devons diminuer la peur de « l'autre » et porter plus d'insistance sur nos ressemblances au lieu de sur nos différences. De plus, il faut bien distinguer les notions de discrimination, d'immigration et de racisme (ce terme peut être compris dans la discrimination).

■ QUELLES SONT NOS PREMIERES IDEES, QUELS SONT NOS PREMIERS AVIS SUR LE THEME ?

La discrimination est un fait punissable. Néanmoins, il s'agit de trouver des solutions positives au lieu d'ajouter de nouvelles lois qui punissent. Il faut favoriser les contacts entre individus. Pour réduire la peur on pourrait intensifier le dialogue, stimuler la vie associative, renforcer les liens (commerciaux) avec les pays et cultures présentes dans notre pays, organiser une répartition territoriale plus équilibrée, éviter les ghettos (ex. Pays-Bas).

Notre société belge est multiple et les médias doivent en être le reflet. Nous voulons promouvoir une attitude de respect et d'ouverture à l'autre sans pour autant tout accepter (pas de relativisme culturel) en se basant sur les droits de l'homme. Cependant, les gens doivent connaître leurs droits avant de pouvoir assumer leurs responsabilités. Il est donc important pour la réflexion de chacun que des cours sur la citoyenneté et l'anthropologie soient intégrés dans les programmes scolaires. Il est primordial de mettre l'accent sur le respect mutuel, sur la bienveillance réciproque de l'ensemble de la population afin que tout le monde puisse s'intégrer (s'ajuster). La stigmatisation a l'effet inverse.

Il nous paraît également pertinent de regarder ce qui se fait en matière de lutte contre la discrimination envers les femmes afin de s'inspirer de ces mesures pour combattre d'autres formes de discrimination.

Nous pouvons également apprendre d'exemples internationaux comme pour le recrutement (CV anonyme - sans le nom, l'âge, origine - ou la publication plus systématique des places vides).

A court terme, on pourrait mettre en place des mesures de discrimination positive (quotas), à long terme, une évolution des mentalités est nécessaires (enseignement).

■ QUELLES QUESTIONS AIMERIONS-NOUS POSER AUX PERSONNES-RESSOURCES QUI NOUS AIDENT A FORMER NOTRE AVIS ?

- Quelle est la future composition de la population belge (autochtone/allochtonne) et qu'est-ce que cela va impliquer en termes de « discrimination en matière de travail » ?
- Comment a-t-on combattu la discrimination contre les femmes ? Qu'est-ce qui a marché ou non ? Et peut-être plus largement : y a-t-il une discrimination historique en matière de travail ? Comment l'analyser ? Que peut-on en apprendre ?
- Est-ce qu'il y a des exemples à l'étranger en matière de discrimination au travail ? Dans quelle mesure sont-ils applicables en/pour la Belgique ?
- Quelles sont les règles (aussi bien législatives que celles prises par les employeurs/employés) qui essaient de lutter contre la discrimination en matière de travail ? Comment sont-elles évaluées et que pouvons-nous apprendre de leur évaluation ? Nous aimerions une attention particulière pour les candidatures anonymes, les quotas et les objectifs chiffrés (streefcijfers).
- Quel est l'intérêt de règles spécifiques contre la discrimination en matière de travail ? Est-ce que ces règles peuvent avoir un effet aussi longtemps qu'il y a de l'intolérance et de la discrimination dans la société ou est-ce que la diversité en matière de travail peut générer une société plus diverse ?

■ QUELLES SONT NOS CONCLUSIONS ET NOS RECOMMANDATIONS ?

La discrimination doit être prise au sérieux. Il est important pour nous que toutes les différences, toute la diversité (ethnique, religieuse, liée à l'âge, politique, économique, liée à un handicap...) dans notre société soient considérées comme une richesse. C'est important pour le développement économique que les talents de tous puissent s'épanouir.

Nous voulons que notre société dépasse la problématique de la discrimination et puisse utiliser pleinement la diversité : ainsi nous pouvons créer davantage de cohésion sociale et augmenter le "bonheur national brut".

Argument 1

- Les études quantitatives relatives à la discrimination sont effectivement importantes. Mais nous pensons que les études qualitatives sont tout aussi importantes pour comprendre en profondeur les motifs et dynamiques de la discrimination. Cela concerne tant l'accès au marché de l'emploi (entre autres le recrutement), que la réalité professionnelle et la sortie de la vie professionnelle (accès, parcours et sortie du marché de l'emploi). Les analyses qualitatives sont nécessaires pour donner une signification utile aux chiffres et pour pouvoir les utiliser utilement pour travailler sur cette problématique.
- Nous trouvons qu'il est important de ne pas s'arrêter aux constats mais de passer à l'action.

Recommandation 1

Nous voulons rendre les résultats des études existantes sur la discrimination plus « utilisables » sur le terrain. A cet effet, il est important que les résultats des analyses, tant quantitatives que qualitatives, soient plus largement diffusés.

Ces éclairages doivent être « traduits » en mesures concrètes qui soient des points d’ancrage sur lesquels les entreprises et organisations peuvent s’appuyer dans leur lutte contre la discrimination.

Argument 2

- Il est inconcevable que tant de talents et compétences soient inutilisés.
- L’amélioration de l’image des groupes et personnes discriminées peut avoir un effet contagieux et favoriser les “bonnes pratiques”.
- Des études ont démontré que tant les travailleurs que les employeurs ont une perception négative spontanée (non justifiée) des personnes étrangères. Nous trouvons que cette représentation doit évoluer de manière urgente, puisqu’il s’agit d’une des causes de la discrimination (inconnu = mal-aimé).
- Plus de valorisation des personnes et groupes discriminés engendrera une meilleure estime de soi et une meilleure intégration de ceux-ci.

Recommandation 2

Il faut travailler à la création d’une image plus positive de tous les publics – groupes et personnes – discriminés : “Donner un visage aux chiffres”.

- Il s’agit de travailler à l’éradication de l’image négative qui colle à la peau de certains groupes ou personnes discriminé(e)s, par l’intermédiaire des médias (présentateurs de journaux télévisés, feuilletons), tour-opérateurs, police, écoles, etc. De la sorte, nous voulons donner des informations positives sur les publics discriminés, et ce de manière transversale, dans toutes les strates de la société (y compris les entreprises). Ces actions doivent chaque fois viser des publics-cibles et des problématiques spécifiques.
- Nous proposons les modalités suivantes pour sensibiliser la population à la discrimination et pour augmenter son sentiment d’être concernée par la problématique : le storytelling (présenter des récits de vie, témoignages) et des road shows (pièces de théâtre itinérantes) dans les écoles, les centres culturels, les entreprises et dans d’autres lieux.

Argument 3

- Cette recommandation développera la solidarité au sein du marché de l’emploi, dans les lieux professionnels et dans la société.
- Si nous ne prenons pas des mesures plus contraignantes, nous aurons encore besoin d’environ 400 ans pour que l’égalité des chances devienne réalité.

Recommandation 3

Nous voulons que soit imposée la mesure suivante aux entreprises, afin que celles-ci soient incitées à moins discriminer.

Nous voulons que la non-discrimination soit imposée comme une condition sine qua non pour obtenir des subsides et des appels d'offres. L'Etat doit non seulement encourager mais aussi obliger les entreprises à concevoir et mettre en œuvre un plan de diversité. Ce type de plan comprend une vision, des indicateurs et des moyens pour atteindre les résultats prédéfinis. Il comprend non seulement des résultats à atteindre à court terme, mais également à long terme.

Ce plan doit être conçu en concertation avec toutes les parties (employeurs, travailleurs, société civile locale...) et doit être ajusté au contexte spécifique de la région concernée.

Plus l'appel d'offre ou le subside est important (c'est-à-dire représente un grand avantage financier – en chiffres absolus), plus les exigences en termes de diversité doivent être élevées. Ainsi, le plan reste accessible pour les petites entreprises.

■ LISTE DES PERSONNES-RESSOURCES RECONTREES

■ WEEK-END 1

Bea Cantillon est directrice du Centrum voor Sociaal Beleid Herman Deleeck à l' Université Antwerpen où elle enseigne la politique sociale en Belgique et en Europe. Ses recherches portent sur les conséquences des changements socio-démographiques sur la sécurité sociale, les indicateurs sociaux, le fédéralisme social et la politique sociale en Europe.

■ WEEK-END 2

Bernard Conter est politologue et attaché scientifique à l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique (IWEPS). Ses travaux portent sur les transformations des politiques de l'emploi et de la formation professionnelle.

Marc De Vos est professeur de droit du travail à l'Université Gent et à la Vrije Universiteit Brussel. Il est également le directeur général de l'Itinera Institute, un think-tank indépendant.

■ WEEK-END 3

THÈME ECART SALARIAL

Sandra Rosveldts est responsable du service « Studie en Ontwikkeling » de l'ACW, l'organisation faitière des organisations syndicales chrétiennes. Le service d'étude mène des recherches en matière sociale, aussi bien sur des questions actuelles que sur des problématiques à long terme.

Christian Valenduc est professeur aux Facultés universitaires de Namur et Conseiller général des Finances (depuis 1998) auprès du SPF Finances. Il est en charge des études économiques sur la politique fiscale, de la gestion des modèles de micro-simulation et des statistiques fiscales.

THÈME COUT SALARIAL

Paul Verschueren est ingénieur de gestion et travaille depuis 2000 chez Federgon, la fédération des partenaires de l'emploi dont il a initialement dirigé le service d'étude économique. Depuis cette année, il en est le directeur pour la Région flamande.

Stéphane Verstraete est directeur de l'entreprise belge SolAZ, active en génie civile pour l'assainissement des sols.

Jan Vanthuyne est Directeur-général de la Direction générale Emploi et marché du travail. La Direction s'occupe de préparer, promouvoir et exécuter la politique en matière d'emploi, de régulation du marché du travail et d'assurance contre le chômage.

THÈME ACCES AU MARCHÉ DU TRAVAIL

Bernard Maingain est avocat au cabinet Xirius et est spécialisé dans les stratégies juridiques pour les entreprises, les ressources humaines et le droit social. Sa démarche professionnelle est inspirée du souci de placer l'être humain au centre de l'action entrepreneuriale.

Michèle Claus, premier conseiller à la Fédération belge des entreprises (FEB), est spécialiste du marché du travail et des matières sociales.

Ludo Struyven est depuis 1994 chef de travaux à l'HIVA-Katholieke Universiteit Leuven. Il étudie les thèmes de la politique du marché du travail, de l'activation des chercheurs d'emploi, des politiques de la ville et politiques régionales, de l'insertion et du fonctionnement du marché.

THÈME QUALITE DE VIE

Yannick Vanderborght est professeur aux Facultés universitaires Saint-Louis, et professeur invité à l'Université catholique de Louvain. Il est docteur en science politique, et s'intéresse principalement au chômage et à la pauvreté, aux politiques sociales et au principe de l'allocation universelle.

Caroline Gijssels est docteur en science sociale de la Katholieke Universiteit Leuven. Par le passé, elle a mené des travaux sur le "réalisme critique". Actuellement, elle porte son attention sur les structures et les acteurs de l'économie sociale et la société civile.

Mieke Van Gramberen est directrice générale de vzw Flanders Synergy. FS promeut l'innovation en matière d'organisation du travail en entreprise, ainsi qu'au sein des entreprises d'économie sociale.

THÈME GENERATIONS FUTURES

Abraham Franssen est professeur de sociologie aux Facultés universitaires Saint-Louis à Bruxelles, et depuis 2003 il est également professeur invité à l'Université catholique de Louvain. Ses recherches portent sur l'analyse de l'action publique, la justice et les méthodes de recherche.

Mark Trullemans est coordinateur de la cellule diversité chez Actiris, l'Office régional bruxellois de l'emploi qui est responsable de la mise en œuvre de la politique de l'emploi bruxelloise.

Xavier Roberti travaille chez Terre, entreprise d'économie sociale active principalement dans le secteur du recyclage.

THÈME DISCRIMINATION

Albert Martens est sociologue et professeur émérite de la Katholieke Universiteit Leuven. Ses recherches portent sur les thèmes de la migration et de la discrimination.

Jozef De Witte est directeur du Centre belge pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme. Il était précédemment actif dans l'enseignement de seconde chance pour adulte et dans l'opération 11.11.11.

Dirk Jacobs est professeur ordinaire de sociologie à l'Université libre de Bruxelles. Il a écrit sa thèse de doctorat sur le droit de vote pour les migrants, et mène des enquêtes sur la participation politique des minorités ethniques ainsi que sur la sociologie de l'enseignement.

■ LES MEMBRES DU PANEL CITOYEN

Elif Alduman - 1978 - Strombeek-Bever

Ik ben getrouwd en mama van een kindje van 4. Ik studeerde af aan de EHSAL (International MBA). Ik werk bij Fedactio (Federatie van Actieve Verenigingen van België).

Patrick Avonds - 1955 - Zedelgem

Ik ben gehuwd en ben een trotse vader en grootvader. Na 38 jaar nachtarbeid en ploegarbeid bij CNH ben ik bruggepensioneerd. Mijn grootste hobby is toeren met de motor en ik heb een passie voor wijnen.

Sam Bastiaens - 1992 - Zomergem

Als 20-jarige student rechten ben ik de jongste deelnemer van het Burgerpanel. Ik ben al jaren actief in verscheidene verenigingen, vooral al 15 jaar scouting, waarvan nu 4 jaar als leider. Ik ben gedreven, sociaal, enthousiast en een babbelaar.

Aicha Bouharras - 1981 - Genk

Ik ben opgegroeid en woon in Genk; de sluiting van de Ford fabriek raakt me diep. Ik werk als educatieve medewerker bij het Internationaal Comité, studeer momenteel af als sociaal-cultureel werker (Sociale Hogeschool Heverlee). Ik verdiep me graag in de islam, en ben bibliothecaris van de Moskee van Winterslag. Ik ben trots op mijn Marokkaanse roots, maar ben even zot van alle verschillende culturen die ik dankzij mijn werk leer kennen!

Pierre Darchambeau - 1972 - Ans

Je vis à Liège, en couple, sans enfant. Je suis informaticien de formation, et gérant de sociétés. Je suis laïque. J'ai été Conseiller communal durant 12 ans. En participant au G1000 et au Panel citoyen, je cherche une autre forme de démocratie, non soumise aux partis politiques traditionnels.

Bart De Rijcke - 1962 - Oosterzele

Ik ben een zoeker en wrik graag aan vaste zekerheden. Ik woon in een klein Vlaams gehucht, maar hou ook van de stad. Bij gebrek aan diploma werk ik meestal als arbeider. Ik denk graag na over de dingen, hou van initiatief en verantwoordelijkheid nemen en wil graag bijdragen aan een leefbare, warme samenleving.

Cécile Delval - 1965 - Antoing

Je suis enseignante dans le secondaire, dans la région de Tournai. J'adore mon métier (heureusement, car il n'est pas toujours facile). Je suis à l'écoute des autres, j'ai beaucoup de patience et un caractère assez Zen. Les seules choses qui me font perdre mon calme sont le manque de respect et l'injustice.

Linda Errens - 1969 - Lontzen

Ich bin KassiererIn in einem Supermarkt im deutschsprachigen Gebiet Belgiens. Ich bin verheiratet und Mutter von zwei Kindern, die stolz darauf sind, dass ihre Mutter am G1000 teilnimmt. Auch wenn ich nicht oft öffentlich das Wort ergreife, bin ich froh, dass ich am Bürgerpanel beteiligt bin.

Francine Féret - 1947 - Waterloo

Licenciée en traduction/interprétation, sociologie, et études ISCO – mouvement ouvrier chrétien. Engagée dans le domaine syndical et politique (hors partis). J'ai créé une coopérative pour pouvoir faire de l'économie qui soit au service du social. J'ai adopté un enfant couleur café il y a 21 ans. Et je reste rebelle malgré mon grand âge!

Veronique Hennissen - 1977 - Lint

Ik ben 35 jaar en mama van 3 kinderen. Ik werk fulltime als magazijnmedewerker en wil me inzetten voor ons landje België.

Michel Janssen - 1945 - De Panne

Retraité, père et grand père. Je suis licencié en sciences économiques et financières. J'ai quitté la Belgique en 1974 pour travailler pour une multinationale américaine. Ceci m'a permis de travailler et de vivre dans et avec des cultures différentes, et de connaître les différents systèmes de sécurité sociale. Depuis cette année je suis à nouveau résident en Belgique. Mes intérêts sont lire (économie et politique), travailler comme consultant pour des jeunes entreprises, le golf et le bricolage (quand je ne fais pas du babysitting).

Hermann Lennartz - 1965 - Hombourg

Ich bin Vater von 5 Kindern, meine Frau ist depressiv (das wurde ihr als einschränkende Krankheit, als Handikap, anerkannt). Während 15 Jahren habe ich in einem Unternehmen gearbeitet, das seine Aktivitäten nach Polen verlegt und anschließend geschlossen hat unter dem Vorwand der Wirtschaftskrise. Seitdem habe ich keine feste Arbeit mehr gefunden, ich bin mal arbeitslos und mal als Interim beschäftigt. Meine Hobbys sind Modelleisenbahn und Musik.

Monshemvula Benjamin Mabusa - 1952 - Dour

Je suis un citoyen du monde. Né en Afrique, et ayant atterri à Dour, par l'unique volonté de Dieu.

Zoubairi Majiev - 1950 - Malle

Ik ben van Tsjetsjeense afkomst, heb het diploma van econoomboekhouder (behaald in de Sovjet-Unie in 1972, erkend in Vlaanderen op het niveau van licentiaat in 2005) en behaalde een Master in de sociologie aan de Universiteit van Antwerpen in 2011. Als 60-plusser ben ik nog steeds op zoek naar een job.

Luc Mathieu - 1960 - Dilbeek

Gelukkig getrouwd en vader van 2 kinderen. Sinds 2011 ben ik zelfstandig ondernemer geworden en momenteel ben ik verantwoordelijk voor een KMO van 10-tal medewerkers. Voordien heb ik verschillende internationale managementposities bekleed in multinationals. Ik hou van innovatieve ideeën zoals de G1000.

Danielle Mathy - 1949 - Charleroi

Je suis l'aînée d'une famille de 9 enfants et mère de 3 garçons et 1 fille. J'aime réfléchir, comparer les religions, la culture des pays et voir leur évolution dans le temps. J'essaie de comprendre les coutumes et les lois des différents pays.

Louise Michaux - 1989 - Havelange

Institutrice primaire de formation, je me suis spécialisée dans le domaine de l'éducation à l'environnement. Actuellement, je travaille en tant que tuteur énergie dans un Centre Public d'Action Sociale, mais j'aimerais par la suite créer un centre pédagogique relatif au domaine de la nature, de l'environnement. Le G1000 m'a donné envie d'explorer le monde politique, je me suis donc récemment engagée dans la politique locale de ma région.

Anna Missinne - 1950 - Kessel-Lo

Ik ben vrouw, moeder en oma. Ik leef ontzettend mee met de ROMA zigeuners, ik deel hun angst én hun levensvreugde. Ik wil me inzetten opdat ze werk kunnen vinden, en zelf hun leven kunnen bepalen. Tijdens de week-ends van het Burgerpanel draag ik hun handgemaakte kleding, om de aandacht te vestigen op hun problemen.

Bruno Monfort - 1952 - Fernelmont

Divorcé, 2 grandes filles. Ingénieur agronome, chercheur à l'unif de Gembloux dans le domaine des grandes cultures (céréales, orges de brasserie). Plutôt "ni dieu ni maître". Souvent impliqué dans des associations (patro, cercle, parents, fêtes ...) J'aime les voyages, les rencontres. Et la cueillette des champignons.

Lieve Proost - 1950 - Hasselt

Ik ben alleenstaande. Ik was actief in onderwijs, architectuur, opbouwwerk en verenigingen, en vanaf 2006 consultant in een werkwinkel. Ik geniet van lezen en cultuur, van werken in de tuin, maar vooral van mijn kleinzoon.

Michaël Pruys - 1979 - Ath

Je suis marié et père de 2 enfants. Et aussi cycliste, photographe, marcheur et assembleur de mots fortement amateur, animateur de chantier jeunes, accompagnant de personnes handicapées, bénévole - aide soignant, secouriste, et propriétaire momentané d'un certain nombre de briques moyennement bien empilées...

Mieke Schevelenbos - 1965 - Everberg

Ik studeerde Germaanse en communicatiewetenschappen, ben moeder van 2 dochters. Gedurende 15 jaar leidde ik de afdeling Communicatie van het Belgisch Instituut voor de Verkeersveiligheid (BIVV), bekend van o.a. de Bob-campagnes. Mijn passie voor sociale marketing bleef m'n drijfveer bij WWF en BrandNew-Day en zeker nu, als directeur marketing en communicatie van de Gezinsbond. Ik geloof in de G1000 als katalysator.

Rushabh Shah - 1988 - Wilrijk

Ik ben een informaticus met een passie voor muziek, films en boeken. Binnen de informatica houd ik mij vooral bezig met netwerken en systemen. Ik ben geboren en getogen in Antwerpen met een Indische achtergrond. Mijn studies heb ik voltooid aan de OLVC en de KdG-Hogeschool in Antwerpen.

Marijke Smeets - 1980 - Berchem

Ik heb mijn wortels in Limburg, ben meter van Teun (1 jaar), woon samen in Antwerpen, werk in Nederland (bedrijfsvoering) en ik studeer aan de KU Leuven (deeltijdse Master na Master).

Ingrid Thys - 1965 - Lendelede

Ik ben afgestudeerd aan de RUG (1987) en kies al een hele tijd voor een deeltijdse job - ik werk vooral als boekhouder - om daarnaast onbetaalde jobs te kunnen doen voor verenigingen die ik nuttig vind. Ik ben gehuwd en heb twee studerende kinderen.

Sven Van den Eynde - 1980 - Antwerpen

Ik ben informaticus en gehuwd. Mensen beschrijven me als warm, behulpzaam en betrouwbaar. Maar daarnaast sta ik ook bekend als de verstrooide professor. Ik geniet van leuke dingen doen met familie en vrienden, muziek, lekker eten, en mijn job.

Franco Vitiello - 1960 - Bruxelles

“J’ai quitté l’île aux esclaves, la chaloupe a vogué vers l’île des libertés où je devrai rendre ma liberté”...

Pierre Wuidart - 1981 - Tournai

Je travaille comme journaliste dans une télé régionale. J’aime jouer, voyager, discuter avec des amis, relever des défis et rencontrer des gens. Je suis célibataire, chrétien et gay.

Naima Yaakoubi - 1970 - Bruxelles

Diplômée des études supérieures approfondies en Terminologie au Maroc et formatrice bénévole en auto-développement personnel. J’habite à Bruxelles, où je travaille comme aide ménagère. Mon but principal est de préserver la liberté de pensée et d’expression ; vivre le maximum possible d’échanges humains...

Özkan Yilmaz - 1978 - Heusden-Zolder

Ik ben de zoon van een ex-mijnwerker en studeerde Informatica (Universiteit Hasselt). Tijdens mijn studies was ik actief in verschillende sociaal-culturele verenigingen. Ik werkte voor de Lucernacolleges, BETIAD (Federatie van actieve ondernemers) en nu als regiodirecteur voor Fedactio in Limburg.

- Langue**
- Néerlandophones: 18
- Francophones: 12
- Germanophones: 2

- Sexe**
- Femmes: 16
- Hommes: 16

- Formation**
- Secondaires: 12
- Ecole supérieure: 8
- Universitaire: 12



- Provinces**
- Anvers: 5
- Limbourg: 3
- Flandre Orientale: 3
- Flandre Occidentale: 3
- Brabant Flamand: 5
- Brabant Wallon: 1
- Namur: 2
- Liège: 3
- Hainaut: 4
- Luxembourg: 1
- Bruxelles Capitale: 2

- Âge**
- 30 ans: 7
- 30 – 45 ans: 9
- 45 – 60 ans: 9
- 60+: 7
- Plus jeune participant: 19
- Plus vieux participant: 66

~~Asapud~~   ~~Anda~~

~~Handwritten scribble~~

~~Handwritten scribble~~

~~Handwritten scribble~~

~~Handwritten scribble~~

~~Handwritten scribble~~

~~Handwritten scribble~~

TIR

Rurhahghah

~~Handwritten scribble~~

Maz

min milk

yakouti

~~Handwritten scribble~~

~~Handwritten scribble~~

~~Handwritten scribble~~

~~Handwritten scribble~~

~~Handwritten scribble~~

~~Handwritten scribble~~

~~Handwritten scribble~~

~~Handwritten scribble~~

~~Handwritten scribble~~

Anna
Rome

■ LES RECOMMANDATIONS DU G1000

Le G1000 n'a pas le monopole de la vérité, mais notre quête d'une innovation démocratique a, cependant, fourni plusieurs suggestions que nous voudrions partager avec la société.

... aux commissions parlementaires chargées de l'emploi et du chômage

- Prenez les suggestions de contenu du Panel citoyen au sérieux: elles sont le résultat d'un processus lent et mesuré qui reflète de manière adéquate les habitants de ce pays.
- Continuez à analyser et à explorer les pistes du panel citoyen: le fait que l'on est arrivé à un accord en dit long sur le soutien sur lequel ces mesures politiques peuvent compter dans la société.
- Communiquez sur ce que vous avez trouvé de valable ou de moins valable dans le travail fourni par les citoyens.
- N'hésitez pas à organiser vous-même des moments de participation citoyenne lors de votre travail législatif.

... aux autorités locales et provinciales

- Faites en sorte que la participation citoyenne soit possible à différents niveaux. Prenez connaissance des initiatives participatives existantes au niveau national et international et favorisez le capacity-building en matière de "facilitation" de processus citoyens au sein de votre propre administration.
- Impliquez des citoyens tirés au sort lors de différents processus de décision (aménagement du territoire, exercices budgétaires). Osez impliquer les citoyens à un stade précoce, osez soumettre au citoyen une feuille vierge. Si vous ne les consultez qu'à la fin de la prise de décision, vous risquez de provoquer du ressentiment et des refus.
- Fixez des objectifs clairs à la participation citoyenne et respectez ce qui a été convenu. Prenez connaissance de l'Indicateur de participation pour les autorités locales développé par le Médiateur national des Pays-Bas. Utilisez le Wiki de la participation de Socium/Fondation Lodewijk Deraet/De Wakkere Burger, et suivez le plan en 7 étapes pour la participation citoyenne du Centre d'expertise des Villes Flamandes. La Fondation Roi Baudouin a acquis une très grande expertise en matière de gouvernance et de participation.

... aux parlements et gouvernements régionaux et fédéraux

- Soutenez la démocratie délibérative en tant que complément utile pour la démocratie représentative. Prenez en compte, lors de la préparation de politiques, la perspective citoyenne au travers de processus participatifs et délibératifs.
- Développez des organes qui peuvent rendre la participation citoyenne possible à la demande du parlement et des autorités. Ces organes existent (et ont existé) partout en Europe (et même en Belgique) et même s'ils se sont surtout occupés des TA (technology assessments, questions technologiques), leur fonctionnement comme instrument para-parlementaire peut être une source d'inspiration.
- Renforcez la confiance entre le citoyen et le gouvernement en créant de l'espace pour une participation récurrente et structurée, basée sur une sélection de citoyens tirés au sort.
- Valorisez la grande expertise en matière de gouvernance développée par la Fondation Roi Baudouin et la Fondation pour les Générations Futures. Profitez des expériences très étendues existant à l'étranger, que vous trouverez sur Participedia.net.

... aux partis politiques

- Stimulez au sein de votre parti la réflexion sur l'avenir de notre modèle démocratique. Invitez vos bureaux d'étude à réfléchir sur la question: comment imaginons-nous le fonctionnement de la démocratie en 2030?
- Soutenez les nombreuses initiatives participatives de vos unités locales.
- Faites appel aux panels citoyens pour mieux connaître ce que la population considère comme important, pour mettre de nouvelles idées à l'épreuve, pour vous engager dans un processus de co-création.

... aux partenaires sociaux

- Investissez dans les nouvelles formes de délibération socio-économique en faisant appel au stakeholders' management avec tous les acteurs intéressés et en le considérant comme un complément utile à la concertation classique entre les décideurs des organisations syndicales et patronales.
- Développez de nouvelles formes de dialogue entre vos membres et la société civile. Osez faire appel aux panels citoyens tirés au sort pour explorer ou déminer des sujets délicats.

... aux citoyens

- N'attendez pas que le gouvernement organise des processus délibératifs pour vous, mais développez plutôt vous-même vos propres formes participatives et découvrez à quel point elles sont éducatives, renforcent l'apprentissage social, l'engagement et la participation. Utilisez l'expertise acquise dans des organisations comme *Netwerk Participatie en Flandre* et la *Fondation pour les Générations Futures*.
- Prenez conscience du fait qu'une société n'est pas un ensemble d'individus qui se tournent tous vers les autorités mais qu'elle est un jeu d'équipe entre citoyens, institutions et autorités. Prenez conscience du fait qu'il n'est pas correct de s'en remettre en permanence à la responsabilité des politiques: dans une démocratie, les citoyens ont aussi des responsabilités mutuelles importantes.
- Découvrez à quel point la délibération est une école pour la démocratie. Lancez-vous, prenez des responsabilités. Le *G1000* a démontré qu'une réflexion collective sur des problèmes ne fournit pas seulement des solutions originales mais renforce, en plus, le sens civique.

... à l'Union européenne

- Ne vous limitez pas à étudier la crise belge comme un conflit de gouvernance au sein d'un des Etats membres mais également comme une crise de la démocratie qui sévit aussi ailleurs en Europe.
- Consacrez en 2013, déclarée "Année du Citoyen", et surtout chaque année suivante, de l'espace, du temps et des ressources importantes à la quête de nouvelles formes de participation civile et d'innovation démocratique.

... au Conseil Européen

- Stimulez une culture démocratique réelle en donnant des informations aux Etats membres sur la valeur de la démocratie participative et délibérative, par exemple dans le cadre d'un nouveau Forum mondial de la démocratie.
- Elargissez le champ d'action en impliquant non seulement les autorités nationales, mais aussi les acteurs de la société civile dans la quête d'innovation démocratique et d'une démocratie meilleure.
- Renforcez la visibilité de votre rôle en tant que protecteur, promoteur et protagoniste des valeurs démocratiques en Europe.

■ REACTIONS DES PRESIDENTS DES PARLEMENTS SUITE A LA RECEPTION DU RAPPORT FINAL

Car je peux vous dire aujourd’hui que mon scepticisme, mes craintes sont complètement apaisées. Elles l’étaient déjà le 11 novembre dernier, quand on a pu observer les conclusions de vos travaux et le caractère équilibré des décisions qui étaient mises en avant. (...) Aujourd’hui j’ai entendu beaucoup de propositions – mais ce n’est pas le lieu pour en discuter en détail, et on devrait trouver et identifier des lieux pour discuter de cela – qui sont aussi la caractéristique du bon sens, la caractéristique de l’équilibre. (...) En tout cas moi je vais faire venir ce soir le rapport sur la table du conclave budgétaire comme cela ça peut aider les uns et les autres dans la discussion puisque ce sont des discussions de bon sens. (...) Vous avez fait un travail considérable, je crois qu’il faut poursuivre sous une forme adaptée et souple.

André Flahaut – Président de la Chambre des Représentants

D’après moi c’est le processus même que vous avez mis sur pied qui est le plus important. Cela prouve que cette manière de penser le politique fonctionne, qu’elle porte ses fruits. Et que nous pouvons continuer à l’approfondir afin de trouver un moyen de moderniser le politique. On l’appelle la démocratie délibérative. Nous allons devoir trouver des moyens afin de structurer ceci, de pouvoir y faire appel pour des dossiers précis. Peut-être qu’à terme, un cadre législatif ou réglementaire sera nécessaire également. (...) Cela montre que le fossé entre le politique et les citoyens n’est pas si profond que cela, ou du moins qu’il existe des manières de le dépasser. J’espère que ceci sera également une des conclusions de cette journée.

Sabine de Bethune – Présidente du Sénat

C’est une invitation très forte à ce que nous, responsables politiques, dans nos Parlements et ailleurs, nous puissions contribuer aussi à réinventer la démocratie, à la renouveler, à la reconnecter avec les citoyens davantage qu’aujourd’hui. C’est possible, il faut le faire, c’est un défi énorme surtout dans une période de repli identitaire et de fossé par rapport à la démocratie représentative. Personnellement, je crois que s’il y a du temps, de la méthode, de la volonté et du respect, c’est possible et je m’y engage pour ce qui concerne à tout le moins le Parlement wallon.

Patrick Dupriez – Président du Parlement wallon

La démocratie n'est pas une donnée statique, mais bien dynamique. La démocratie consiste aujourd'hui en une coopération de différents acteurs : parlementaires, partis politiques, ministres, cabinets, instances juridiques comme le Conseil d'Etat ou la Cour Constitutionnelle, experts en tout genre, medias, groupes de pression... Ici et maintenant, l'initiative citoyenne s'est inscrite dans ce paysage également.
(...)

Quoiqu'il en soit, les politiciens se situent toujours au centre de la démocratie, mais n'en sont depuis longtemps plus les uniques acteurs. En tant que politiciens nous pouvons soit déplorer cette situation, soit la voir comme un enrichissement. Car le primat absolu du politique n'existe plus et nous pouvons dès lors considérer la situation actuelle comme un accroissement de la démocratie.

Jan Peumans – Président du Parlement flamand

C'est avec grand plaisir que je repense aujourd'hui au sommet citoyen G1000 qui s'est déroulé il y a un an à Tour & Taxis. Votre initiative, rapprocher la politique et le citoyen, m'avait fort impressionné à ce moment-là. C'est pour cela que j'ai demandé entre-temps aux co-organisateurs Fatma Girretz et Min Reuchamps de m'expliquer de façon détaillée le concept. Suite à cet entretien, Mesdames et Messieurs, nous avons décidé d'intégrer, d'une façon semblable, la population dans la réalisation de la sixième réforme de l'Etat actuellement en cours.

Ferdel Schröder – Président du Parlement de la Communauté germanophone

Une société authentiquement démocratique, c'est bien plus qu'un article de la Constitution. (...) Le monde d'aujourd'hui évolue, recherche de nouveaux équilibres et de nouvelles formes d'expressions. Je me réjouis que, par des initiatives émergentes comme le G1000, qui a représenté un travail considérable de réflexion et d'échanges pour énormément de personnes, celles-ci aient pu exprimer leur aspiration d'être pleinement acteurs de la construction de notre avenir commun.

Françoise Dupuis – Présidente du Parlement bruxellois

A l'heure où la pratique traditionnelle de la chose publique doit se réinventer, je pense sincèrement que de telles initiatives apportent un complément considérable. Pas pour remplacer le système, mais pour l'aiguillonner par sa force de proposition et de représentativité. La démocratie participative pratiquée par le G1000 offre à la population une nouvelle voix qui lui avait peut-être manqué jusqu'alors. Pour nous femmes et hommes politiques, il y aura un avant et un après G1000 : la démocratie participative revêt désormais une dimension impérative dans notre profession.

Jean-Charles Luperto – Président du Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Thomas d'Ansembourg, auteur de 'Cessez d'être gentil, soyez vrai'

« C'est une initiative qui rassemble par delà les couleurs politiques et les identités. C'est pourquoi je la trouve précieuse. Les gens doivent se rendre compte de ce qu'ils sont capables de réaliser en travaillant ensemble. Ils doivent reconnaître ce qui les unit au lieu d'accentuer chaque fois ce qui les divise, comme le font les partis politiques. »



Guy Verhofstadt, chef de groupe des Libéraux-démocrates européens, ELDA

« Je pense que cet exercice est très intéressant du point de vue sociétal, surtout à une époque où les différences idéologiques entre les partis s'estompent. D'autre part, le populisme pointe le nez. Un projet comme le G1000 ne doit pas fournir de prétexte aux politiques pour ne plus prendre leurs responsabilités et se faire l'écho de ce que les gens veulent entendre. Au contraire, le G1000 doit inciter les politiques à développer une nouvelle vision sur la société de demain. »



Fatma, membre de la cellule Bénévoles

« Le plus extraordinaire à mes yeux est le pouvoir mobilisateur du G1000. Dès nos premiers appels, 800 bénévoles ont réagi! A tel point que nous n'arrivions pas à les mettre tous au travail... Depuis, nous nous sommes organisés en cellules (logistique, communication, etc). Et de nouveaux bénévoles continuent d'affluer, avec une énergie positive phénoménale. C'est vraiment porteur! »

Le Soir

« Le rassemblement citoyen G1000 est une première en Belgique, à l'exception de concertations dans l'enseignement francophone. D'autres exemples de démocratie participative ou délibérative menés à l'étranger l'ont inspiré. »



“Le G1000 n'était qu'un début”

LE DERNIER CHAPITRE DU RAPPORT FINAL SUR LE G1000 PARLE INÉVITABLEMENT D'AVENIR. LE G1000 ÉTAIT-IL UNE EXPÉRIENCE UNIQUE DE PARTICIPATION CITOYENNE OU SES AMBITIONS ALLAIENT-ELLES AU-DELÀ? DAVID VAN REYBROUCK ET BENOÎT DERENNE REGARDENT L'AVENIR AVEC CONFIANCE. ET ILS REGARDENT LOIN. “POURQUOI LE SÉNAT NE POURRAIT-IL PAS DEVENIR UNE PLATE-FORME CITOYENNE PERMANENTE?” UNE INTERVIEW.

A Namur, la météo était on ne peut plus belge pour la session d'octobre du panel citoyen: morose et pluvieuse. Heureusement le groupe de citoyens du Panel peuvent compter sur le Parlement wallon pour les abriter contre les intempéries. Le travail et le chômage, voilà les thèmes qu'ils ont choisis quelques semaines auparavant comme étant les principales préoccupations de la société contemporaine. Une communauté très variée, composée de Flamands, de Wallons, de Bruxellois et de germanophones, de personnes hautement et peu qualifiées, de personnes nées ici ou ailleurs, vient écouter dans les nombreuses salles du Parlement les exposés des “personnes-ressources”. Il s'agit d'experts invités à fournir aux participants les informations nécessaires leur permettant de formuler des propositions fondées en matière de politique du marché du travail lors de la rencontre suivante. Celle-ci pourra ainsi devenir la clé de voûte du G1000: un ensemble de choix politiques concrets qui intéresse directement le citoyen.

Or, on ne peut ignorer pas que le risque existe que ce fameux rapport citoyen de la troisième phase du G1000 émette des recommandations qui soient ressenties comme manquant de qualité, comme extrémistes ou comme un copié-collé de ce que nos politiciens mettent déjà en pratique. Le G1000 serait-il alors un échec? Et ce constat sonnerait-il le glas de cette initiative citoyenne pour une meilleure démocratie?

“Au contraire”, répond **David Van Reybrouck**. “Un chercheur n'arrête quand même pas sa recherche parce que les résultats ne lui plaisent pas! Non: il s'attelle à analyser de plus près les différents paramètres. Si c'était effectivement le cas, c'est ce que nous ferions

aussi. Le G1000 constitue une expérience dans une trajectoire beaucoup plus longue. Je dirais même que dans l'hypothèse où les résultats ne répondraient pas à nos attentes, cela devrait nous stimuler davantage à poursuivre notre démarche. Car cela voudrait dire qu'il y a du pain sur la planche."

"Notre démocratie ne connaît plus la confrontation. On peut la comparer au 'chat' sur internet: une forme de communication permettant aux participants de débattre en toute sécurité et sans gêne leurs frustrations derrière leur écran d'ordinateur."

Quel est alors l'objectif du G1000? Organiser un autre Sommet citoyen?

Benoît Derenne: "Il n'y a pas que le G1000. Le Sommet citoyen était destiné à créer un effet de choc, à attirer l'attention des gens sur la nécessité d'une démocratie qui fonctionne mieux. Mais une démocratie innovatrice et inclusive peut aller au-delà des sommets citoyens."

DVR: "Pour nous, le but est d'intensifier la participation des citoyens aux processus de décision. Il y a des méthodes très différentes qui peuvent y conduire. Le G1000 était surtout destiné à faire comprendre que notre démocratie se trouve en état de crise. Qu'il ne suffit plus de demander aux citoyens d'aller voter une fois toutes les x années. Nous en sommes arrivés à une situation où même un Président des Etats-Unis n'a plus que dix-huit mois pour mettre sur pied une nouvelle politique, parce que, après, la cam-

pagne électorale l'attend à nouveau. Voilà ce qu'il faudrait corriger."

BD: "Notre démocratie ne connaît plus la confrontation. On peut la comparer au 'chat' sur internet: une forme de communication permettant aux participants de débattre en toute sécurité et sans gêne leurs frustrations derrière leur écran d'ordinateur. Le citoyen est souvent isolé dans notre type de démocratie et n'est autorisé qu'une fois tous les quatre ans à porter un vote qui est souvent un vote de protestation, de frustration. Nous devons réintroduire cette confrontation entre citoyens et l'installer durablement dans notre approche politique. C'est la seule démarche qui permette de dépasser les conflits."

DVR: "La méfiance s'est installée des deux côtés dans notre démocratie. Les politiques ont pris peur devant les choix parfois irrationnels des électeurs. Et les électeurs crient de plus en plus fort leur impuissance. Ce sont ces cris que nous voulons retransformer en dialogue."

Voilà qui reviendrait à un revirement complet de notre démocratie. N'est-ce pas là un projet trop ambitieux?

DVR: "Non. Nous avons réduit notre démocratie à une série d'élections. C'est là une évolution très récente. Sur les 3000 ans d'histoire qu'a traversés notre démocratie, ce n'est finalement que depuis deux siècles que nous organisons des élections. Le G1000 veut réintroduire le tirage au sort: une personne se fait tirer au sort pour effectuer une tâche civique, comme ce fut le cas lorsque nous avons sélectionné les participants du G1000. Le tirage au sort remonte à la nuit des temps. Le philosophe Jean-Jacques Rousseau distinguait deux types de représentation: l'élection et le tirage au sort. Or, c'est un système que nous avons abandonné. Seule la composition

d'un jury d'assises est encore basé sur ce principe-là."

BD: "En plus, il ne faut pas avoir peur de faire de la Recherche & Développement, même en matière de démocratie. C'est même tout à fait vital si notre démocratie ne veut pas mourir! Regardez les entreprises: celles qui n'innovent pas, font faillite!"

DVR: "C'est tout de même assez incroyable que tout le monde parle de nos jours d'innovation, mais que l'on rechigne à innover dans notre façon de gouverner. C'est vrai que notre objectif est ambitieux. La lutte que nous menons en faveur de la démocratie inclusive est assez comparable à la lutte pour le droit de vote universel il y a plus d'un siècle. A l'époque, personne ne pouvait croire que les femmes et les paysans puissent être capables de voter intelligemment. Aujourd'hui c'est un peu pareil: on prend les électeurs pour des écerclés, comme de petits enfants qui dépendent de ce que l'Etat leur donne. Nous pensons qu'il faut leur rendre le droit de parole, en plus du droit de vote. C'est une mesure qui aurait des effets bénéfiques pour toute notre société."

Je suppose que vous ne voulez pas appeler à la révolution demain?

DVR: "Nous préférons en effet une approche plus douce. Nous souhaitons poursuivre notre démarche sur la base d'une plateforme permanente qui cherche des pistes permettant d'améliorer le fonctionnement de notre démocratie. Tout cela organisé autour de trois concepts-clés: research, creation et outreach. Le premier concept est clair: nous voulons faire connaître les informations scientifiques qui existent. Par creation j'entends, d'une part, nos propres initiatives, comme le G1000 et les prochains événements à venir, et, d'autre part, le rôle de conseiller que nous pourrions assurer auprès des organisations sociales et

des autorités publiques qui souhaitent s'ouvrir à une forme de participation, de la part de leurs membres ou des citoyens en général. Nous voulons mettre notre savoir-faire et nos méthodes à leur disposition dans le cadre de projets concrets. Par outreach nous entendons les démarches que nous pourrions entreprendre pour implémenter les résultats de nos recherches au niveau des autorités publiques et notre aspiration à améliorer le fonctionnement de la démocratie au niveau de l'administration."

BD: "C'est ça qui est crucial maintenant. Nous devons instiller nos idées dans la pratique institutionnelle. Jusqu'ici la plupart des initiatives de citoyenneté innovantes sont restées à la périphérie du système politique. Le défi consiste à inventer de nouvelles manières de connecter les deux mondes. Les conclusions du G1000 n'ont été 'commanditées' que par des citoyens à d'autres citoyens, elles ne sont donc pas contraignantes. Les politiques peuvent (légitimement) les ignorer s'ils le souhaitent. C'est pourquoi nous voulons inclure les politiques dans une telle démarche de recherche et développement: ensemble, citoyens et personnel politique..."

"On prend les électeurs pour des écerclés, comme de petits enfants qui dépendent de ce que l'Etat leur donne. Nous pensons qu'il faut leur rendre le droit de parole, en plus du droit de vote. C'est une mesure qui aurait des effets bénéfiques pour toute notre société."

Comment allez-vous faire pour les convaincre?

BD: “Personne ne peut ignorer cette tendance à une participation citoyenne accrue. En Allemagne il y a des Länder qui sont plus grands que la Belgique qui font systématiquement intervenir des panels citoyens dans la prise de décision dans certains domaines. Au Brésil, une partie déterminée du budget de certaines villes est dépensé en concertation avec un conseil citoyen. Et en Suisse, mon deuxième pays (Benoît a la double nationalité, ndlr), c’est parfois toutes les deux semaines que s’organise une consultation populaire autour de projets locaux ou de sujets plus généraux.”

DVR: “Il faut savoir aussi que la Belgique a déjà un assez beau palmarès en matière de participation! La Fondation Roi Baudouin, l’Institut Société et Technologie (en Flandre) et notre propre Fondation pour les Générations Futures disposent d’une expertise énorme sur ce plan. Les autorités locales manifestent d’ailleurs un vif intérêt pour des initiatives participatives. Cet intérêt au niveau local est un phénomène international et se situe principalement dans le domaine de l’aménagement du territoire: les autorités locales qui souhaitent implanter une industrie, ou changer l’affectation de terrains demandent l’avis des citoyens.”

Donc la participation existe déjà. Regardez l'exemple du Lange Wapper à Anvers. Les autorités publiques organisent la participation.

DVR: “En effet, mais les résultats de la participation ne sont généralement pas contraignants. Regardez par exemple les référendums organisés ces dernières années sur la Constitution européenne ou sur le réaménagement de l’Avenue du Port à Bruxelles. Les propositions sont préparées de A à Z par les autorités pub-

liques et votre choix se limite à venir dire ‘oui’ ou ‘non’. Ce n’est pas ce que nous appelons une vraie participation. Les autorités doivent avoir le courage de s’adresser parfois au citoyen avec une feuille blanche. Elles doivent pouvoir abandonner le contrôle. D’ailleurs, cela vaut pour nous aussi... Vous savez, quand nous avons constaté que l’immigration était un des thèmes considérés comme cruciaux par les citoyens participants, nous avons eu peur que des solutions extrémistes soient proposées. Or les experts nous disaient: “Faites confiance au processus.” Et, à la fin, la discussion a effectivement débouché sur des recommandations rationnelles et utilisables. Donnez aux citoyens l’occasion de participer à la réflexion et ils la saisiront.”

BD: “Je n’ai jamais été déçu par les citoyens. Jamais. Ni au G1000, ni dans des projets passés. Mais la méthode doit être appropriée. La participation ne peut fonctionner que si le groupe des participants est diversifié et n’a pas nécessairement choisi d’intervenir. Voilà ce qui manque aux autres initiatives, y compris les référendums! Dans ces cas-là, ce sont généralement les personnes motivées, qualifiées, politiquement actives qui participent plus que d’autres. Ce qui mène à des résultats biaisés. Or, trouver la bonne méthode est plus difficile qu’il n’y paraît et cela dépend aussi du projet concret. C’est pourquoi le G1000 a été si important; c’était une expérience qui nous a permis de vérifier si la méthode portait des fruits.”

Est-ce que la plate-forme continuera à reposer sur des bénévoles?

DVR: “Les bénévoles seront toujours bienvenus. Mais nous devons évoluer vers une structure plus permanente reposant sur des fonctions rémunérées. En tant qu’acteurs impliqués dans l’innovation démocratique, nous comptons sur un soutien financier.

Après tout, les bureaux d'études des partis politiques sont financés pour les mêmes motifs.”

BD: “Ajoutons que le financement des activités entreprises jusqu’ici est assuré.”

D’ici dix ans, quel sera l’état de la démocratie?

BD: “Ouf! Dix ans, c’est court à mon avis. Nous travaillons déjà depuis dix ans et les progrès sont lents. Je propose que, dans les années à venir, l’on demande aux politiques comment ils conçoivent la participation des citoyens dans le système démocratique. Qu’on leur donne à eux aussi l’occasion de participer. Après tout, ce sont aussi des citoyens.”

DVR: “A plus long terme, trente ans disons, je vois deux processus se profiler. D’une part, une démocratie horizontale reposant de plus en plus sur des formes de participation des citoyens; d’autre part, les autorités qui impliqueront de plus en plus les citoyens dans la prise de décision. Au départ, cela se fera occasionnellement, comme par exemple autour de la réforme des pensions et de la politique d’immigration. A plus long terme, cette implication est appelée à devenir plus structurelle”

BD: “Pourquoi ne pas concevoir notre Sénat – qui est déjà une chambre de réflexion – comme une plate-forme citoyenne permanente? Une enceinte où des citoyens tirés au sort se rencontrent et participent pendant trois mois environ à l’élaboration des politiques. Une sorte de service civil rémunéré, comme un jury d’assises, qui ne vise pas à juger des crimes, mais à baliser l’avenir. Si la représentation du peuple peut adopter de multiples formes, pourquoi ne pourrait-on pas concevoir une Chambre des représentants composée d’élus et un Sénat composé de citoyens tirés au sort? Voilà ce que pourrait être une démocratie sur le long terme...”

■ DIX MALENTENTUS SUR LE G1000

1 "LE G1000 EST CONTRE LA DEMOCRATIE PARLEMENTAIRE..."

Non. Le G1000 est un allié de la démocratie parlementaire et tente de la renforcer par de nouvelles formes de participation citoyenne. Une démocratie parlementaire qui refuse de se réinventer, voilà ce qui est dangereux à nos yeux!

2 « ... OU DU MOINS CONTRE LES ELECTIONS. »

Non plus. Nous trouvons que les élections constituent un instrument important de la démocratie, mais pas le seul instrument. Le G1000 tente de le compléter par d'autres instruments de participation citoyenne. Dans un univers connecté par internet, il ne suffit pas de voter une fois toutes les x années.

3 « LE G1000 EST UN PARTI POLITIQUE. »

Non. Le G1000 est une initiative citoyenne qui œuvre pour un meilleur fonctionnement de la démocratie par la voie d'une participation citoyenne accrue. Nous ne reprochons rien aux partis politiques. Nous reconnaissons le rôle qu'ils jouent et nous croyons qu'une participation constructive de la part de citoyens tirés au sort peut les assister dans la recherche de compromis honorables. Et nous ne deviendrons jamais un parti politique.

4 « LE G1000 EST FLAMAND. »

Faux, mais compréhensible. Quand le G1000 a entamé ses activités en 2011, les initiateurs flamands étaient plus visibles (Francesca Vanthielen, Dave Sinardet, David Van Reybrouck) que les initiateurs wallons, bruxellois ou germanophones. C'est pourquoi l'initiative a bénéficié au départ d'une couverture médiatique plus importante du côté flamand. Cela dit, dès le début, le projet a fait appel à des personnes appartenant aux trois communautés linguistiques de notre pays. Tout ce que nous faisons aujourd'hui est fait en trois, voire quatre langues.

5 « LE G1000 EST BELGICAIN. »

Faux, mais compréhensible. Comme le G1000 a entamé ses activités pendant la longue crise gouvernementale, nombreux sont ceux qui ont pensé que le G1000 avait été conçu pour sauver la Belgique. Or nous avons toujours dit et, nous le répétons aujourd'hui, que le G1000 n'a pas pour vocation de sauver ou tuer la Belgique, mais bien de donner un nouvel élan à la démocratie, quel que soit le niveau envisagé. Nous croyons qu'un groupe de citoyens délibérant ensemble peut faire la différence pour la communauté dans laquelle ils vivent et ce au niveau local, provincial, régional, national, voire international.

6 « LE G1000, C'EST NAIF. »

Non. Nos initiatives sont basées sur des expériences solides acquises à l'étranger et sur la recherche scientifique internationale. Toutes nos activités s'intègrent dans une méthodologie précise. Cela n'est pas une garantie de succès, mais notre approche démontre que la réflexion sur un meilleur fonctionnement de la démocratie n'est pas un rêve lointain. Les observateurs internationaux qui ont assisté au G1000 ont d'ailleurs tous loué la qualité du processus (voir leur rapport en annexe).

7 « LE G1000 EST TROP CHER. »

Ça dépend. Le budget du G1000 s'élevait à 450.000 euros, une somme considérable. Organiser des élections coûte environ 10 millions d'euros. Le prix de la non-démocratie n'est certainement pas plus bas que le prix de la démocratie. De plus, le G1000 se trouvait dans la phase d'innovation. Un prototype est toujours cher. Le coût des prochaines délibérations citoyennes sera vraisemblablement plus modeste. Comme c'est souvent le cas pour le prix des voitures et des ordinateurs.

8 « LES CITOYENS NE PROPOSENT RIEN D'AUTRE QUE LES PARTIS POLITIQUES. »

Les expériences internationales démontrent que les citoyens sont susceptibles de proposer des idées innovatrices, mais il arrive en effet qu'ils ne fassent que répéter ce que les politiciens prétendent depuis longtemps. Mais même ce cas de figure a son utilité: il permet de voir quel est le soutien du public pour certaines mesures. Apprendre ce que le citoyen pense, indépendamment des intérêts partisans est une expérience utile.

9 « LES CITOYENS NE SONT PAS CAPABLES DE FAIRE DE LA POLITIQUE. »

Faux. A condition de leur donner du temps, de l'information et une marge de manœuvre, les citoyens sont tout à fait capables de trouver des solutions. Ils n'ont peut-être pas les connaissances ou l'expérience des politiques professionnels, mais ils ont un atout majeur: la liberté. Ils n'ont pas besoin d'être élus ou réélus et éprouvent donc moins de contraintes dans la recherche d'une solution.

10 « EN S'ASSEYANT CONFORTABLEMENT AUTOUR D'UNE TABLE, ON EVITE TOUT CONFLIT. »

C'est un risque réel. La participation citoyenne peut en effet créer l'illusion qu'il existe un consensus rationnel pour tous les problèmes, ce qui n'est pas le cas. Une démocratie ne coïncide pas avec le consensus; elle est également basée sur le conflit. Vivre ensemble implique que l'on fasse des choix clairs. Le G1000 n'entend pas escamoter le conflit, mais ne veut pas non plus polariser. C'est ce qui se passe trop souvent aujourd'hui. La démocratie ne consiste pas à résoudre les conflits, mais à les gérer. Voilà la pensée qui inspire tout notre travail.

De Morgen

« Aussi simple qu'ambitieux. »



Yvonne Zonderop, auteur et journaliste

Yvonne Zonderop a consacré le dernier chapitre de son livre Polderen 3.0: Nederland en het algemeen belang (2012) au G1000. Elle estime que c'est « un exemple parfait » d'une méthode contemporaine pour stimuler l'intérêt général.



Gerdi Verbeet, Présidente de la Deuxième Chambre aux Pays-Bas

*Gerdi Verbeet s'est répandue en louanges pour le G1000 dans son livre récent *Vertrouwen is goed maar begrijpen beter: over de vitaliteit van de parlementaire democratie*: « Je suis impressionnée par la tentative entreprise par les organisateurs du G1000 afin de relancer le processus démocratique. Le G1000 se greffe sur une méthode développée aux Etats-Unis et dans les pays scandinaves et mise en œuvre depuis dans de nombreux pays. Un échange de vues intensif avec des experts permet parfaitement aux citoyens ordinaires de porter un jugement sensé sur des thèmes complexes, qui peut servir de base aux travaux parlementaires. C'est une idée que je souhaiterais voir réalisée (...). La chambre devrait adopter une attitude proactive à cet égard. La société doit être impliquée dans les décisions qui concernent l'ordre du jour du Parlement. »*

Ronny, organisateur du G-Off Bruges et bénévole de la cellule Logistique

« Je crois dans la participation citoyenne, d'où mon engagement pour le G1000, d'abord en tant qu'organisateur du G-Off à Bruges (un groupe de participants à distance du Sommet citoyen, dont les membres se réunissent toujours pour débattre de l'avenir de la démocratie ; ensuite en tant que responsable de la cellule logistique. Je crois dur comme fer en cette initiative organisée pour et par les citoyens! »



■ LE RAPPORT DES OBSERVATEURS INTERNATIONAUX

« ALORS QUE LES DÉMOCRATIES EUROPÉENNES SONT EN CRISE, LE G1000 MONTRE UNE VOIE POSSIBLE. »

Une équipe de neuf observateurs internationaux a été invitée à observer le sommet citoyen G1000. Le groupe était composé de professeurs d'université, ainsi que de praticiens expérimentés. Ils étaient sans exception des penseurs critiques et des experts universellement reconnus de la participation politique. Ils ont assisté toute la journée au sommet citoyen et ont eu accès à toutes les ressources et à tous les documents utiles. Ils ont été autorisés, à l'aide d'un interprète qui assurait la traduction vers l'anglais, à interviewer les participants, les facilitateurs, les experts, les bénévoles et les membres du comité d'organisation. Chacun des observateurs a fait état de ses impressions au comité d'organisation. Le présent rapport est une synthèse de leurs commentaires et observations.

■ INTRODUCTION ET REMERCIEMENTS

En tant qu'observateurs internationaux du sommet citoyen G1000 nous tenons à témoigner notre reconnaissance envers les organisateurs pour nous avoir donné l'occasion de suivre de si près cette expérience démocratique et délibérative courageuse. Une expérience qui a réuni des centaines de personnes dans le cadre d'une initiative délibérative qui avait pour but de débattre de thèmes sociaux et économiques importants et de prendre des décisions sur ceux-ci. L'expérience fut unique pour nous. L'enthousiasme et l'engagement réel des participants, des bénévoles et des organisateurs faisait chaud au cœur et constitue une source d'inspiration. Nous croyons que cette initiative a jeté les bases pour l'élaboration ultérieure d'un modèle démocratique. Nous tenons avant tout à remercier les initiateurs de nous avoir invité à évaluer le G1000.

L'accueil qui nous a été réservé fut chaleureux et nous avons été initié sans heurts au processus du G1000. Nous n'avions pas tous les compétences linguistiques nécessaires pour suivre les débats des participants en direct, mais le dispositif d'interprétation mis à notre disposition nous a permis de prendre connaissance de leur contenu et nous avons, dans l'ensemble, constaté avec plaisir que le G1000 se déroulait dans un esprit d'ouverture et de transparence. Aussi avons-nous pu établir le présent rapport. En synthétisant nos conclusions, nous dirions que, dès le début, notre appréciation globale du processus était très positive. Nous apprécions surtout le fait que le G1000 soit un projet indépendant, impartial, inclusif et volontaire. C'est un projet construit par des citoyens qui veulent témoigner de leur préoccupation sur la société dans laquelle ils vivent et qui ont fait preuve d'une réelle détermination et d'une vision très forte.

■ LES PARTICIPANTS

Ce qui nous a impressionné le plus, c'est la diversité des participants sur le plan du sexe, de l'âge, des préférences politiques et des contextes sociaux, professionnels et culturels. Nous avons également été impressionnés par la mesure dans laquelle les différentes croyances étaient représentées et par la représentation équilibrée des différentes communautés linguistiques de la Belgique. Chaque participant que nous avons interviewé se sentait honoré de pouvoir participer à ce nouveau démocratique. Beaucoup estimaient qu'il était grand temps que la Belgique soit dotée d'un nouveau type de démocratie. L'ambiance parmi les participants était partout très positive. Ils disaient avoir une foi inébranlable dans leur propre capacité à formuler des recommandations politiques réalisables. Les participants estimaient que les thèmes, les propositions et les décisions émanant de leurs tables ont été correctement rassemblés par le bureau central et que la synthèse présentée lors de la plénière reflétait adéquatement les débats qu'ils avaient menés. Il serait intéressant de demander aux facilitateurs de table s'ils confirment ou non ces impressions. Le programme étant minuté, certains participants estimaient n'avoir pas eu assez de temps pour réfléchir au thème et pour clore adéquatement le débat. L'intervention des facilitateurs de table a été reconnue comme très positive, surtout les efforts qu'ils consentaient constamment pour assurer que la discussion se déroule dans une ambiance respectueuse, reste focalisée et implique tous les participants. L'input des experts était considéré par la plupart comme objectif, même si nous avons entendu certains participants se préoccuper du fait que les idées présentées puissent être préconçues. Nous sommes d'avis que toute personne connaissant le français ou le néerlandais a eu l'occasion de suivre sans obstacle majeur tous les stades du G1000 et de s'engager comme participant ou comme bénévole. Grâce au G-Home, au dispositif en ligne et aux G-Offs, le processus délibératif n'est pas resté la chasse gardée des participants sélectionnés présents à Bruxelles. Les bruits de fond de la salle bourdonnante nous ont parfois empêchés de bien suivre la traduction des présentations faites par les experts. Nous pensons que c'est aussi le cas des participants. Or, dans l'ensemble, la complexité linguistique du processus a été adéquatement gérée grâce à la combinaison d'une présentation en français avec diapositives en néerlandais ou vice versa. L'enregistrement et l'accueil des participants étaient bien organisés et tous les autres aspects du processus se sont déroulés sans problèmes. Compte tenu du nombre de participants et des dimensions de la salle, la pression sonore était moins importante que prévu. Cela dit, des problèmes sonores ont été rapportés entre certaines tables et certains participants se sont plaints de ne pas entendre suffisamment bien d'autres participants assis à la même table. Ce sont avant tout des participants plus âgés qui ont eu plus de mal à suivre les débats.

Au final, il est permis de conclure que le G1000 est un énorme succès aux yeux des participants, en dépit de quelques problèmes et défis mineurs.

■ LES EXPERTS

L'interprétation simultanée vers l'anglais des exposés sur les principes de base nous a permis de bien comprendre le contexte thématique des débats. Ce que nous avons entendu nous mène à conclure que ces exposés penchaient légèrement d'un

côté du spectre politique: les experts invités à introduire chacun des trois thèmes les approchaient d'une perspective orientée à gauche. Leur input ne représente dès lors pas nécessairement la diversité des perspectives existant autour des thèmes choisis. Comme la représentativité des perspectives au niveau des experts constitue un élément crucial d'un processus délibératif légitime et fiable, l'input offert nous paraît constituer une faiblesse du G1000. Le libre accès aux biographies des orateurs aurait pu contribuer à contextualiser leurs exposés sur les principes de base. Cela dit, il faut également signaler que l'impact des exposés sur les résultats des votes semble limité. Les résultats témoignent clairement d'une position au milieu du spectre politique ou, du moins, ne présentent aucune corrélation précise avec la position des experts. Le risque potentiel semble donc avoir été évité : les experts n'ont pas eu d'incidence majeure sur la façon dont les propositions ont été cadrées et les participants ne se sont pas uniquement basés sur les propositions qui leur avaient été faites. Néanmoins, nous pensons que les exposés sur les principes de base auraient pu être plus diversifiés, dans le but de placer les discussions aux tables dans un cadre plus large. Nous pensons qu'un input plus diversifié, notamment en matière de distribution des richesses, aurait été salutaire et aurait créé l'espace nécessaire à la formulation de propositions originales et non conventionnelles.

■ LE G1000 COMME UNE FORME DE POLITIQUE

Nous avons compris que le but du G1000 consistait à être un outil qui complète la démocratie parlementaire ou représentative et à donner un nouvel élan aux discussions sur la politique en Belgique. Compte tenu des interventions en fin de journée faites par les présidents des différents parlements en Belgique, nous pouvons conclure que l'initiative a suscité chez eux du respect. L'un d'entre eux l'a exprimé avec la formule suivante : 'Nous n'avons pas le monopole des idées ou des solutions'. Or, le G1000 a également suscité un certain inconfort parmi les politiciens par rapport à la légitimité de leurs positions et de leurs décisions. Réussir à convaincre les représentants politiques des avantages d'une cogestion délibérative restera donc un défi majeur.

■ LE PROCESSUS

Nous avons été impressionnés par le pouvoir mobilisateur des organisateurs du G1000, notamment vis-à-vis des nombreux bénévoles, participants et médias. La puissance de la réaction à l'appel public lancé par les organisateurs peut certes être imputée aux efforts de communication consentis par les organisateurs, ainsi qu'à la diffusion des informations et à leurs plaidoyers. En même temps, elle prouve aussi que les idées qui constituent la base du G1000 touchent une corde sensible. Le succès reflète l'impatience qui anime les citoyens d'être impliqués dans de nouvelles formes d'engagement politique leur permettant d'avoir une voix au chapitre. Le déroulement impeccable et minuté du processus était impressionnant. La précision quasi militaire du transfert des conclusions de chaque table au bureau central a permis un déroulement cohérent de l'ensemble du processus depuis la présentation des thèmes jusqu'à la préparation des votes en passant par la préparation des diapos. Cette cohérence prouve que la préparation et l'exécution de cet événement étaient portées par un grand nombre de personnes compétentes disposant de moy-

ens et de capacités différents et pouvait aussi compter sur la présence de technologies fiables, comme par exemple les boîtiers de vote et les techniques visuelles. Un désavantage important lié à une telle programmation concerne la nécessité d'une gestion strictement top-down au niveau des tables comme au niveau du bureau central. Celle-ci a pu influencer les résultats, ou du moins a pu les restreindre. Comme le bureau central disposait du pouvoir de déterminer les options politiques destinées au vote en rassemblant la multitude de propositions élaborées aux tables, son impact éventuel ne doit pas être sous-estimé. Nous estimons que le processus aurait dû se dérouler avec plus de transparence et de clarté encore, notamment pour les participants. Les participants n'ont pas toujours compris comment les propositions ont été positionnées et préparées pour le vote. La créativité des délibérations a également été freinée par le fait que les informations venant des tables étaient systématiquement liées à un nombre limité de propositions distillées des exposés tenus par les experts sur les principes de base. Ceci dit, nous pensons que l'application par le bureau central d'une approche de grounded theory et les tests de fiabilité effectués avec succès confèrent au processus un degré élevé de validité et ont mené à un regroupement fiable des propositions. Comme nous l'avons déjà écrit, les participants partageaient notre appréciation sur la validité. En ce qui concerne les thèmes, nous estimons que la décision qui a consisté à traiter quatre thèmes différents en une seule journée a limité la capacité des participants à assimiler chacun des thèmes dans toute sa complexité. Aucune information thématique préalable au G1000 n'a été mise à la disposition des participants. Un nombre plus limité de thèmes aurait pu mener à de meilleures propositions et à des propositions plus adaptées. Une deuxième assemblée plénière permettant aux participants d'approfondir la discussion et de comparer les résultats des discussions de différentes tables auraient pu donner de meilleurs résultats. Nous tenons cependant à souligner que nous ne disposons d'aucune preuve concrète confirmant que le bureau central ou les organisateurs auraient trop pesé sur le regroupement des propositions. L'approche bottom-up consistant à identifier trois thèmes différents pour le G1000 en partant des milliers de thèmes différents et des votes de plusieurs milliers de citoyens a débouché sur un franc succès. L'encadrement, la synthèse et le regroupement de milliers d'idées effectués dans le but d'arriver à une liste de 25 thèmes auraient cependant dû être plus transparents et la méthode aurait dû être explicitée. Cette explicitation pourrait également fournir des informations intéressantes sur l'équipe chargée du regroupement et de l'encadrement, dans la mesure où le contexte socio-économique et démographique de ces personnes a pu influencer le processus. Il faut dire que le site web très convivial fournit déjà un grand nombre d'informations sur le manifeste, les principes, les mécanismes de la collecte de fonds, le plan de travail et d'autres aspects du processus et assure ainsi une très grande transparence.

Le succès du G1000 doit beaucoup à la présence de plusieurs centaines de bénévoles assurant le catering, le service aux tables, le bon déroulement des pauses et la garderie d'enfants. Leur engagement n'était pas seulement crucial lors du G1000, mais aussi lors du processus de recrutement dans son ensemble. La gestion des bénévoles fut un succès aussi. La dénomination G1000 constituait un risque. Les sommets appelés G débouchant généralement sur des échecs et s'accompagnant souvent de manifestations importantes et parfois violentes, le risque de connotations négatives était réel. Or celles-ci n'ont jamais pesé sur le processus. L'équipe du G1000 a réussi à assurer l'indépendance du processus vis-à-vis des bailleurs de fonds en limitant la contribution individuelle maximale à 7% du budget du projet.

Bref, le G1000 répond à toutes les normes internationalement reconnues en matière de processus délibératifs organisés au sein de grands groupes aussi bien sur le plan de la sélection des participants que sur celui du regroupement des thèmes et des propositions.

■ LES FACILITATEURS

Nous avons constaté que, malgré les conditions difficiles (longues heures de travail, niveau de compétences et capacités très différents parmi les participants, environnement bruyant et stressant, différences linguistiques, ordre du jour serré), le travail des facilitateurs du G1000 était excellent. Nous avons été impressionnés par leur travail. Ils constituaient indiscutablement un atout majeur pour l'organisation, surtout qu'ils travaillaient bénévolement. Les méthodes participatives qu'ils appliquaient ont permis une participation active, une appropriation des thèmes par les participants et l'obtention de résultats collectifs. Les facilitateurs maîtrisaient une gamme diversifiée de méthodes et de techniques de travail qui a permis aux participants, y compris les participants qui n'avaient pas l'habitude de parler en public, de suivre le processus activement et sans obstacles. Les facilitateurs présentaient et expliquaient clairement le processus d'une discussion autour de la table et accompagnaient les participants d'un bout à l'autre du processus. Le matériel d'écriture et d'autres fournitures, telles que des flip charts mobiles, étaient disponibles en quantité suffisante, utiles et ont été effectivement beaucoup utilisés. Le fait qu'à la fin de la journée, les participants ont applaudi longtemps et chaleureusement le travail des facilitateurs témoignait de l'appréciation qu'ils avaient pour celui-ci. Nous recommandons de rassembler les expériences des facilitateurs. Leur perception de la dynamique de groupe et du contenu des débats est très importante pour l'évaluation du G1000, comme du G32. Malgré le peu de temps qu'il y a eu pour les préparer et les briefer à la veille de l'événement, la plupart des facilitateurs se sentaient bien préparés, grâce notamment à leurs activités et expérience professionnelles. Ils ont été la clé du succès du G1000, ainsi que les dispositifs visuels.

■ LE G32

Nous estimons qu'il est important de donner au G32 le temps et l'occasion de bien comprendre la complexité des thèmes abordés et que l'on fournisse tous les efforts possibles pour que les participants puissent garder le contrôle de l'ordre du jour des discussions, sans le céder au comité d'organisation. Nous recommandons également d'informer les dirigeants politiques sur le G32 afin que celui-ci bénéficie pleinement de leur soutien et que les résultats du G32 soient intégrés aux débats au niveau de la prise de décisions. Nous estimons qu'il est très important que toutes les informations recueillies par le bureau central lors du G1000 soient transférées au G32 et qu'elles soient prises en comptes par celui-ci. Ceci permettra d'évaluer la qualité du processus de regroupement et de déterminer dans quelle mesure le regroupement couvre toutes les options politiques identifiées lors du G1000. Nous recommandons de continuer à garantir un degré élevé de transparence au niveau du G32 et de donner à ceux qui n'y participent pas l'occasion de continuer à se renseigner sur le processus et les résultats. La décision d'impliquer les participants des G-Homes et des G-offs dans le processus du G32 est positive : elle assure un soutien plus large au projet.

Compte tenu de la couverture médiatique nationale et internationale dont le G1000 a bénéficié, les organisateurs devraient s'efforcer d'inviter les femmes et hommes politiques à formuler des réactions sur le processus. Il est important de prévoir comment les propositions affecteront les politiques, notamment celles que le G32 formulera. Il serait peut-être avisé d'organiser un nouvel événement médiatique réunissant les représentants politiques pour débattre des résultats finals. Cela permettrait au G1000 d'inciter les représentants élus à expliquer leurs choix politiques et de prendre leurs responsabilités vis-à-vis des résultats du processus. Cela permettrait, à son tour, de répondre aux attentes des participants et d'éviter certaines frustrations. Nous recommandons également d'utiliser les expériences et les résultats du G1000 pour améliorer les processus participatifs en général, leurs résultats et leur impact. Compte tenu de l'investissement financier et logistique important lié à la méthode participative, il convient de développer une forme de plateforme avec le niveau politique qui garantisse la prise en compte des résultats.

Quant au contenu des discussions, il convient d'analyser quels sont les sujets qui sont les plus adaptés à des délibérations de masse et de déterminer la plus-value de tels processus, notamment lorsque les sujets sont sensibles. Il est aussi conseillé de s'informer auprès des participants en leur demandant quels étaient leurs sentiments, leurs motivations pour participer et leurs expériences personnelles au G1000. Les informations recueillies pourraient ainsi constituer une réelle plus-value. Lorsque nous parlions avec des participants, nous nous rendions compte qu'ils n'avaient pas d'idée très claire du pourquoi du G1000 et que leur participation reposait sur des motivations très différentes. Un thème récurrent dans nos conversations était le sentiment général d'insatisfaction devant la façon dont la démocratie s'organise en Belgique. Le G1000 pourrait contribuer à définir quel type de démocratie convient pour satisfaire les besoins de citoyens dans notre société contemporaine.

Rapporteur de l'équipe d'observateurs internationaux
Martin Wilhelm (Citizens for Europe, Allemagne)

Autres membres de l'équipe

Ida Andersen (Danish Board of Technology, Danemark)

Prof. dr. David Farrell (University College Dublin, Irlande)

Dr. Clodagh Harris (University College Cork, Irlande)

Prof. dr. Richard Stilmann II (University of Colorado Denver, USA)

Dr. Julien Talpin (Ceraps/Université de Lille 2, France)

Prof. Dr. Jean Tillie (Université d'Amsterdam, Pays-Bas)

Cécile Le Clercq (représentante de la Commission européenne)

Joana Vieira da Silva (représentante de la Commission européenne)

Le 11 juin 2011, le Manifeste du G1000 a été publié dans cinq journaux nationaux. Les 27 premiers signataires étaient les fondateurs de l'initiative. Plus de 10.000 autres signataires les ont rejoints dans les semaines suivantes.



Didier Caluwaerts

(Louvain, 1983) est doctorant à la VUB. Ses recherches portent sur la démocratie dans les sociétés hautement divisées.

Langue maternelle: néerlandais.



Sigrid Bousset

(Bruxelles, 1969) est dramaturge et organisatrice d'événements littéraires. Elle vient de publier *Meer dan ik mij herinner*, un livre de conversations avec Ivo Michiels. Langue maternelle: néerlandais.



Martin De Wulf

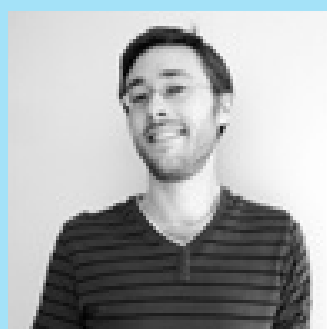
(Bruxelles, 1978) Docteur en informatique / développeur web. Intéressé par les usages socialement innovants de la technologie.

Langue maternelle: français.



Benoît Derenne

(Lobbes, 1962) a créé et dirige la Fondation pour les Générations Futures depuis 1998. Celle-ci soutient les porteurs d'initiatives durable en Belgique et en Europe. Langue maternelle : français.



Louis De Visscher

(Bruxelles, 1980) est graphiste et licencié en information et communication.

Langue maternelle: français.



Christophe Gérard

(Bruxelles, 1980) est développeur web.
Langue maternelle: français.



Fatma Girretz

(Luxembourg, 1968) est licenciée en philologie germanique, médiatrice culturelle et créatrice théâtrale.

Langue maternelle : allemand.



Paul Hermant

(Charleroi, 1957) est co-fondateur d'Opération Villages Roumains et de Causes Communes, chroniqueur radio.

Langue maternelle : français.



Maud Hagelstein

(Waremme, 1980) est chargée de recherches au F.R.S.-FNRS. Elle travaille dans le domaine de la philosophie de l'art et de la culture à l'université de Liège. Langue maternelle : français.



Dries Heyman

(Poperinge, 1977) dirige Wow Communication. Langue maternelle: néerlandais.



Dirk Jacobs

(Bruges, 1971) est professeur ordinaire de sociologie à l'Université Libre de Bruxelles.

Langue maternelle: néerlandais.



Meryem Kanmaz

(Beringen, 1971) est politologue.

Langue maternelle: néerlandais/turc.



Cato Léonard

(Anvers, 1967) est managing partner de Glass-roots, une société spécialisée en Stakeholder Engagement.

Langue maternelle: Néerlandais



Gautier Platteau

(Courtrai, 1980) est éditeur et organisateur de l'exposition "Portrait 1989-2009" de Stephan Vanfleteren.
Langue maternelle: néerlandais.



Patrick N'siala Kiese

(Kinshasa, 1980) est activiste et membre de la diaspora congolaise.
Langue maternelle: lingala.



Jim Seynaeve

(Mouscron, 1966) est manager artistique et entrepreneur créatif.
Langue maternelle: néerlandais.



Min Reuchamps

(Séoul, 1982) est chercheur du Fonds de la Recherche scientifique-FNRS au Département de science politique de l'Université de Liège.
Langue maternelle : français.



Dave Sinardet

(Anvers, 1975) est politologue à la VUB et l'Université d'Anvers. Il est également chroniqueur dans De Standaard et Le Soir.
Langue maternelle: néerlandais.



Vincent Engel

(Uccle, 1963) est écrivain, auteur d'une vingtaine de romans, et professeur de littérature et d'histoire (UCL et Ihecs). À ses heures, chroniqueur et dramaturge.
Langue maternelle: français.



Adinda Van Geystelen

est directrice artistique active dans le secteur culturel.
Langue maternelle: néerlandais.



Sébastien Van Drooghenbroeck

(Charleroi, 1973) est Professeur en droit aux Facultés Universitaires Saint-Louis, où il enseigne notamment le Droit constitutionnel et le Droit des droits de l'Homme. Langue maternelle : français.



Jonathan Van Parys

(Louvain-la-Neuve, 1982) coordonne HackDemocracy.Org à Bruxelles et a été co-initiateur de PublishTheNote.Be. Langue maternelle: français.



Lieselot Vandamme

(Brasschaat, 1979) est productrice de télévision et a travaillé sur des programmes comme Vispa, Bouwmeesters, Panorama et De Grootste Belg. Langue maternelle: néerlandais.



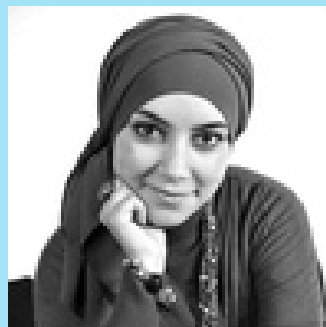
Myriam Stoffen

est directrice de la Zinneke Parade. Langue maternelle: néerlandais.



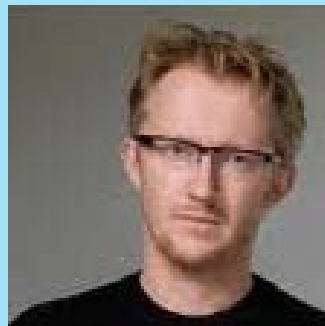
Francesca Vanthielen

(Eeklo, 1972) est actrice et présentatrice à VTM. Langue maternelle: néerlandais.



Fatima Zibouh

(Berchem-Sainte-Agathe, 1981) est doctorante en sciences politiques et sociales à l'Université de Liège. Langue maternelle : français.



David Van Reybrouck

(Bruges, 1971) est l'auteur, entre autres, de Missie et Congo. Een geschiedenis. Il est également président de PEN Vlaanderen. Langue maternelle: néerlandais

■ LES COLLABORATEURS DU G1000

COORDINATION GENERALE

Benoît Derenne
Cato Léonard
Min Reuchamps
David Van Reybrouck

DIRECTRICE DE CAMPAGNE

Cato Léonard

PORTE-PAROLLES

Benoît Derenne
David Van Reybrouck
Francesca Van Thielen

RELATIONS INTERNATIONALES

David Van Reybrouck
Peter Vermeersch

CELLULE METHODOLOGIE

COORDINATION

Min Reuchamps

RECHERCHE

Didier Caluwaerts
Jérémy Dodeigne
Dirk Jacobs
Dave Sinardet
Sébastien Van Drooghenbroeck
Peter Vermeersch

RAPPORTEURS

Christophe Bell
Vincent Jacquet
François Xavier Lefebvre
Margot Van de Put

CONTACT PARTICIPANTS

Nathalie Goethals

ANALYSE DES DONNÉES

Didier Caluwaerts
Sarah Carpentier
François Ghesquière
François Xavier Lefebvre
Jan Keustermans
Vincent Vandermeeren
Peter Van Praet

RAPPORTEURS-SUPPORT

Didier Caluwaerts

Aurélie Leflere

ACCOMPAGNEMENT DU PROCESSUS PAR LES CONSULTANTS EXTERNES

Stéphane Delberghe

Mark Hongenaert

Stef Steyaert

CELLULE COLLECTE DE FONDS

Benoît Derenne

Cato Léonard

David Van Reybrouck

CELLULE COMMUNICATION INTERNE ET EXTERNE

COORDINATION & CONTENU

Miriana Frattarola

Geertrui Heyvaert

Lieve Van den Broeck

SITE WEB

Paul Barbieux

Lieve Van den Broeck

David Van Reybrouck

NEWSLETTER

Geertrui Heyvaert

VIDÉO

Atelier en Tik

Gérard Lambot

Jean-Luc Tillière

CONSEIL

Marc Michils

COORDINATION TRADUCTION

Bart Defrancq

Geertrui Heyvaert

Véronique Philips

PUBLICATION FINALE (CONTENU & PRÉSENTATION)

Christophe Bell

Charlotte Bonduel

Martine Deré

Benoît Derenne

Miriana Frattarola

Aline Goethals

Fatma Girretz

Inge Henneman

Jelle Henneman

Ken Lambeets

Jelle Meys

Min Reuchamps

Emilie Roell

Jean-Luc Tillière
Iyallola Tillieu
Lieve Van den Broeck
David Van Reybrouck

MISSIONS SPÉCIALES

Charlotte Bonduel
Emmy Deschuttere
Jonathan Van Parys

CELLULE LOGISTIQUE

RESTAURATION, ÉQUIPEMENT, TRANSPORT ET COORDINATION

Ronny David
Aline Goethals
Raf Knops
Alice Naveau
Vincent Vandermeeren

ORGANISATION CÉRÉMONIE DE CLÔTURE

Aline Goethals
Raf Knops
Alice Naveau
Vincent Vandermeeren

CELLULE VOLONTAIRES

Fatma Girretz
Benjamin Rieder
Pierre-Yves Ryckaert
Fatima Zibouh

CELLULE TRADUCTEURS ET INTERPRÈTES

Astrid Baeten
Philippe Beck
Joris Beckers
Evelyne Bellemans
Bart Defrancq
Mark De Geest
Douchka De Groote
Yves Dejaeghere
Ellen Devlaeminck
Céline Dubois
Fatma Girretz
Aline Goethals
Petra Heylen
Thierry Jiménez-Scholberg
Vincent Larondelle
Pauline Lemaire
Stefaan Maes
Karel Platteau
Véronique Philips
Reinhilde Pulinx
Christoph Raudonat
Patrick Rondou

Gerda Schaut
Rudi Thomassen
Heleen Touquet
Brunhilde Vandenbulcke
Annelies Van Hauwermeiren
Simon Van de Sande
Didier Vandevoorde
Peter Van Praet
Ruth Van Wassenhove
Peter Vermeersch
Dirk Verbeeck
Georg Weinand

... et tous les volontaires qui ont travaillé dur et ne sont pas nommés ici par oubli!

MEMBRES DE L'ASSEMBLEE GENERALE DU G1000

Vincent Alsteen, Charlotte Bonduel, Sigrid Bousset, Didier Caluwaerts, Ben Caudron, Ronny David, Bart Defrancq, Benoît Derenne, Emmy Deschuttere, Bernadette De Bouvere, Louis De Visscher, Martin De Wulf, Jérémy Dodeigne, Vincent Engel, Miriana Frattarola, Christophe Gérard, Fatma Girretz, Aline Goethals, Nathalie Goethals, Maud Hagelstein, Inge Henneman, Paul Hermant, Dries Heyman, Geertrui Heyvaert, Anne-Sophie Igot, Dirk Jacobs, Vincent Jaquet, Raf Knops, Hubert Laterre, Jean-Michel Lebrun, François Xavier Lefebvre, Aurélie Leflere, Cato Léonard, Ewoud Monballiu, Alice Naveau, Patrick Nsiala Kiese, Bart Pennewaert, Véronique Philips, Gautier Platteau, Reinhilde Pulinx, Min Reuchamps, Benjamin Rieder, Philip Savelkoul, Dave Sinardet, Myriam Stoffen, Lieselot Vandamme, Lieve Van den Broeck, Stéphane Vanden Eede, Margot Van de Put, Vincent Vandermeeren, Sébastien Van Drooghenbroeck, Adinda Van Geystelen, Jonathan Van Parys, David Van Reybrouck, Francesca Vanthielen, Peter Vermeersch, Fatima Zibouh.

FACILITATEURS

Luc Auweraert, An Baert, Jim Baeten, Hade Bamps, Philippe Belien, Alice Berger, Caroline Beyne, Lieve Biesemans, Jan Blondeel, Jean Bofane, Hannah Bohez, Bart Cambré, Olivier Chaput, Philippe Charlier, Frédéric Claisse, Thibault Coeckelberghs, Vicky Daniels, Raphaël Darquenne, Geertrui De Cock, Hannes Couvreur, Luc-André Defrenne, Christof Delatter, Geneviève Delefortrie, Stef De Paepe, Jacqueline De Picker, Barbara de Radiguès, Annick De Rop, Sonia De Vos, Ann Dobbeni, Catherine Dupont, Jean-Jacques Félix, Benoît Flévez, Corinne Gobin, Danni Godart, Pierre Guilbert, Anne Guillaume, François Jeanjean, Elodie Jiminez, Rabah Kaddouri, Eléonore Kennis, Ludo Keunen, Veerle Koks, Yves Larock, Jo Lefevre, Aurélie Leflere, Marcel Linsmeau, Hervé Lisoir, Jean Maertens, Lieve Maes, Chloe Marthe, Katrien Massa, Nathalie Matthijs, Marc Michiels, Jean-Paul Minet, Abdullah Mohammed, Ewoud Monballiu, Gina Moors, Pierre Motyl, Michiel Nuytemans, Carine Petit, Anouk Reygel, Annemie Rossenbacker, Marianne Schapmans, Luk Schoukens, Peter Sleenckx, Bert Smits, Jos Speetjens, Anton Stellamans, Stef Steyaert, Mat Steyvers, Adinda Taelman, Frans Teuchis, Carlos Theus, Olivier Treinen, Annemie T'Seyen, Nele Verbruggen, Axel Verstrael, Tinne Vandesande, Mieke Vangramberen, Janusz Vanhellemont, Mia Vanlaeken, Catherine Van Eeck-

haute, Wim vander Elst, Thomas Van Reybrouck, Bart Van Langendonck, Michael van Lieshout, Pascal Van Loo, Inge Vermeersch, Philip Verwimp, Griet Vielfont, Koen Willems, Ingrid Wolfs, Koen Wynants, Kenza Yckoubi, Heidi Zwaenepoel.

TRADUCTEURS ET INTERPRETES SOMMET CITOYEN

An Baeyens, Doris Beckmann, Evelyne Bellemans, Amelia Bonte, Magali Decannière, Bart Defrancq, Margot Dekeyser, Elke Delaere, Lise Destombes, Ellen Devlaeminck, Liesbeth De Bleeker, Luc De Smet, Etienne Gothier, Stef Grosjean, Astrid Herkenhoff Konersmann, Annelies Huylebroeck, Sander Kashiva, Dunja Matkovic, Adriaan Mosselmans, Silvia Payan, Ludovic Pierard, Joris Reynaert, Marloes Rooyackers, Colette Storms, Nele Tinck, Jeff Vanderelst, Didier Vandevoorde, Annelies Van Hauwermeiren, Yaele Vanhuyse, Levi Van Lierde, Bart Van Loo, Liesbeth Van Vynckt, Ruth Van Wassenhove, Dirk Verbeeck.

NOS REMERCIEMENTS VONT AUX SOCIETES ET AUX PERSONNES QUI ONT SOUTENU LE G1000 EN NATURE EN OFFRANT UN TARIF REDUIT OU EN METTANT DES LIEUX A NOTRE DISPOSITION

3M
AFOSOC-VESOFO
ArtzWork
Atanor
Atelier en Tik
AuviPartners
Belgacom, Mobistar, Base, Telenet (0900 nummer)
Belgian Poster
Brightfish
Café de Fiennes
CDS
Colruyt
Delhaize
Geert Groffen
GFK Significant
Gum Studio
Het digitaal Geweld
Hogeschool Gent
Hotel Bloom
Hyundai
Inbev
Ivox
Kadenza
KPMG
Levuur
Lotus Bakeries
Momentum-pco
Negotrade
Paratel
Passaporta
Projuice

Rode Kruis
Saatchi & Saatchi
Sherpa
Streamdis
Studio Dann
Synthetron
T&T
Tolkenscholen Antwerpen, Brussel en Bergen
Video in motion
Visualharvesting
WDM
Wouter Deprez en NTGent
WWCC

FIGURANTS DANS LE SPOT CINEMA

Frieda Van Wijck, Tom Waes, Dirk Tieleman, Bruno Vanden Broecke, Pie Tshibanda, Pierre Kroll, Sam Touzani, Colette Braeckman, Manuel Zimmermann, Fatma Girretz, Francesca Vanthielen

Gerrit Rauws, directeur de la Fondation Roi Baudouin

« Si la démocratie n'est rien d'autre qu'une méthode pour permettre l'organisation d'élections, elle est trop peu ambitieuse. La délibération politique peut constituer une piste qui renforce la démocratie représentative. Avant tout quand les problèmes politiques demandent des choix difficiles de la part des autorités. »



Maxime Prévot,
Bourgmestre de Namur

« Je crois en une belle complémentarité entre la légitimité tirée des urnes de nos élus, et celle tirée de l'expertise du vécu des citoyens. La gouvernance d'aujourd'hui n'est plus celle d'il y a 15 ou 30 ans. La gouvernance du futur appellera des modes nouveaux d'implication et de participation, autant s'y ouvrir plutôt que d'attendre au balcon que ça se passe! »





Jörgen Oosterwaal, rédacteur en chef de Knack

« Bien sûr ce projet est un peu naïf à la base parfois un peu grandiloquent, mais je ne peux pas accepter non plus que l'on s'en moque. Notre démocratie est fatiguée; elle présente clairement des signes d'épuisement. Qu'un groupe de personnes veuille y remédier en réinventant un processus démocratique par l'étude et le dialogue témoigne d'un vrai esprit citoyen. »



Nathalie & Jean-Luc, bénévoles

Nathalie est la personne de contact pour les participants du panel citoyen: « Pour moi c'est un cadeau de pouvoir faire partie de tout ceci. C'est un privilège de pouvoir assister de si près à ce processus fascinant. » Jean-Luc participait l'année passée aux débats autour des tables du Sommet citoyen et s'est porté bénévole pour continuer l'aventure. Il est notre photographe attitré.

Miriana,
membre de la cellule communication

« Quelqu'un peut-il m'expliquer pourquoi les politiques ont si peur des citoyens?! Nous ne voulons que le bien de la démocratie représentative. Alors oui, peut-être que la participatie actuelle risque d'en prendre un coup. Mais n'a-t-elle pas besoin d'un grand coup de neuf, justement? »



Alors que les démocraties européennes sont en crise, le G1000 montre une voie possible.

- Rapport des observateurs internationaux présents au G1000



Le 11 juin 2011, après un an sans gouvernement, le Manifeste du G1000 est publié dans cinq des principaux journaux du pays : De Standaard, De Morgen, De Tijd, Le Soir et La Libre Belgique. « Si les politiques ne s'en sortent pas, laissons les citoyens délibérer », pouvait-on lire. « Le peuple comble de liberté son manque de connaissances ». En quelques jours seulement, des milliers de personnes signaient le Manifeste, 800 personnes se portaient volontaires pour aider à l'organisation et des milliers d'autres faisaient des dons.

Qu'est devenue cette initiative citoyenne, une année et demie, un sommet citoyen et un panel citoyen plus tard ? Quels en sont les résultats, les premiers enseignements et les pistes pour le futur ?

L'exercice d'une démocratie délibérative par tirage au sort du G1000 peut-il prétendre inspirer le réenchancement nécessaire de notre démocratie ?

Une chose est sûre, le G1000 a remis à l'agenda la question de la revitalisation de la démocratie.

www.g1000.org

ISBN 978-2930275-52-9

Dépôt légal D-2012-8490-07

